





N 86

LETTRES
POPULAIRES,

OU L'ON EXAMINE

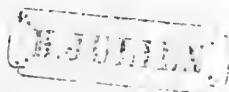
LA REPONSE

AUX

LETTRES ECRITES

DE LA

CAMPAGNE.



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

BIBLIOTHEQUE
MUSEE
NATIONAL
HISTOIRE NATURELLE

Aux Citoyens & Bourgeois de
la Ville & République de
Genève.

*Cet Ouvrage a été fait pour vous , mes
chers Concitoyens. C'est donc à vous qu'il
doit être dédié.*

*Vous êtes obligés par votre serment de
Bourgeois à défendre les Loix & les Edits.
Vous êtes obligés par conséquent à les étu-
dier & à les connoître.*

*Sur un objet aussi sacré , vous ne devez
vous en rapporter qu'à vous mêmes , & ne
vous livrer jamais aux opinions de quel-
ques Particuliers , qu'après les avoir bien
examinées & bien pesées.*

*Vous ne ressemblerés point à ces Juges
injustes , qui ne lisent que les Mémoires de
la Partie qu'ils veulent favoriser , & qui*

ne donnent presque aucune attention aux raisons de la Partie , qu'ils veulent absolument condamner.

Si les plus éclairés d'entre vous , apportent dans la lecture de ces lettres , autant d'impartialité , autant de travail , autant d'attention que celui qui les a écrites , je ne doute pas que nous ne soyons bien-tôt réunis dans les mêmes sentimens.

Rempli d'amour pour la Patrie , de respect pour la Constitution & pour les Loix , il n'a cherché autre chose qu'à entendre l'Edit & à ne s'en écarter jamais.

Plus il a étudié nos Loix & plus il s'est convaincu qu'elles sont bonnes & que nous risquerions tout à les alterer.

Il faut qu'avec les sentimens de l'affection , que doivent avoir réciproquement tout les Enfans d'une même famille , nous n'employions jamais que la voye des éclair-

cîssemens & de la persuasion, pour nous réunir dans le vrai sens de nos Loix, & pour maintenir constamment nôtre heureuse Constitution.

*Lettres Populaires , où l'on examine la
Réponse aux Lettres écrites de la Cam-
pagne.*

L E T T R E I.

JE conserverai toujours, Monsieur, la Lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Elle est dictée par le vrai Patriotisme. Elle ne respire que la prudence & que la Sagesse. La liberté, dites-vous, est le premier des biens, le fondement de la jouissance de tous les autres. Mais par cela même que ce bien est si précieux, on doit être de la plus grande circonspection dans tout ce qui peut l'intéresser. On l'a souvent perdue par son attachement même pour elle, quand cet attachement porté jusqu'à l'enthousiasme a cessé d'être éclairé.

C'est par ces raisons, Monsieur, que malgré tout ce que vous avez trouvé de spécieux en faveur du Système des Représentations, dans la Réponse aux Lettres écrites de la Campagne, vous avez cependant conclu que vû l'importance de la matière, vous deviez en bon Citoyen, attendre ce que l'on pouvoit répondre à cet Ouvrage.

Heureuse la République dont tous les Citoyens vous ressembleroient ! On n'y verroit point de ces mouvemens violens, qui entraînent avant qu'on se soit mutuellement éclairé. Chaque individu de l'Etat tarderoit longtems à prendre parti. Plus les

matières en contestation feroient difficiles à bien connoître , & plus on chercheroit à les approfondir. On n'y jugeroit point par les yeux d'autrui , mais par soi-même :

Oui , Monsieur ; en vrais Patriotes , aidons nous réciproquement à mettre dans le plus grand jour , les points essentiels de la contestation présente. Eloignons de nos Cœurs toute partialité. Nous n'aspirons ni l'un ni l'autre à aucun emploi , ni à aucune faveur dans l'Etat. Pourrions nous être dans une position plus favorable à une impartialité parfaite ?

Votre esprit naturellement droit & ami de la vérité , vous éloigne de tout ce qui sent l'artifice & le sophisme. Vous appercevez assés le faux d'un raisonnement , mais vôtre genre de vie qui vous a éloigné constamment de l'étude & de la Méditation , ne vous a point permis d'acquérir cette habitude de développer suffisamment & d'exprimer assés nettement vos idées , pour les rendre bien intelligibles aux autres.

Je me charge , Monsieur , de cette partie. Mais je veux que vous me dirigiez , que vous me proposiez l'ordre que nous devons suivre , que vous ne m'accordiez rien que ce que vous trouverés bien clairement établi. Poussés vos questions aussi loin que vous pourrés le faire. Vous me trouverés toujôurs prêt à vous répondre ; Nous cherchons la vérité l'un & l'autre , nous sommes amis ; pourrions nous être longtems dans des sentimens opposés ?

L E T T R E II.

Je suis entièrement , Monsieur , dans les principes établis par vôtre seconde Lettre. Pour que la République soit tranquille , il faut que les Loix y soient les seuls Maitres. Citoyens , Membres des Conseils , Magistrats , tous doivent leur obéir. La vraie liberté d'un Peuple consiste à n'obéir qu'aux Loix qu'il a faites.

Ainsi quand le Serment des Bourgeois , nous impose l'obéissance à nos très-honorés Seigneurs & à leurs Officiers , comme nôtre premier devoir après ceux de la Religion Reformée , le Serment des Sindics les oblige à maintenir de tout leur pouvoir les *Edits* ; & le Serment des Bourgeois leur ordonne d'observer & garder les *Libertés* , *Franchises* , *Us* , *Coutumes* , *Edits* , *Statuts* , & *Ordonnances de la Cité* , & de ne souffrir être faites aucunes pratiques , machinations , ou entreprises contre le Magistrat , République , Libertés , Edits & Statuts d'icelle , mais le tout incontinent découvrir , révéler & rapporter à nos dits Seigneurs.

Que ce Serment est respectable , Monsieur ! N'oblige-t-il pas & les Magistrats & les Citoyens à l'étude des Loix , & à maintenir la Constitution & les Edits ? Ayons le toujours devant les yeux , en cherchant avec impartialité à nous éclairer sur le vrai sens de nos Loix. Comment pourrions-nous maintenir ce que nous ne connoîtrions pas ?

Heureusement ces Principes sur l'obligation de maintenir la Constitution & les Loix , sont également avoués & du Conseil & des Citoyens repré-

sentans. J'aime à me persuader qu'ils seront toujours sacrés pour tous les Individus de la République.

Vous m'imposez avec beaucoup de raison , Monsieur , cette règle dans l'examen que nous allons faire , c'est de nous attacher uniquement au vrai sens de l'Edit sur chacun des points contestés , sans toucher aux avantages & aux désavantages qu'il pourroit y avoir , à ce que l'Edit statuat telle ou telle chose , ni aux convenances que l'on pourroit trouver à y faire tel ou tel changement. .

On peut raisonner à l'infini sur la convenance & la disconvenance des choses. C'est pour cela qu'il est très difficile qu'un grand nombre de personnes s'entendent quand il est question de faire des Loix. Mais il est beaucoup plus aisé d'examiner quel est le vrai sens des Loix déjà faites. Je consens donc volontiers à nous borner à l'examen du vrai sens de nos Edits sur les points contestés.

Je veux bien aussi que nous commencions , par examiner la question de la Présidence nécessaire des Sindics , ou au moins d'un Syndic , dans tout Tribunal criminel , puisque vous la jugés la plus importante & que vous pensés qu'elle touche plus directement à l'essence de notre Constitution. La nécessité de la Présidence d'un Syndic aux Tribunaux Civils , qui paroît entrer dans l'objet des Représentations , du moins comme conséquence , sera par cela même examinée.

L E T T R E III.

Vous m'envoyés , Monsieur , des principes , qui quelques simples qu'ils soient , doivent , selon vous , être posés avant que d'entrer dans la question de la Présidence nécessaire des Sindics.

J'approuve la lenteur de la marche que vous me faites suivre , c'est la seule qui convienne à la recherche de la vérité.

Quant à vos principes je les admetts en entier , & je ne vois pas qu'on puisse les révoquer en doute.

Il est sûr que *le Conseil général légitimement assemblé par le Petit & Grand Conseil* , peut faire en tout tems des changemens aux Loix , même à celles qui sont contenues dans le Règlement de l'illustre Médiation. Ce droit de changer à son gré les Loix , dérive nécessairement du Pouvoir Législatif. Le Conseil Général l'avoit avant la Médiation , & il se le réserva expressément dans l'Article 44. de ce Règlement.

Il résulte de ce Pouvoir du Conseil Général cet autre principe , c'est que la force d'une Loi ne se mesure pas sur son ancienneté , puisqu'une Loi ancienne peut être abrogée ou changée par une Loi postérieure & plus nouvelle.

Le Règlement de l'illustre Médiation est la plus nouvelle de nos Loix , & c'est celle qui l'emporte sur toutes les autres , quand elle se trouve en opposition avec elles.

Les Edits de 1713. sont supérieurs à l'Edit de 1568 , précisément parce qu'ils sont postérieurs.

Mais comme dans une République les principes même les plus clairs , doivent toujours être appuyés sur la Loi , quand il y en a une ; relifons ensemble , Monsieur , le préambule des Edits de 1713 , pour que nous sentions d'autant mieux la force supérieure de ces Edits sur toutes les Loix précédentes.

Nous Sindics , Petit & Grand Conseil de la République de Genève , avec nos Citoyens & Bourgeois , assemblés par nous en Conseil Général. . . Ayant considéré que pour le bien de cet Etat , pour abréger les Procès , & réprimer la chicane ; il étoit nécessaire d'éclaircir divers articles de nos anciens Edits , en retrancher & en ajouter quelques uns. A ces causes nous avons statué & ordonné , statuons & ordonnons , que dès ce jour tous les Conseils & Tribunaux de cette République , toutes les personnes qui lui sont soumises & qui en dépendent , suivent & observent les présentes Loix , Réglemens , & Edits , & ne s'en écartent en aucune manière ni façon que ce soit.

Voilà je pense , Monsieur , tout ce dont nous devons convenir avant que d'entrer en matière.

LETTRE IV.

La question des premières Représentations sur la Présidence nécessaire des Sindics , ou au moins d'un Sindic , dans tout Tribunal criminel , se réduit proprement à ceci.

Que doit-on faire lors que dans une affaire criminelle , les quatre Sindics se trouvent recusables ?

L'auteur de la Réponse aux Lettres écrites de la Campagne a été plus loin encore en prétendant » que le Petit Conseil est réduit à l'inaction , quand les Syndics ses Chefs sont absens. » Personne ne peut prendre en leur absence , à » parler rigoureusement , la place de Président , » sans se rendre coupable du crime de Lèze Majesté. (pag. 128. 129.)

La question doit donc aujourd'hui se prendre dans un sens plus étendu & se réduire à ceci.

Que doit-on faire lors que dans un Tribunal quelconque , criminel ou civil , les quatre Syndics se trouvent recusés ?

Pour résoudre cette question , nous nous adresserons au Législateur même. C'est lui seul qui a droit de la décider. Ce Législateur a parlé plusieurs fois. Il a parlé en 1568. dans un stile devenu obscur aujourd'hui. Mais pour ne nous pas induire en erreur , il nous a averti en nous parlant encore en 1713 , *que pour le bien de cet Etat , il étoit nécessaire d'éclaircir divers Articles de nos anciens Edits.* (Préambule des Edits de 1713.) :

Le Conseil Général même a donc décidé , que l'Edit de 1568. étoit obscur en divers Articles , & que l'on trouveroit ces Articles éclaircis dans les Edits de 1713.

A quelle Loi nous adresserons nous donc pour résoudre la question proposée ? Nous commencerons d'abord par interroger les Edits de 1713 , faits *pour le bien de l'Etat* , & pour *éclaircir* ce qui étoit obscur dans l'Edit de 1568.

Convaincus d'ailleurs du droit incontestable qu'avoit le Conseil Général de 1713 , sur les Edits

de 1568 , pour les changer ou les modifier à son gré , *nous nous soumettrons* selon notre serment & celui des *Conseils & Tribunaux de cette République* à ce qu'il aura prononcé , sans oser nous en écarter en aucune manière ni façon que ce soit. (Préamb. des Edits de 1713.)

L E T T R E V.

Si nous trouvons clairement , Monsieur , dans les Edits de 1713. 1^o. Que chaque Syndic peut être recusé ; 2^o. Que les quatre Syndics peuvent être recusés dans les affaires civiles ; 3^o. Que le Tribunal Civil peut exister alors sans Syndics ; Vous conviendrés que nous aurons détruit le principe de l'Auteur de la Réponse aux Lettres , sur l'inaction du Petit Conseil dans l'absence des quatre Syndics. (page 128. Rép. aux Lettres.)

L'Edit de 1713. au Titre 3. *de la récusation des Juges* , entend par ce mot de Juges , tous les Membres du Petit Conseil & du Deux Cent , Syndics & Conseillers. Qui sont en effet les Juges dans ces Tribunaux ? Chaque Syndic n'est-il pas Juge , tout comme chaque Conseiller est Juge ? Un Juge dans un Tribunal n'est-il pas tout homme qui opine & qui a voix dans le Jugement ?

Les Syndics sont mis au nombre des Juges , conjointement avec les Conseillers , de la manière la plus précise dans le même Edit , Tit. 1^{er}. §. 36. & 39. en parlant du Petit Conseil. *Aucune cause ne pourra être jugée en Petit Conseil , qu'il n'y ait au moins neuf Juges. Et si ce sont causes Matrimoniales , criminelles ou d'injure , il faudra qu'il y*

ait au moins treize Juges. Le nombre des Juges , lors qu'il aura été nécessaire de substituer des adjoints , ne pourra excéder celui de vingt-cinq dans les affaires criminelles , les Juges du Petit Conseil qui ne seront pas recusables compris dans ce nombre.

Il est évident , que lorsque dans un jugement les quatre Syndics ne se trouveront pas dans le cas d'être recusés , ils seront au nombre des neuf , des treize , des vingt-cinq Membres dont parlent ces articles de l'Edit , & qu'ils y sont mis au nombre des Juges.

Il résulte clairement de-là que les Syndics , tout comme les simples Conseillers , sont soumis à toutes les Loix de récusations , exprimées dans le titre 3. de l'Edit. *De la récusation des Juges.*

L'Edit de 1713. statue donc , que chaque Syndic peut être recusé dans les Tribunaux civils & criminels , & qu'il n'a à cet égard aucune sorte de privilège par dessus un simple Conseiller. Ils sont Juges les uns & les autres , & par conséquent , toutes les Loix des récusations des Juges portent également sur les uns & sur les autres.

Si la Loi des récusations exclut également tout Juge recusable sans faire aucune exception , & sans que dans aucun autre endroit de l'Edit il y ait de restriction à la Loi des récusations , au moins en affaires civiles ; il est clair que les quatre Syndics devront être mis au nombre des Juges recusés , s'ils se trouvent tous quatre dans un cas de recusation.

Dans ce cas retiendra-t-on le Syndic le moins recusable ? Non , ce seroit violer la Loi des récu-

fations. Que faudra-t-il donc faire ? S'il reste treize Juges ou plus qui ne soient pas recusés, le Tribunal aura les conditions requises par l'Edit de 1713 pour pouvoir juger & jugera. Mais s'il n'y a pas nombre suffisant de Juges, il y sera suppléé par des adjoints à forme de l'article 37. du titre 1.

Voilà donc un Tribunal civil entièrement conforme à l'Edit de 1713 qui sera sans Syndic, & qui, à raison de cette affaire, fera le Petit Conseil. L'Edit a donc établi dans ce cas un Petit Conseil sans Syndic, qui aura pourtant toute l'autorité qu'il auroit, présidé par les quatre Syndics, dans le Jugement qu'il portera. Si l'affaire passe en Deux Cent, l'on aura de même un Deux Cent sans Syndics.

L E T T R E V I.

Vous voulez, Monsieur, avant que d'aller plus loin, que nous examinions les argumens proposés dans la Réponse aux Lettres écrites de la Campagne, par lesquels malgré l'Edit que nous venons de consulter, l'auteur prétend qu'il ne peut y avoir de Conseil, même en affaires civiles, sans quelque Syndic qui le préside. » Sans les Syndics, » dit-il, tous les Conseils ne font rien. (Rép. pag. 128.)

Il est vrai, continuez vous, qu'on ne peut attaquer une vérité que par des sophismes, & qu'il est triste d'en trouver, où l'on ne voudroit voir que la vérité & les Loix.

Oui, Monsieur, c'est un devoir pénible pour ceux qui, comme nous, aiment tous leurs Conci-
toyens, d'avoir à dévoiler les erreurs de l'Ouvrage
de

de l'un d'entr'eux. Mais enfin c'est un devoir, la Loi est attaquée. Tout Citoyen éclairé est obligé par son serment à la défendre.

Premier sophisme. (Rép. aux Lett. p. 128.) Il est tiré de cet article de l'Edit de 1568. *Le premier Syndic absent ou malade, le second & ainsi conséquemment les autres fassent l'office d'icelui.*

» La Loi, en conclud-on, assigne la Présidence
 » au premier Syndic, & les substitue les uns aux
 » autres en cas d'absence. Mais elle s'arrête au
 » quatrième, ne lui substitue personne; & à parler
 » rigoureusement, personne ne peut prendre la
 » place de Président, sans se rendre coupable du
 » crime de Lèse-Majesté. Personne n'a le droit
 » d'outrepasser la volonté du Souverain, & s'il est
 » des cas où il soit possible qu'il manque un Pré-
 » sident, c'est à ce Souverain seul qu'il appartient
 » d'y pourvoir.

- Voyez, Monsieur, la fausseté de ce raisonnement. Parce qu'un article de l'Edit de 1568. fait pour régler l'office des trois derniers Syndics, leur donne pouvoir à chacun de faire toutes les fonctions du premier Syndic en cas d'absence ou de maladie, & que s'arrêtant au quatrième, il ne substitue personne pour faire toutes les fonctions du premier Syndic, on en conclud aujourd'hui que personne qu'un Syndic ne peut présider à un Tribunal ou aux Conseils dans l'absence des quatre Syndics, quand la Loi des récusations les met tous quatre hors d'un Tribunal.

Cet Edit de 1568. n'a pû empêcher le Législateur de 1713. de récusar les quatre Syndics quand ils se trouvent recusables. Le nouveau Législateur

n'a point dit qu'on créeroit alors un *Sindic ad actum*, ou qu'on rappelleroit le *Sindic* le moins recusable ; il a parlé du *Président* de ce *Tribunal* sans lui donner le nom de *Sindic*, parce qu'il n'est que *Président* & non pas *Sindic*.

Il n'a point déterminé quel seroit ce *Président*, parce que l'Edit de 1568. disoit déjà ; *L'affiette des Conseillers se fera, selon qu'ils auront précédé les uns les autres en dignité & offices selon leur degré.* (Ed. Polit. p. 11.)

N'est-il pas absurde de dire, qu'un *Conseiller* ne peut être *Président* d'un *Tribunal*, sans se rendre coupable de crime de Lèze - Majesté, tandis qu'un Edit formel ordonne aux quatre *Sindics*, dans le cas de récusation, de laisser la *Présidence*, mais non le *Sindicat*, au plus ancien *Conseiller* ?

Outre passe-t-on la volonté du Souverain quand on exécute ses derniers ordres ?

Le Souverain a-t-il besoin de pourvoir un *Tribunal* d'un *Sindic ad actum*, quand il l'a déjà pourvû d'un *Président* ?

LE T T R E VII.

Plus les argumens sont foibles, & plus, pour l'ordinaire, on les multiplie. Mais en cette matière, Monsieur, le nombre ne compense pas la foiblesse. Le raisonnement qui vient après celui que nous avons examiné n'a pas plus de force. Il sera facile de le renverser.

2°. *Sophisme.* (page 130.) » Les *Conseillers*
» d'Etat, dont l'Election fut attribuée au Deux
» Cent en 1530, ne reçurent alors aucune au-
» torité, aucune puissance quelconque. L'Edit de

» 1568. ne leur donne point d'autorité. Donc ils
 » ne peuvent pas représenter les Chefs du Gou-
 » vernement, les Sindics.

Quand il seroit vrai, Monsieur, qu'en 1568. les Conseillers n'avoient point d'autorité, on ne pourroit pas en conclure qu'aujourd'hui, dans le cas de la récusation des quatre Sindics, le Conseil fût sans autorité. Il suffit pour qu'il en ait, que le Conseil Général lui ait attribué le Jugement des affaires civiles sans la Présidence des Sindics, par l'Edit de 1713, postérieur & supérieur à celui de 1568. Le plus ancien Conseiller peut donc présider quand la Loi l'y appelle & représenter les Chefs du Gouvernement, si c'est les représenter que de présider

Ces expressions de l'Auteur de la Réponse sont bien peu décentes (page 132.) » Voilà ce que
 » sont les Conseillers du Petit Conseil ; Voilà les
 » personnes qu'on veut qui représentent les Chefs
 » du Gouvernement.

Elles sont de plus assés peu exactes. Quand l'Edit de 1543. disoit, *S'il y avoit un ou plusieurs Sindics absens, que ceux qui sont assis après eux au Conseil tiennent leur lieu avec leur bâton*, il jugeoit, ce me semble, les Conseillers assés propres à représenter les Chefs du Gouvernement. Qui représentoient-ils donc, quand avant 1568. ils étoient placés sur le Tribunal & le bâton Sindical à la main ?

3^e. *Sophisme.* (page 132.) “ Je prouve en 3^e.
 » lieu que les Conseils sans Sindics ne font rien,
 » parce que le même ordre qui est prescrit au Con-
 » seil étroit, est imposé aussi bien au Conseil des
 » 60, qu'au 100 & au Général. La subordina-

» tion ordonnée au simple Citoyen en Conseil
 » Général , est prescrite à un Conseiller dans le
 » petit Conseil , & le simple Citoyen aurait le
 » même droit de vouloir présider en Conseil Gé-
 » néral , qu'un Conseiller dans celui des 25 , ou
 » dans celui des 200 , car ils ne seront l'un &
 » l'autre que de simples Conseillers dans ces Con-
 » seils.

Que dites vous Monsieur de la force de cet argument , qui se réduit à ceci ? Il n'est pas permis dans un Conseil Général où les quatre Syndics se trouvent toujours , puis qu'il n'y a jamais de récusation , il n'y est pas permis , dis-je , à un Citoyen d'y aller prendre la place du premier Syndic pour y présider. Donc quand la Loi des récusations a mis hors d'un Tribunal les quatre Syndics , il n'est pas permis au plus ancien Conseiller de présider en l'absence des quatre Syndics.

Si l'on eût voulu tirer une conséquence juste , il aurait fallu conclurre ainsi. Donc il n'est pas permis à un Conseiller , quand un Syndic est dans le Tribunal , d'aller prendre sa place pour y présider. Mais cette conséquence légitime n'auroit rien prouvé & l'auteur de la réponse vouloit prouver quelque chose.

LETTRE VIII.

Vous désirés à présent , Monsieur , que j'examine une idée très nouvelle & très singulière , de l'Auteur de la Réponse aux Lettres de la Campagne. C'est que depuis l'Edit de 1568. jusques à celui de 1713 , les Syndics n'étoient soumis à

aucune espèce de récusation. Mais que les Conseillers seuls étoient alors récusables. (page 180. 181.)

Cette question il est vrai ne fait rien au sujet que nous traitons. Car quand il seroit prouvé que l'Edit de 1568 avoit ordonné la non-récusation des Sindics, cet Edit n'auroit plus de force, depuis que le Conseil Général de 1713, a ordonné leur récusation.

Il en résulteroit seulement ceci, c'est qu'on ne devrait pas aller chercher dans l'Edit de 1568 les règles à suivre dans le cas de la récusation des quatre Sindics résultante de l'Edit de 1713; mais qu'il faudroit, comme nous l'avons fait, les chercher seulement dans ce dernier Edit.

Qu'ainsi l'article de cet Edit, qui substituant les Sindics les uns aux autres s'arrête au quatrième & ne lui substitue personne, ne portant que sur les cas d'absence ou de maladie, n'est point applicable au cas des récusations, qui selon l'Auteur de la Réponse, ne s'étendoit point alors aux Sindics.

Cependant comme nôtre histoire est toujours intéressante, vous me chargés d'examiner l'Edit de 1568, sur l'Article des récusations.

Vous faites, en attendant cet examen, une réflexion qui me paroît bien judicieuse.

Si l'Edit de 1568. a donné aux Sindics le privilège de n'être jamais récusé, comment est-il arrivé qu'ils aient perdu ce privilège? Car il est constant, que même avant l'Edit de 1713. & avant celui de 1707, on récusoit les Sindics tout comme les Conseillers. Ils avoient donc perdu leur privilège.

Mais qui le leur avoit ôté ? Etoit-ce le Conseil Général , étoit-ce le Deux Cent ou le Petit Conseil ? Des Syndics se laissent-ils dépouiller d'un privilège aussi distinctif , sans contestation & sans qu'on en trouve aucune trace ni dans nôtre histoire ni dans nos registres.

Vous conclus de là , même avant tout examen , que l'Auteur de la Réponse n'entend point l'Edit de 1568. Je conclus de même après avoir examiné cet Edit.

Cet Auteur au lieu de comparer , avec le scrupule d'un bon Jurisconsulte tous les différens articles d'un Edit pour en bien saisir le sens , s'arrête à un mot , si ce mot peut favoriser son système ; sans faire attention que ce mot qui le trompe , peut s'interpréter par d'autres endroits de l'Edit. Mais écoutons le lui-même. Ce sera le sujet de ma première Lettre.

LETTRE IX.

Nous voici parvenus , Messieurs , à un 4^{ème}. *sophisme*. (page 175.) » En statuant sur les récusations , l'Edit de 1568. ordonne aux Conseillers
 „ seuls de se retirer , & nullement aux Syndics.
 „ Comprendra-t-on , que si l'Edit eût voulu qu'il
 „ y eût des Tribunaux sans Syndics , s'il n'eût
 „ pas regardé leur Présidence comme essentielle ,
 „ il eût dit simplement , *Pour quelles causes se retireront les Conseillers* , au lieu de dire , *les Syndics & les Conseillers* ? Auroit-il affecté en un
 „ mot de borner les causes de récusation pour les
 „ Conseillers seuls ? l'Edit des récusations passé
 „ en 1713 , parle de la récusation *des Juges* , &

5, par ce terme il semble qu'on peut entendre
 „ tous les Juges , & par conséquent les Syndics
 „ aussi bien que les Conseillers. . . . On doit con-
 „ sulter les autres Loix. Je cherche dans l'Edit
 „ fondamental quels sont les Juges recusables , &
 „ je trouve que ce sont les Conseillers seuls ; &
 „ pag. 178. le seul mot de *Juges* qui se trouve
 „ dans l'Edit des recusations de 1713 , forme
 „ tout au plus une équivoque , en faveur du
 „ système de l'Anonyme &c.

Ce n'est point , Monsieur , le mot de *Juges* qui forme ici une équivoque , c'est celui de *Conseiller*.

Le mot de *Conseiller* a deux sens dans nos Edits. On l'entend quelquefois des Membres d'un Conseil qui ne sont pas Syndics ; d'autres fois au contraire , il signifie tous les Membres d'un Conseil , & sur-tout du petit Conseil , tant les simples Conseillers , que les Syndics eux-mêmes.

En effet dans ce sens plus étendu , on entend par *Conseiller* tout Membre d'un Conseil qui a droit d'y conseiller , & dont la voix doit être comptée , quand on y délibère , qu'on y opine , ou même qu'on n'y opine point , comme en Conseil Général. Les Syndics dans les Conseils sont les Conseillers Présidens.

C'est ce qui paroît par plusieurs endroits de nos Edits. Ainsi dans celui de 1707. pag. 64. il est dit. *Le Petit Conseil après avoir ouï des Secretaires le nom des indiqués , prêté le serment de choisir le plus propre &c. & le serment du greffier , procédera à la première nomination de cette manière ; chaque Conseiller ira entre les deux portes écrire le nom de celui qu'il voudra nommer . . .*

après quoi il sera procédé au déchiffrement par Messieurs les Syndics & Secretaires &c. Le mot de Conseiller signifie là évidemment les Membres du Conseil , & comprend les Syndics & les Conseillers , puisque les Syndics donnent leur suffrage & qu'ils n'auroient pas droit de le donner , s'ils n'étoient compris au nombre des Conseillers. Le mot de Petit Conseil renferme de même ici tous les Membres du Conseil tant Syndics que Conseillers. Les uns & les autres prêtent le serment de l'Élection & du Grabeau.

De même dans l'Edit Politique pag. 2. il est dit : *Or avant que procéder à l'Élection qu'un chacun Conseiller fasse serment d'élire ceux qu'il pensera être les plus propres &c.* Et comme les Syndics prêtent ce serment il est clair qu'ils sont nommés Conseillers.

De même pag. 4. sur la nomination des Syndics , *Que chaque Conseiller en nomme quatre &c.* Les Syndics n'étant point exclus de donner leur voix , sont appelés ici Conseillers.

C'est parce que les Syndics deviennent en Conseil des Conseillers , que l'Edit leur donne le même nom qu'aux autres Membres du Conseil , quand il parle de tous en général.

Il est clair par-là que quand l'Edit parle page 42. *des causes pour lesquelles se devront retirer les Conseillers* , il entend par ce mot tous les Membres du Conseil , Syndics & Conseillers. Aussi les termes de la récusation excluent-ils chaque Membre du Conseil de la manière la plus générale. *En causes criminelles , que nul ne se trouve en l'affaire de ses parens ou affins &c.*

L E T T R E X.

Si l'Auteur de la Réponse connoissoit mieux nos Edits , Monsieur , & qu'il eût vû dans les Edits civils de 1568 , *faits & passés* en Conseil Général le même jour que les Edits politiques , la page 55. dans l'édition de 1707 , il y auroit vû le titre *de la récusation des Juges* , & il en auroit conclu que déjà en 1568 , les Sindics étoient évidemment recusables & que par conséquent cet autre titre , *Pour quelles causes se devront retirer les Conseillers* , affectoit également les Sindics dans leur qualité de Conseillers. Mais il paroît que l'existence des Edits civils de 1568. avoit échappé aux lumières de l'Auteur de la Réponse (p. 178.)

Lisés à présent , Monsieur , ce que dit cet Auteur , pag. 125. » Je me confirme dans cette » idée en consultant le titre des causes de recusations dans l'Edit politique où l'on trouve , » *Pour quelles causes se devront retirer : Et qui ? les Conseillers.* 1^o. *En matières civiles.* 2^o. *En matières criminelles.* Voilà l'Edit ou la Loi fondamentale sur les recusations. Les Conseillers seuls devoient être recusés originairement. Genève , Ville Impériale , se gouvernoit par les Loix Romaines : Elles considéroit les Sindics comme des personnes privilégiées , au-dessus de toute exception. Tel Brutus , fut appelé à juger ses propres enfans.

Il me semble , Monsieur , que l'Edit de 1568. n'a pas tout-à-fait considéré les Sindics comme

des Brutus. Bien loin de vouloir leur laisser juger leurs enfans , il ne leur permet pas seulement de juger leurs *cousins issus de germains* en matières criminelles, & *en causes civiles* , il les exclud, *quand la cause attouche à quelque Conseiller (ou Syndic ,) comme si le procès étoit touchant marchandise où il fut compagnon.* pag. 42. 43.

Dans les grabeaux du Petit Conseil pour la nomination des Syndics , l'Edit ordonne que ceux que l'on grabélera , *se retirent avec leurs parens , pendant qu'on advisera sur leur Election.* L'Edit ne dit point avec les Conseillers leurs parens , mais avec leurs parens quelconques , Syndics ou Conseillers. Et pourquoi les fait-on ainsi retirer ? c'est , dit l'Edit , pour que le grabeau *se fasse plus librement* , pag. 5. de l'Edit politique.

Si l'Edit fait retirer ainsi un Syndic , quand il est question d'un simple grabeau de parent , pourroit-il le laisser dans un Tribunal criminel pour y présider & y voir condamner ce même parent ? Ce jugement se feroit-il bien *librement* ? Hélas ! Monsieur , l'Edit connoissoit beaucoup mieux que l'Auteur de la Réponse , *que toujours il est nécessaire que nos infirmités soyent prévenues* , Edit politique , pag. 2.

Pour peu que cet Auteur eût voulu parcourir l'Edit , il auroit trouvé des preuves de la recusation des Syndics ; il devoit jeter un coup d'œil au bas de la pag. 37. il y auroit lû , *Que le Petit Conseil hormis ceux qui ont été Juges des premières Appellations , soyent Juges des Suprêmes Appellations.* Et qui sont ceux qui ont été Juges aux premières Appellations ? il l'auroit trouvé au haut

de la même page , *un des Sindics , deux Conseillers du Petit Conseil &c.*

Voilà donc un *Sindic* refusé nommément par l'Edit de 1568. & pourquoi ? seulement parce qu'ayant déjà jugé une fois , il seroit à craindre qu'il n'inclinât trop pour son premier sentiment , dans le second Tribunal. Il n'est pourtant là question que d'affaires civiles.

L E T T R E X I.

Vous m'ordonnez à présent , Monsieur , d'examiner une note très extraordinaire , que vous trouvez à la page 132. de la Réponse. Elle contient le , 5^{eme} *Sophisme.* » Par la constitution fondamentale , les Conseillers sont tellement subordonnés à Messieurs les Sindics , que ceux-ci prêtoient serment , *de faire observer ce qui est contenu en l'office des Conseillers.* On lit aujourd'hui cet article du serment dans l'imprimé , avec l'addition de la particule &. Vous proposez de faire & observer &c. Je ne doute pas qu'elle n'ait été glissée par erreur , c'est sur quoi nous espérons que l'Edit original de 1568. nous édifiera pleinement tôt ou tard. Ce qui me porte à croire que cette particule est une addition postérieure à l'Edit , c'est qu'elle ne se trouve point dans d'anciens manuscrits ; d'ailleurs très recommandables. C'est qu'elle donne à cette partie du serment un sens vain & inutile , car Messieurs les Sindics étant toujours pris dans le Petit Conseil , ne sont-ils pas déjà sous le serment de Conseillers , bien moins

„ important , que celui qu'ils viennent de prêter
 „ comme Syndics ? Autant vaudroit leur faire ju-
 „ rer ce qui est contenu au serment des Bour-
 „ geois. Au lieu que leur imposer la charge *de*
 „ *faire observer* le devoir des Conseillers , c'est
 „ leur donner une inspection directe sur tous les
 „ membres du Conseil , laquelle est bien analo-
 „ gue à la dépendance des Conseillers indiquée
 „ dans l'article *de l'ordre des Conseils*.

Hélas ! Monsieur , à quelles misérables subtilités n'est-on pas forcé d'avoir recours , quand on a entrepris de renverser des vérités certaines , pour établir à leur place un système qui n'est pas celui de la Loi ?

Nous avons vû que les Syndics en Conseil étoient les premiers Conseillers , ils y conseillent , ils y jugent , leur voix y est comptée comme celle des autres. Ils prêtent le Serment du Grabeau & le Serment des Elections en Petit Conseil & en Deux Cent , comme tout autre Conseiller. L'Edit les y oblige , tout comme il les oblige à prêter le Serment de Syndics en Conseil Général. Ils réunissent chacun bien évidemment deux charges en une seule personne , celle de Syndic & celle de Conseiller.

Aussi le Serment des Syndics est-il composé de deux parties bien distinctes l'une de l'autre. La première partie est le Serment des Syndics , la seconde partie est le Serment des Syndics étant que Conseillers. *Item plus nous promettons de faire & observer ce qui est contenu en l'office des Conseillers.* Ed. Polit. p. 9.

Et où trouverons-nous quel est l'office des Conseillers ? Nous le trouverons en tournant la feuille

de l'Edit ; dans le *Serment des Conseillers* pag. 117. Nous promettons & jurons de nous employer à faire ce que notre office porte , & premièrement &c. Les Sindics doivent certainement s'appliquer les articles de cet office , c'est-à-dire , tous les engagements de cet office qui obligent tout Membre du Conseil. Et premièrement de maintenir l'honneur & la gloire de Dieu en cette Ville & autre part , & aussi de mettre peine & diligence de conserver & entretenir le bien , honneur & utilité de la Ville , & de venir toutefois & quantes que mestier sera pour donner bon & fidèle Conseil. . . . Item d'avertir ceux qu'il appartiendra de tout ce que nous penserons être au profit de la Ville. Item de tenir secret tout ce qu'aura été dit & déterminé au Conseil. . . . Item de ne préjudicier nullement à l'honneur ou profit de la Ville , pour faveur ou amitié d'aucun ou autre considération charnelle quelconque. Item de ne solliciter par brigues ou autres pratiques quelcun de la Justice pour faire contre son devoir, mais au contraire de rompre & empêcher de tout notre pouvoir telles entreprises. Item de ne prendre présent de corruption pour favoriser aucun en ce qui concernera notre office , ni en général tout ce qu'on nous voudroit présenter au regard de notre Etat pour nous faire décliner de la fidélité que nous devons à la Ville , & du droit que nous sommes tenus de rendre à un chacun. Item en toutes causes dont serons requis, de prononcer en tout droit & équité ce qui nous semblera , sans faveur ni haine des Parties.

Comme les Conseillers prêtent ce serment au commencement de chaque année entre les mains des quatre Sindics qui ne le prêtent pas, ces Sin-

dics le prêtent d'avance en Conseil Général même , à la suite du Serment qui les regarde comme Sindics. *Item plus nous promettons de faire & observer , ce qui est contenu en l'office des Conseillers.* C'est-à-dire ce qui est contenu en cet office & qui doit être l'objet du serment.

Ce sont les dispositions du cœur dont il s'agit dans cet office , on ne peut les ordonner que par un serment. Ce qui n'est que la Police du Conseil se trouve à pag. 39. *De l'office , charge , devoir & ordre du Conseil.* Ce sont des Loix dont l'observation ou la violation étant évidentes , on n'a pas besoin de serment pour les faire observer ; elles ne sont pas non plus l'objet du serment des Conseillers.

LE T T R E XII.

Vous me dites, Monsieur, dans votre dernière Lettre, que même avant d'avoir examiné nos Edits, vous aviez déjà conclu que l'Auteur de la Réponse se trompoit, en prétendant que la particule & avait été glissée par erreur dans cette ligne du serment des Sindics. *Item plus nous promettons de faire & observer ce qui est contenu en l'office des Conseillers.*

Ne répugne-t-il pas en effet au sens commun, ajoutés vous, que si les Sindics en 1568 juroient seulement *de faire observer ce qui est contenu en l'office des Conseillers*, ils se soient ensuite soumis à l'engagement nouveau d'observer eux-mêmes ce qu'ils étoient chargés auparavant de faire observer aux autres, & de laisser ainsi convertir un titre

d'autorité & de supériorité , dans un engagement d'obéissance & de soumission.

Les hommes se laissent-ils donc priver ainsi de leurs droits & de leurs plus beaux privilèges sans résistance & sans contestation. Et quand cela arriveroit , seroit-ce vis-à-vis & au détriment des quatre premiers Magistrats tout à la fois , & de quatre Magistrats , qui dans le système de l'Auteur , réunissent , exclusivement au Petit & Grand Conseil toute l'autorité de la République ? Seroit - ce dans un cas où il faut qu'ils consentent formellement , puisqu'il est question d'un serment , & qu'on ne peut forcer personne à prêter un serment qui n'est pas celui de la loi ? Un changement si grand , si capital , a-t-il pû se faire sans qu'on en sache l'époque , sans qu'il en reste de traces ?

Tout cela est la vérité même , Monsieur ; voyons ce qu'ose y opposer l'Auteur de la Réponse , & avec quelles armes il attaque la vérité & l'Edit.

Cet Edit met clairement les Sindics dans la classe des Conseillers , en les soumettant à *faire & observer ce qui est contenu dans leur office*. Cela est bien fâcheux , Monsieur , car cela renverse tout le système de l'Auteur.

Vous croirez qu'il va se rendre à la lumière & à l'Edit , & qu'il abandonnera son système. Point du tout , Monsieur. Il fait sauter cette particule *ce* qui l'embarresse si fort. C'est une bagatelle , & l'on ne manquera pas de raisons pour autoriser cette altération du serment le plus respectable qui soit dans toutes nos Loix.

D'abord il n'y a qu'à affirmer d'un ton décidé que cela doit être ainsi. „ Par la Constitution fon-

„ damentale , dit-il , les Conseillers sont tellement
 „ subordonnés à Messieurs les Syndics , que ceux-
 „ ci prêtoient serment *de faire observer ce qui*
 „ *est contenu en l'office des Conseillers.* On lit
 „ aujourd'hui cet article du serment dans l'im-
 „ primé , avec l'addition de la particule *et.* Vous
 „ promettez de *faire et observer* &c. Je ne doute
 „ pas qu'elle n'ait été glissée par erreur.

Vous ne doutez pas. Tant pis , Monsieur , il faut douter long-tems avant que d'attaquer le texte d'une Loi si respectable.

„ Ce qui me porte à croire que cette particule
 „ est une addition postérieure à l'Edit , c'est qu'elle
 „ ne se trouve point dans d'anciens manuscrits ,
 „ d'ailleurs très recommandables.

Quelqu'un qui auroit sù douter , ne se seroit-il pas dit ? Un Copiste peut avoir omis cette particule. Il arrive tous les jours qu'on laisse échapper un mot en copiant un Ouvrage. Mais il n'arrive pas aisément que l'on y ajoute ce qui ne s'y trouve point. Il y a d'ailleurs plusieurs copies non pas seulement des Edits de 1568. mais de ceux de 1543. dont le caractère Gothique justifie l'ancienneté , où cet *et* si redoutable se trouve. Et quand il n'y en auroit qu'une ou deux plus anciennes que ces manuscrits recommandables dont parle l'Auteur , cela suffiroit pour renverser son système.

„ Cette particule donne à cette partie du ser-
 „ ment un sens vain & inutile , car Messieurs les
 „ Syndics étant toujours pris dans le Petit Conseil ,
 „ ne sont-ils pas déjà sous le serment de Con-
 „ seillers.

Un homme qui sauroit douter , n'accuseroit pas si facilement d'être vain & inutile un article d'un Serment respectable statué par le Souverain , que ni nous ni nos Pères n'ont vû encore critiquer par personne.

Un homme qui auroit sù douter , avant que de dire que Messieurs les Sindics étant toujours pris dans le Petit Conseil sont déjà sous le Serment des Conseillers , auroit consulté l'Edit de 1568 à la page 4. & auroit vû qu'il n'exige point pour pouvoir être Sindic la qualité de Conseiller , mais seulement celle de *Citoyen de bonne réputation & conversation*. Il auroit vû qu'il est possible qu'au tems où l'on rédigeoit la forme du Serment des Sindics , un Citoyen pouvant devenir Sindic sans être déjà Conseiller , ne fût pas sous le serment de Conseiller lors de son Election au Syndicat. Le 2^e. Janvier 1575 Ami Piçtet fut élu Sindic sans qu'il fût Conseiller.

D'ailleurs l'Edit n'a pas jugé que le serment des Conseillers une fois prêté , il fût *vain & inutile* de le prêter de nouveau. Il prescrit au contraire que chaque Conseiller le renouvelle au commencement de chaque année. Il a donc fallu que les Sindics le renouvellassent comme les autres Conseillers au bout d'un an , c'est-à-dire en entrant dans le Syndicat.

Ce qu'ajoute l'auteur de la Réponse est parfaitement absurde. „ Autant vaudroit , dit-il , leur „ faire jurer ce qui est contenu au serment des „ Bourgeois. Cela ne mérite pas qu'on s'y arrête. Y a-t-il du bon sens à comparer un serment que l'on ne prête qu'une fois en acquérant

la Bourgeoisie , & qui ne se repète jamais par aucun des descendans de celui qui l'a prêté , avec le serment des Conseillers qui doit se répéter toutes les années à forme de l'Edit.

LE T T R E XIII.

Vous désirés à présent , Monsieur , que selon les principes de la jurisprudence & du droit , avec la plus scrupuleuse attention & la plus grande impartialité , j'examine le vrai sens de cette loi de l'Edit politique page 44. *Que les Sindics & Conseil soyent Juges comme d'ancienneté , de toutes causes criminelles ;* Loi importante , répétée au titre XII. §. 10. de l'Edit civil en ces termes : *Les Sindics & Conseil seront Juges de tous les procès criminels comme d'ancienneté.* Le règlement de l'illustre Médiation le répète encore dans les mêmes termes §. 29.

Il paroît en effet dans les franchises * que de toute ancienneté ou de tems immémorial , les habitans de Genève qui n'étoient pas Ecclésiastiques , ont eu le privilège de ne pouvoir être jugés dans

* Il seroit ridicule de chercher dans les franchises d'Ademarus Fabry de 1387. & dans l'Acte de 1420. quel doit être le pouvoir des Sindics qui a été réglé , comme on l'a vû , par nos Edits ; Il seroit encor plus ridicule de prétendre trouver le modèle de notre constitution dans des Actes faits dans des tems où il n'y avoit pas même de République. Mais on peut se servir de ces Actes pour éclaircir l'origine & le vrai sens de quelques unes de nos loix ; & c'est dans ce sens que je les cite ici & que j'aurai occasion de les citer encore.

les affaires criminelles que par leurs Concitoyens , & que les Evêques avoient seulement réservé que cela se fit en leur nom. Ils ne conservoient de la souveraineté dans les jugemens criminels que le droit de faire grace ; & une sorte d'évocation à quelque espèce de Tribunal mixte , composé des Officiers de l'Evêque & des Citoyens.

On lit là dessus dans la traduction des franchises d'Ademarus Fabri , dont l'acte original est de l'an 1387 les articles suivans.

§. 12. „ Des procès qui ne se doivent point
„ faire contre ceux qui sont intitulés de crime ,
„ sinon en la présence des Sindics.

„ Item , Que l'inquisition des forsaiteurs Lays ;
„ ou autre procès quel qu'il soit , ne se puisse ne
„ se doit faire , sinon être appelé les Sindics &
„ quatre Citoyens de la dite Cité de Genève ;
„ lesquels doivent être élus par autres Citoyens ,
„ en telle manière que la connoissance & sentence
„ des dessus nommés forsaiteurs , aux dessus-dits
„ Citoyens à nôtre nom appartienne , & doive
„ appartenir & non à aultre quelconque.

§. 14. „ Que les malfaiteurs ne soyent jugés
„ sinon par les Citoyens.

„ Item que se aucun malfaiteur Lay en cas de
„ crime , qu'il confesse le cas duquel il est coul-
„ pé , ou est convaincu par vérité , ne doit être
„ condamné ou jugé selon meffait , ou être ab-
„ souts , sinon du consentement , conseil & ex-
„ presse volonté des dessus-dits Citoyens , lesquels
„ puissent au dit convaincu , à leur arbitrage ;
„ amender & moyenner la peine à devoir sup-
„ porter , ou les condamnations par eulx faites ,

„ si ce n'étoit , que nous eussions la cause à ad-
 „ voquer à nous , ou expressément aux délinquants
 „ leurs forfaits entièrement remis , ou autrement
 „ être traitée la cause par devant nous , ou mar-
 „ cher avec eulx.

Il paroît par ces articles , que dans ce tems-
 là les quatre Sindics & le Conseil des quatre
 Citoyens , c'est-à-dire , des anciens Sindics joints à
 eux, *tous élus par autres Citoyens* en deux asises
 consécutives , n'avoient pas la connoissance de
 tous les Procès criminels , puis qu'ils ne pouvoient
 connoître de ceux qui intéressoient les Ecclésiasti-
 ques.

Quoi que l'Evêque Ademarus Fabri recon-
 noisse dans les franchises tout leur contenu , com-
 me des usages de tems immémorial ; s'il eût fouillé
 dans ses archives , il y auroit trouvé des Actes
 qui prouvent qu'anciennement l'Evêque avoit seul
 la Jurisdiction criminelle , sans qu'il soit fait men-
 tion des Sindics ni des Citoyens. Voyés dans les
 preuves de l'Histoire de Genève les Actes de 1124,
 1155 , 1162 & 1293.

Dans le grand Acte de 1420 qui contient l'é-
 lection de quatre Sindics faite le 6. de Février ,
 d'après la nomination du Conseil ordinaire , car
 il n'y avoit point alors de Conseil des Deux Cent ,
 le Conseil général donne aux quatre Sindics en-
 tr'autres pouvoirs , celui de *prononcer les sentences*
définitives contre les criminels , & de subroger à
leur place , substituer & commettre , une autre ou
des autres personnes , pour prononcer les mêmes
sentences. Hist. de Genève , tome 2. pag. 155.

Le Conseil ordinaire , dont il est parlé ici , étoit

déjà assez nombreux ; car les plus anciens registres qui précèdent l'an 1457 ne vont pas au tems où le Conseil ordinaire étoit au dessous de vingt-cinq personnes. Ces vingt-cinq personnes étoient les quatre Sindics , les quatre anciens Sindics , seize Conseillers , & le Trésorier. Chaque Syndic nommoit pour l'année courante quatre Conseillers , jusqu'à l'an 1530 , que la nomination des Conseillers fut confiée au Deux Cent qui commença à s'établir en 1526 , à l'imitation des Gouvernemens de Berne & de Fribourg devenus nos Alliés.

Depuis le départ de Pierre de la Baume notre dernier Evêque , qui abandonna Genève en 1533, les tribunaux Ecclésiastiques étant tombés par cette retraite les Sindics avec le Conseil devinrent les seuls Juges de toutes les affaires criminelles, soit des laïques soit des Ecclésiastiques.

Aussi l'Edit de 1543. qui fut notre premier Code d'Edits Politiques statua-t-il sur les Jugemens criminels. *Que lesdits Sindics soyent Juges de toutes causes criminelles , estans toutesfois accompagnés du Conseil.*

Mais ces premiers Edits ayant été jugés défectueux en plusieurs endroits , on en fit une révision , & on y joignit un Code d'Edits Civils ; les uns & les autres furent tous lûs & approuvés en Conseil général , le 29. Janvier 1568.

On changea alors l'article sur les Jugemens criminels que nous venons de citer , & l'on y substitua la loi que nous avons à examiner. *Que les Sindics & Conseils soyent Juges comme d'ancienneté , de toutes causes criminelles.*

On attribuat en même tems au Conseil des Deux Cent le droit de faire grace.

LET TRE XIV.

Vous avez vû , Monsieur , dans ma précédente lettre toute notre histoire des Jugemens criminels , fondée sur des titres authentiques.

Il en résulte que dans les plus anciens tems , les Evêques avoient seuls la Jurisdiction criminelle , comme Princes & Souverains.

Que les Evêques se dessaisirent de ce droit , en le remettant aux quatre Sindics & aux quatre anciens Sindics , sauf les cas d'évocation , de grace , & de crimes qui intéressoient les Ecclésiastiques avant 1387.

Que ce Conseil de huit personnes fut ensuite porté à vingt-cinq Juges , les quatre Sindics compris.

Que les Sindics choisissent & élisent chaque année seize de ces Juges à leur gré.

Qu'enfin l'on confia l'élection de ces Juges ou Conseillers au Deux Cent & qu'on l'ôta aux Sindics en 1530.

Observez , Monsieur , que dans un tems où il n'y avoit proprement que les Sindics & le Peuple , & où les Sindics étoient bien intéressés à maintenir leur autorité , & à ne pas l'affoiblir en augmentant le nombre de leurs Conseillers , il fallut pourtant augmenter ce nombre de seize personnes. On jugea sans doute dangereux que les Sindics eussent trop d'influence dans le gouvernement & dans les affaires criminelles.

On vint enfin à ôter aux Sindics l'élection de leurs Conseillers en la donnant aux Deux Cent, pour rendre indépendans des Sindics des Conseillers, qui auparavant n'étoient que leurs créatures.

Les suffrages étant égaux, les quatre Sindics ne pouvoient pas trop influencer dans un Conseil de vingt-cinq personnes qu'ils ne pouvoient diriger qu'en l'éclairant.

Telle fut la politique de nos Pères dès 1387. jusques en 1530, pour le maintien de leur liberté, & pour parvenir à une justice exacte dans les jugemens criminels.

Nous pouvons à présent, Monsieur, après ce Préliminaire historique, passer à l'examen de cette Loi, *Que les Sindics & Conseil soyent Juges comme d'ancienneté de toutes causes criminelles*, exprimée ainsi pour la première fois dans l'Edit politique de 1568.

C'est bien réellement une Loi fondamentale dans notre République, puisqu'elle est le fondement de l'autorité du Petit Conseil en matière criminelle, & qu'on nomme Loix fondamentales dans un Etat, toutes celles qui règlent en général les pouvoirs & attributions des différens ordres de l'Etat. *Tous les différens ordres qui composent le gouvernement de Genève ; sçavoir, les quatre Sindics, le Conseil des vingt-cinq, le Conseil des soixante, le Conseil des deux cent & le Conseil général, conserveront chacun leurs droits & attributions particulières provenant de la Loi fondamentale de l'Etat.* Règlement de la Médiation §. 1.

L'Edit de 1543. donna en matière criminelle cette loi. *Que les dits Sindics soyent juges de toutes causes criminelles, estans toutes fois accompagnés du Conseil.*

Cette loi attribuoit ainsi en quelque sorte la connoissance & le jugement des affaires criminelles aux quatre Sindics ; en leur donnant cependant pour adjoints les vingt-un Conseillers.

Dans la suite, cette loi n'ayant pas paru convenable, le Conseil général de 1568. la changea contre celle-ci, *Que les Sindics & Conseil soyent juges comme d'ancienneté, de toutes causes criminelles.*

Par-là la connoissance des affaires criminelles fut attribuée au Petit Conseil, sous la dénomination ordinaire de *Sindics & Conseil.*

On ajouta ces mots *comme d'ancienneté*, parce que depuis très longtems le Jugement des affaires criminelles appartenoit au Petit Conseil ; On ne voit pas en effet par notre histoire, que jamais les affaires criminelles aient appartenu proprement aux quatre Sindics seuls.

Déjà avant 1387, l'Evêque avoit remis au Petit Conseil la connoissance des affaires criminelles. Le Conseil des huit, dont il est parlé dans les franchises, étoit déjà le Conseil ordinaire, le Petit Conseil.

On ajouta encore ces mots *de toutes causes criminelles*, dans l'Edit de 1543 comme dans celui de 1568, parce que depuis la retraite de l'Evêque, n'y ayant plus lieu ni aux évocations, ni à l'exception en faveur des Ecclésiastiques, le petit Conseil étoit bien juge *de toutes causes criminelles.*

Cette loi ne portant avec elle aucune exception , elle oblige également tous les membres du Conseil des vingt - cinq à être Juges de toutes les causes criminelles. Chacun des quatre Sindics , chacun des autres membres du Conseil est obligé par cette loi de juger.

Voilà , Monsieur , ce que l'on peut dire de plus exact & de plus vrai sur le sens de cette loi considérée en elle-même & séparée du reste de nos Edits.

L E T T R E X V .

On tomberoit , Monsieur , dans les plus grandes absurdités , si en raisonnant sur une loi , on se borroit à la considérer en elle-même ; Il faut absolument encore la considérer dans ses rapports avec les autres loix du même code , si l'on veut raisonner juste.

C'est une nécessité pour tous les Législateurs de faire des articles de loix qui se modifient les uns les autres ; & plus une loi est générale , plus aussi elle peut & doit être modifiée par des loix particulières ; faites pour les cas où la loi générale ne pourroit être appliquée sans inconvénient.

Nous avons vû , Monsieur , que si nous n'avions que cette seule loi en matière criminelle , *que les Sindics & Conseil soyent juges comme d'ancienneté de toutes causes criminelles* , il en résulteroit une obligation pour chaque membre du petit Conseil de juger dans tous les cas particuliers , sans exception.

Que d'absurdités, que d'injustices ne résulteroient pas de cette loi, sage dans la Thèse générale ?

Quoi, Monsieur, on assisteroit à la condamnation de son fils & de son frère ! On seroit jugé par son ennemi ! Non, jamais les loix politiques n'ont pû violer les loix naturelles. Aussi nos Législateurs ont-ils modifié les loix générales par des loix particulières qui marquent les bornes des loix générales & qui en suspendent l'effet dans les cas particuliers où elles deviendroient nuisibles.

C'est par cette raison que les Edits politiques de 1543 & de 1568, statuent pag. 42. *En causes criminelles, que nul ne se trouve en l'affaire de ses parens ou affins, jusques aux cousins issus de germains inclusivement.*

Ainsi dès les plus anciens tems, les quatre Syndics en vertu de cette loi, auroient nécessairement suspendu leurs fonctions de Juges, s'ils s'étoient trouvés tous quatre dans le cas de la récusation ; & le reste du Conseil des vingt-cinq auroit dû juger le coupable. *Que nul ne se trouve &c.* Cette négation générale exclud aussi visiblement les Syndics que le reste des Juges.

On se trouva si bien de recuser dans les Jugemens criminels tous les Juges intéressés, & l'on craignit si peu l'absence des Syndics dans les Tribunaux, que le Conseil général de 1713 augmenta encore le nombre des Juges recusables ; Tant il regardoit les récusations dans les jugemens, comme la sauvegarde des prévenus & accusés. *Dans les causes criminelles les récusations ci-dessus seront admises, & les enfans des cousins issus de germains, seront encore recusables, & ceux qui sont*

de même nom & famille , en quelque degré qu'ils soient. Edits civil , tit. 3. §. 8.

Un inconvénient de la loi des récusations ainsi étendue en 1713 , c'étoit le grand nombre des Juges , Syndics ou Conseillers qu'elle pouvoit exclure. Les Syndics en particulier n'étans qu'au nombre de quatre , quelquefois même au nombre de trois , quand il en meurt un dans les derniers mois de l'année , étoient exposés à être tous exclus d'un Tribunal.

Cette considération fut faite par le Législateur. Nous en avons la preuve autentique dans le §. 36. du tit. 1. Dès l'entrée de son ouvrage , avant même qu'il ait parlé des récusations , il se hâte de prononcer. *Aucune cause ne pourra être jugée en Petit Conseil , qu'il n'y ait au moins neuf Juges.* Le Législateur a donc pensé que le Tribunal pourroit être réduit par les récusations à huit membres ou au dessous. Et comme il est question là des causes civiles , & que les récusations s'étendent plus loin dans les cas criminels que dans le civil , le Législateur a bien vû tout l'effet de son ouvrage & la possibilité de la récusation des quatre Syndics dans quelques cas.

Il n'a point cependant ordonné dans ces cas là ; ni que l'on retint le Syndic le moins recusable , ni que l'on créât un Syndic *ad actum*. Il a complété seulement le tribunal *par des adjoints , pris du Conseil des Deux Cent suivant l'ordre du rôle & qui doivent être nommés par les Présidens , (d'office dans les affaires criminelles ;) auquel cas ils seront nommés aux prévenus pour savoir s'ils ont quelque*

cause de récusation à cotter contre quelques-uns de ceux qui auront été nommés. §. 37. 38.

LET TRE XVI.

La vérité, Monsieur, opprimée par le sophisme, tout comme la vertu souillée par la calomnie, peuvent l'une & l'autre gémir pour un tems, mais enfin elles reparoissent avec d'autant plus d'éclat, qu'elles avoient été plus injustement attaquées. Ce sera donc par l'examen même des argumens de l'auteur de la réponse, que nous achèverons de mettre dans le plus grand jour la solidité des derniers principes que nous avons posés.

6eme. *Sophisme.* Rep. aux Lettres, pag. 228.

„ Les Citoyens & Bourgeois s'en tiennent à la
 „ Lettre de la loi : ils y trouvent que *les Sindics*
 „ & *Conseil* doivent être *Juges de toutes causes*
 „ *criminelles comme d'ancienneté.* Nous disons que
 „ cette loi est claire & précise, & que *lorsque les*
 „ *termes d'une loi en expriment nettement le sens &*
 „ *l'intention, il faut s'y tenir.*

Ce raisonnement, très spécieux au premier coup d'œil, n'est au fonds qu'un pur sophisme, parce que d'un principe faux lorsqu'on l'admet sans limitation, il suit une conséquence fautive.

Ce principe *lorsque les termes d'une loi en expriment nettement le sens & l'intention, il faut s'y tenir*, est un principe faux quand on le pose sans restriction. Pour qu'il soit vrai il faut le poser de cette manière.

Lorsque les termes d'une loi en expriment nettement le sens & l'intention, & que dans le Code

où cette loi est prononcée , il n'y a point d'autre loi qui la modifie , il faut s'y tenir ; Mais si dans ce Code il y a quelque loi qui la modifie , il faut s'y tenir dans les cas qui ne sont pas ceux de la modification , & il faut ne pas s'y tenir dans les cas qui sont ceux de la modification.

Voilà donc ce principe que l'auteur de la réponse donnoit presque comme un axiome , qui est démontré faux.

L'application qu'en fait cet auteur à la loi , *Que les Sindics & Conseil soyent Judges de toutes causes criminelles comme d'ancienneté* est également fausse.

Cette loi est modifiée par une autre loi du même Code , qui est la loi des récusations ; Elle n'est donc pas une de ces loix auxquelles il faut toujours se tenir. Elle est du nombre de celles auxquelles il faut quelquefois se tenir & quelquefois ne se pas tenir ; On ne doit point s'y tenir dans le cas de la modification faite à cette loi par la loi des récusations ; Or c'est justement dans le cas de la modification que l'auteur de la réponse veut que l'on se tienne à la loi. *Que les Sindics & Conseil &c.* L'application qu'il fait de cette loi est par conséquent une application fausse.

Eclaircissons ceci par un exemple où l'absurdité de la chose étant palpable on saisisse sur le champ ce qu'il y a de faux dans la façon de raisonner de l'auteur de la réponse.

J'ouvre l'Edit civil à page 102. J'y trouve cette loi. *Nul ne sera reçu Notaire , qu'il ne soit Citoyen ou Bourgeois , de bonne vie & mœurs , ayant vingt-cinq ans accomplis , & été trouvé expert & capable d'exercer cet art , par l'examen qui en aura été fait.*

Je raisonne comme l'auteur de la réponse & je dis , ,, que cette loi est claire & précise, & que ,, *lorsque que les termes d'une loi en expriment nettement le sens & l'intention, il faut s'y tenir.* Je soutiens en conséquence que dans aucun cas, on ne peut être reçu Notaire qu'on n'ait vingt-cinq ans accomplis.

Si au contraire je fais qu'une loi quelque claire & quelque précise qu'elle soit, peut-être modifiée par une autre loi dans certains cas particuliers, j'examine les autres loix sur les Notaires & j'y trouve encore celle-ci. *Le Conseil pourra néanmoins accorder dispense d'âge, pour pouvoir être reçu à l'examen & exercer la profession de Notaire, à celui qui ayant vingt ans accomplis, auroit assez de lumières, prudence & expérience, pour s'en bien acquitter.*

Je comprends d'autant mieux par là la fausseté de ce principe, que *lorsque les termes d'une loi en expriment nettement le sens & l'intention il faut s'y tenir.* Et je conclus qu'avant que de faire des livres il n'est pas mal d'étudier la *Logique.*

LE T T R E X V I I.

Vous vous êtes apperçu, Monsieur, me disiez vous, dans votre dernière lettre, que le sophisme que nous venons de développer, reparoit dans le système de l'auteur de la réponse, tantôt sous une forme, tantôt sous une autre; Vous avés raison. Cependant quoi que tous ces divers argumens, se réduisent dans le fonds à ce sophisme déjà détruit, & qu'il semble inutile d'attaquer les branches quand

on a arraché le tronc , vous souhaitez que j'examine séparément les faux raisonnemens de cet auteur qui pourroient le plus aisément séduire.

Je vais vous obéir , Monsieur , en commençant par le

7^{eme}. *Sophisme*. L'auteur ne l'a pas répété dans sa réponse , parce qu'il étoit déjà très détaillé dans les représentations où l'on trouve pag. 13. ce qui suit.

„ Il est vrai que la loi des récusations peut se
 „ trouver en opposition apparente avec celle qui
 „ établit les Sindics Présidens nécessaires dans les
 „ procès criminels. Mais il est évident que cette
 „ loi de récusations est d'un ordre inférieur à la
 „ première , & que s'il falloit nécessairement abandonner l'une ou l'autre , la loi qui découle immédiatement de la constitution de l'Etat doit être observée.

Il n'y a , Monsieur , aucune opposition entre ces deux loix. Une loi qui fait exception pour un cas particulier à une autre loi plus générale , la modifie sans lui être opposée. Quand on dit qu'il est évident , que la loi des récusations est d'un ordre inférieur à la première , & qu'on ajoute que la loi qui découle immédiatement de la constitution doit être observée plutôt que la loi des récusations , on avance une chose évidemment fausse ; parce que ce sont précisément les loix fondamentales & générales qui le plus souvent ont besoin d'exceptions dans les cas particuliers , & qu'alors la loi qui fait l'exception , quoique d'un ordre inférieur à la loi plus générale & fondamentale , doit l'emporter sur elle dans les cas pour

lesquels l'exception a été faite.

Un exemple fera concevoir aisément la fausseté du raisonnement que je relève ici.

Il n'y a point de loi plus fondamentale dans l'Edit, que celle de la première page de l'Edit politique, *le Gouvernement & Estat de cette Ville consiste par quatre Sindics, le Conseil des vingt-cinq, des Soixante, des deux Cent, du Général, & un Lieutenant en la Justice ordinaire &c.* A page 8, on trouve une loi particulière qui modifie la loi fondamentale, & qui réduit le nombre des Sindics à trois, quand il en meurt un dans les quatre derniers mois de l'année. Et à page 33, on trouve une loi semblable en cas que le Lieutenant vienne à mourir.

Ainsi un des Sindics & le Lieutenant venant à mourir dans les quatre derniers mois de l'année, il n'y aura que trois Sindics, & point de Lieutenant.

Qu'on raisonne à présent sur ces loix, comme les auteurs des représentations & l'on dira; Quand on laisse l'Etat avec trois Sindics & sans Lieutenant, on viole la loi fondamentale qui prescrit qu'il y ait quatre Sindics & un Lieutenant, cela est sans exception; Il est vrai que les loix des pages 8 & 33 sont en opposition avec la loi fondamentale, mais il est évident que ces deux loix sont d'un ordre inférieur à la loi fondamentale, & que s'il falloit nécessairement abandonner l'une ou l'autre, la loi fondamentale qui veut qu'il y ait quatre Sindics & un Lieutenant doit être observée.

8^e. *Sophisme.* Rep aux Lettres pag. 126. „ Ce „ sont les Sindics & Conseil que la loi nom-
„ me

„ me pour Juges de toutes les causes criminelles ;
 „ non le Conseil sans les Sindics. S'il s'agit des
 „ loix & de leur exécution , alors les termes doi-
 „ vent valoir tout ce qu'ils peuvent valoir & il
 „ ne faut jamais supposer qu'il y ait un mot de
 „ trop. Lorsque la loi dit que *les Sindics & Con-*
 „ *seil soyent Juges* , elle les nomme distinctement ,
 „ elle adjoint aux Sindics le Conseil mais ne les
 „ identifie pas ; & je ne vois qu'une seule expres-
 „ sion dont le Législateur auroit pû se servir , qui
 „ me persuadât le contraire ; c'est s'il avoit ex-
 „ pressément statué que *les Sindics & Conseil* , &
 „ *à défaut des Sindics les Conseillers seuls soyent*
 „ *Juges*.

Il est facheux que l'auteur de la Réponse soit
 si difficile à persuader ; mais ce n'est pas la faute
 du Législateur qui s'est exprimé comme tous les
 Législateurs sont en usage de le faire ; Quand d'une
 part ils établissent une loi générale , & que de
 l'autre , ils y font une exception par une loi par-
 ticulière , ils ne supposent point que l'on s'attachera
 tellement à la loi générale , qu'on ne fera aucune
 attention à la loi particulière.

Quand le Législateur statue en général que *les*
Sindics & Conseil soyent Juges &c. Et que d'un
 autre côté il statue en particulier que tous ces Ju-
 ges , sans exception des Sindics , sortent du Tri-
 bunal quand ils se trouvent recusés ; il a crû sans
 doute avoir dit clairement qu'en certains cas , *à*
défaut des Sindics les Conseillers seuls soyent Juges.

Lorsque l'auteur de la Réponse établit en géné-
 ral , que s'il s'agit des loix & de leur exécution ,
 alors les termes doivent valoir tout ce qu'ils peu-

vent valoir , croyez-vous , Monsieur , qu'il applique cette règle à l'exécution de la loi concernant les récusations ? Non , cette règle le condamneroit ; Pour que son raisonnement soit solide , il faut nécessairement qu'il y ajoute cette distinction ; La maxime sera vraie toutes les fois qu'on parlera de la loi *que les Sindics & Conseil soyent Juges &c.* Mais la maxime sera fausse dès qu'on parlera de la loi des récusations , car alors il est de toute évidence qu'il convient à mon système que les termes ne valent plus tout ce qu'ils peuvent valoir ; Ainsi quoique les Sindics soient nommés distinctement *Juges* dans cette loi que j'implore si souvent *Que les Sindics & Conseil soyent Juges &c.* Soyez sur cependant que dans ce cas le mot de *Juges* signifie simplement les Conseillers. (Rep. aux Lettr. p. 176.)

9^e. *Sophisme.* Réponse aux Lett. pag. 200.
 „ Tant qu'on n'aura pas invalidé cette loi fon-
 „ damentale ; *Que les Sindics & Conseil soyent Ju-*
 „ *ges comme d'ancienneté de toutes causes criminel-*
 „ *les* , on ne parviendra point à renverser le sys-
 „ tème des Citoyens & Bourgeois. Si l'anonyme
 „ veut l'entreprendre qu'il prouve 1^o. Que d'an-
 „ cienneté les Sindics nommément , n'étoient pas
 „ Juges avec le Conseil dans les causes criminelles.
 „ Qu'il démontre 2^o. que ces mots , *Sindics &*
 „ *Conseil* , sont synonymes à Conseil sans *Sindic* ,
 „ & il a gagné sa cause. Mais nous le défions de
 „ faire ces preuves.

Nous avons prouvé ci-dessus , Monsieur , que la loi fondamentale , *Que les Sindics & Conseil soyent Juges &c.* est une loi générale , à laquelle

le Législateur a fait une exception dans le cas de la récusation des quatre Sindics. Il l'a donc invalidée , ou du moins il en a suspendu l'effet par rapport aux Sindics , dans ce cas particulier. Donc de l'aveu même de l'auteur son système se trouve par-là détruit. Et qui l'a détruit ? C'est le Législateur lui-même. L'auteur de la Réponse oseroit-il lui en contester le droit ? L'anonyme n'a donc pas besoin de renverser un système que le Législateur a lui-même renversé. Mais peut-être l'auteur de la Réponse défiera-t-il aussi le Législateur avec l'anonyme , de faire ses preuves ? Il n'est point nécessaire pour cela de prouver , „ que d'ancienneté „ les Sindics nommément , n'étoient pas Juges „ avec le Conseil dans les causes criminelles. L'on accorde que la loi existoit d'ancienneté tout comme elle existe encore à présent ; on ne fait pas à la vérité au juste à quel point elle pouvoit être modifiée en 1387. par les récusations , puisque les franchises n'en disent rien. Mais ce que l'on fait avec certitude , c'est que l'Edit de 1543 , a modifié cette loi par la loi des récusations , que l'Edit de 1568 , supérieur à l'Edit de 1543 a confirmé cette modification ; & qu'enfin l'Edit postérieur de 1713 , & supérieur à celui de 1568 l'a encore plus modifiée en portant plus loin les cas de récusation des Juges , tant Sindics que Conseillers. Enfin que ce dernier Edit a si peu vû d'opposition entre la loi des récusations faite pour limiter la loi fondamentale (*Que les Sindics & Conseil &c.*) & cette même loi fondamentale , qu'il l'a répétée mot pour mot.

La seconde chose que l'auteur de la Réponse

veut qu'on lui prouve si l'on veut renverser son système , n'est pas plus nécessaire à prouver que la première ; Il n'est pas besoin pour cela de prouver „ que ces mots *Sindics & Conseil* sont synonymes à Conseil sans *Sindic*. En laissant à ces expressions de la loi, (*que les Sindics & Conseil soyent Juges &c.*) toute la force & la valeur qu'il est possible de leur donner, il suffit de prouver que cette loi générale est bornée dans quelques cas particuliers par la loi des récusations.

La première loi & sans doute la plus fondamentale de notre Gouvernement, est celle qui statue qu'il *consiste par quatre Sindics &c. & un Lieutenant &c.* Nôtre auteur accordera bien que cette loi est limitée par les loix particulières, qui veulent qu'on ne remplace pas un *Sindic* & un *Lieutenant* morts dans les derniers mois de l'année ; Il accordera sans doute encore que dans ce cas particulier, le gouvernement ne consiste plus que *par trois Sindics* & point de *Lieutenant* ; Si quelqu'un disoit à l'auteur, pour prouver que la loi fondamentale doit cesser d'avoir son effet dans les cas de la limitation, il est nécessaire que vous démontrés auparavant que ces mots, *quatre Sindics*, sont synonymes à *trois Sindics*, & que ceux-ci *un Lieutenant en la Justice ordinaire*, sont synonymes à la *Justice ordinaire* sans *Lieutenant* ; cet auteur ne trouveroit-il pas la plaisanterie assez mauvaise ?

LETTRE XVIII.

On avoit dit, Monsieur, dans les représenta-

tions pag. 67. „ Mrs. les Sindics sont soumis il
 „ est vrai , quoique d'une manière implicite , aux
 „ mêmes causes de récusation que tous autres Ju-
 „ ges ; & l'Edit veut qu'en cas de récusation de
 „ Juges , il y soit suppléé par adjoints tirés du
 „ Conseil des Deux Cent. Mais l'Edit n'a pas pré-
 „ vû le cas où les quatre Sindics seroient recu-
 „ sables &c.

Cet argument est repris par l'auteur de la réponse , page 177.

10^e. *Sophisme*. „ Quelque desir que j'aye de
 „ me conformer à la loi des récusations de 1713 ,
 „ il me paroît que lorsqu'elle exclut les quatre
 „ Sindics , elle est en opposition manifeste avec
 „ toutes ces loix qui veulent que les Sindics ju-
 „ gent comme d'ancienneté ; & j'estime que c'est
 „ un de ces cas nouveaux & imprévus auxquels
 „ le Souverain doit pourvoir. Qu'il y ait des cas
 „ résultans de cette loi des récusations qu'elle n'a
 „ pas prévus , c'est ce qu'on ne peut se dissimu-
 „ ler pour peu qu'on y réfléchisse. Cette loi s'é-
 „ tend si loin qu'il ne faut qu'un procès entre
 „ deux maisons de commerce dont le crédit &
 „ les familles soient considérables , pour exclurre
 „ non seulement tout le Petit Conseil , mais en-
 „ core la plupart des membres des Deux Cent.

Voilà qui est fort de raisonnement : D'un côté ,
 la loi des récusations , selon l'auteur de la Ré-
 ponsé , „ peut exclurre non seulement tout le
 „ Petit Conseil , mais encore la plûpart des mem-
 „ bres du Deux Cent , & l'on voit cela *pour*
 „ *peu qu'on y réfléchisse* ; “ & cependant d'un
 autre côté , selon le même auteur , l'Edit de 1713

n'a pas prévu que quatre membres seulement du Petit Conseil, savoir les quatre Syndics, pouvoient être exclus par cette loi des récusations. Il faut, Monsieur, que l'art de prévoir se soit bien perfectionné dans nôtre Ville depuis 1713.

Il me semble que personne n'a droit d'avancer sans preuve, qu'un Législateur, que le Conseil général que nous devons tous respecter, n'a pas prévu un cas résultant d'une loi qu'il établit, & sur tout quand ce cas peut se prévoir *pour peu qu'on y réfléchisse*.

Il me paroît plus raisonnable de croire que ce Législateur a prévu en effet ce cas qu'il étoit presque impossible de ne pas prévoir. Pour m'en assurer je relis ses Edits, & je vois que le Législateur a si bien prévu que la loi des récusations pouvoit exclure un grand nombre des membres du Petit Conseil, qu'au Titr. I. §. 36. le Législateur suppose lui-même que dans un cas purement civil, le Petit Conseil pouvoit être réduit à huit membres & au dessous; & par conséquent, à un plus petit nombre encore dans un cas criminel.

Le seul cas auquel il semble que le Législateur n'ait pas *expressément* pourvû, c'est celui où tous les Juges du Petit Conseil seroient recusables. Quand ce cas se présentera, si jamais il se présente, on sera bien à tems d'y pourvoir, si l'on ne croit pas qu'elle y ait pourvû par le ministère des adjoints; le Législateur, comme le remarque fort bien l'auteur de la Réponse, n'est pas si loin qu'on ne puisse alors le consulter. (page 135.)

Reconnoissons encore ici, Monsieur, comme

nous avons eu déjà occasion de le reconnoître , la sagesse de nos loix ; & ne soyons pas si prompts à les taxer d'avoir manqué de prévoyance. La loi est si fort au dessus du Citoyen , qu'un peu de timidité ne mësied pas quand il s'agit de la soupçonner d'imperfection ou de vice.

LE T T R E X I X .

Vous avés tant de respect , Monsieur , pour nos Edits , me dites - vous , dans vôtre dernière lettre , que vous ne sauriés regretter le tems employé à les bien entendre. Vous m'ordonnés en conséquence d'examiner l'art. 38. du Titr. 1. des Edits civils , où le mot *Présidens* se trouve ; mot qu'on ne rencontre nulle autre part dans tous nos Edits depuis 1568 , & qui par conséquent semble être mis là pour quelque raison bien particulière.

Ce mot *Président* signifie dans un Tribunal , celui de ses membres qui a le premier rang , qui a le pas sur tous les autres ; & dans son étymologie , il exprime celui qui s'assied à la première place , qui a la presséance , la Présidence.

Comme dans tous les corps bien réglés , il faut qu'il y ait quelqu'un qui dirige les délibérations , qui y mette de l'ordre , c'est le premier membre du corps qui fait cette fonction importante , qui *préside* à l'assemblée.

Le rang des membres dans un corps est donc un point bien nécessaire à déterminer , puisque ce rang détermine ensuite la présidence.

Nos Edits ont dû par conséquent établir des règles pour la fixer , & pour prévenir les contesta-

tions qui auroient pû s'élever entre les membres d'un corps, à l'occasion du rang & de la présidence.

Le rang des quatre Syndics entr'eux est réglé par l'Edit politique ; (page 8.) *Et quant à leur assiette , celui qui aura été le premier & précédé les autres en l'office soit devant. Que si quelqu'un n'y avoit jamais été , qu'on regarde lequel aura été du Conseil estroit devant les autres , & que selon cette ancienneté le lieu soit donné.*

Ainsi un Syndic qui aura eu le moins de suffrages en Conseil Général , prendra rang avant celui qui en aura eu le plus , si son ancienneté en Conseil le lui donne. La loi n'a point voulu régler le rang sur la faveur du Peuple. Il choisit ses quatre Syndics , mais il ne détermine pas leur rang.

Selon l'Edit Politique dans l'article de *l'ordre du Conseil* (pag. 39.) *Les Syndics ensemble , ont le pouvoir d'assembler le Conseil en matières extraordinaires.* Mais dans le Conseil assemblé on ne voit pas par l'Edit que les quatre Syndics président en commun , c'est le premier Syndic seul qui préside ; C'est lui qui a droit de *commander* à tout membre du Conseil d'y demeurer , quand il veut sortir *sans congé* : qui *impose silence* quand *plusieurs parlent ensemblement* ; qui seul a le droit de *proposer* , ou de mettre les matières sur le tapis.

Il n'y a donc par l'Edit aucune distinction à tous ces égards , entre un Syndic qui n'est pas le premier Syndic & un simple Conseiller. Le Conseil assemblé il n'y a plus de distinction réelle entre ses membres ; ils sont tous Conseillers , le premier Syndic seul est Président.

Il résulte de-là encore , que quoi que les quatre

Sindics foyent de la création du Conseil général , le premier Syndic ne tient point la présidence du Peuple , il ne la tient que de son rang & de la loi ; mais il tient du Peuple son Syndicat , qui conjointement avec son rang , l'appelle à présider.

Le Lieutenant est donc le seul Président d'un Tribunal , qui tiennent directement la présidence du Peuple.

Les quatre anciens Sindics prennent rang avant tous les autres Conseillers ; parce qu'au commencement de chaque année ils siègent en Conseil *sans controverse* & sans grabeau , & que tous les autres Conseillers étant censés élus de nouveau dans le grabeau qu'en fait le Deux Cent , ils doivent par conséquent prendre place après ceux qui étoient élus avant eux.

Quant aux Conseillers , ceux qui ont été déjà Sindics ont le pas sur ceux qui ne l'ont point été. C'est ce qui se déduit de l'article de l'Edit déjà cité au sujet du rang des Sindics , *Et quant à leur assiette celui qui aura été le premier & précédé les autres en l'office soit devant.*

Le rang des Conseillers qui n'ont jamais été Sindics se règle par cet article de l'Edit , pag. 11. *L'assiette desdits Conseillers se fera selon qu'ils auront précédé les uns les autres , en dignité & offices selon leur degré.*

Le rang des Auditeurs est aussi réglé (p. 34. de l'Edit Polit. *Du lieu des Assistans.*) *Que lieu leur soit donné selon les degrés & dignités des offices où ils auront été appelés auparavant , comme il est dit des Sindics & Conseillers.*

Après avoir réglé les rangs de tous les membres

des Tribunaux, l'Edit n'a pas eu besoin de régler la présidence qui appartient toujours à celui des membres qui a le premier rang dans le Tribunal. Aussi n'y a-t-il point de loi dans nos Edits pour régler la présidence ; ce n'est qu'accidentellement qu'il en est parlé quelquefois.

Quand il est dit (pag. 28. de l'Edit Politique.) *Le premier Syndic absent ou malade, le second & ainsi conséquemment les autres fassent l'office d'icelui* : il n'est point question là de la présidence ; puisque l'office du premier Syndic qui se trouve à la page précédente ne le charge point d'une présidence qu'il a par son rang & sans aucune loi. La substitution des Syndics au premier Syndic ne porte que sur son office hors du Conseil. Aussi n'est-il question dans cette substitution que des cas d'absence ou de maladie, & point du tout des cas de récusation. En effet dans ces cas, la présidence appartenant de droit au premier membre du Tribunal, il n'étoit pas nécessaire d'y pourvoir par aucune loi.

Quand l'Edit ajoute ensuite *que l'un (des Syndics) préside en la chambre des Comptes, l'autre aux premières appellations, & l'autre à l'Hôpital*, son objet est d'ordonner qu'il se trouve un Syndic dans chacune de ces assemblées, & non pas de nous apprendre qu'un Syndic y étant, ce sera lui qui présidera.

Aussi dans l'article qui règle l'ordre du Conseil, (page 39.) l'Edit ne prononce point la présidence du premier Syndic, il ne fait que la supposer.

Le seul endroit où l'Edit prononce une présidence, est celui-ci (pag. 33.) *s'il advenoit qu'un*

Lieutenant mourût devant son année expirée , & qu'il y restasse encore quatre mois entiers , qu'on en substitue un autre , à la forme susdite ; mais s'il y avoit moins de tems , que le plus ancien des Auditeurs préside. Il n'est point question ici d'une présidence en cas de récusation , mais d'une présidence continue pour trois à quatre mois.

L'Edit qui a prévu le cas de maladie des Syndics , aura bien sans doute prévu le cas de maladie du Lieutenant ; cependant dans ce cas-là il ne détermine rien sur la présidence. Il parle de l'absence du Lieutenant pour long voyage (pag. 36.) sans régler qui présidera ; c'est que la présidence appartient toujours au premier membre du tribunal , & qu'au besoin l'un succède à l'autre.

Nous n'aurons pas de peine à présent , Monsieur , à comprendre le sens du mot *Président* , dans l'art. 38. du tit. 1. des Edits civils : *Lesdits adjoints seront nommés par les Présidens , parties ouïes , quand il y aura partie civile & d'office dans les affaires criminelles &c.*

Ces présidens seront dans chaque tribunal , le premier membre qui ne se trouvera pas recusable. Aux Appellations le Président peut être le Syndic , un des Conseillers , ou un membre du Deux Cent. En Audience , le Lieutenant ou un Auditeur. En Petit Conseil , un Syndic ou un Conseiller du Petit Conseil.

L'Edit n'ordonnant point dans cet article que dans le cas des nombreuses recusations qui peuvent exclure les quatre Syndics & qu'il a certainement bien prévues , ce soit un Syndic qui doive toujours présider au Petit Conseil , & ne fixant

point quel sera le Président du Tribunal , il est clair que ce sera comme par tout , le premier des Conseillers non recusables , & nullement le Syndic le moins recusable , ou 'un Syndic *ad actum*.

LETTRE XX.

Revenons à présent , Monsieur , à l'auteur de la Réponse , & voyons ce qu'il oppose à des vérités si évidentes.

11^{ème}. *Sophisme*. Réponse aux Lettres , p. 185.
 „ *L'Edit veut , nous dit-on , que la nomination*
 „ *des adjoints se fasse par les Présidens du tribu-*
 „ *nal : cette dénomination n'emporte - t - elle pas*
 „ *dans son sens littéral & naturel , ceux qui par*
 „ *leur rang seront à la tête du tribunal , qu'ils*
 „ *soient Syndics , ou qu'ils ne le soient pas.* Pé-
 „ *tition de principe que ce raisonnement. Nous*
 „ *disons : Il n'y a point de tribunal , s'il n'y a*
 „ *point de Syndic qui y préside ; donc Président*
 „ *& Syndic dans le cas présent sont synonymes.*
 „ *Et nous avons en nôtre faveur ces loix expres-*
 „ *ses. Que les Syndics & Conseil soient Juges.*
 „ *Que le premier Syndic absent ou malade , le se-*
 „ *cond & conséquemment les autres , fassent l'office*
 „ *d'icelui.*

Ces loix expresses , vous ne les avez point comprises & elles ne font rien en votre faveur. Quand vous dites qu'il n'y a point de tribunal s'il n'y a point de Syndics qui y préside , vous dites une absurdité. Monsieur le Lieutenant est-il donc un Syndic , ou l'Audience ne seroit-elle plus un Tribunal ? Donc Président & Syndic ne furent ja-

mais synonymes , & c'est vous qui faites ici une pétition de principe grossière , en accusant celui que vous essayés de réfuter de l'avoir faite.

12^{eme}. *Sophisme*. Rép. aux Lettres, pag. 186.

» Si l'Edit , dit encore l'anonyme , eût entendu
 » que ces Présidens étoient & ne devoient être que
 » les Sindics ; pourquoi l'Edit n'ordonne-t-il pas
 » que les adjoints seront nommés par les Sindics
 » Présidens du tribunal ? Pourquoi désigne-t-il les
 » Sindics par le mot générique de Présidens , &
 » non par leur nom propre ? Par quelle singula-
 » rité dans l'endroit où il falloit les qualifier avec
 » le plus de précision , oublie-t-il de les qualifier ?
 » Et comment se fait-il que ce soit le seul endroit
 » de l'Edit où les Sindics soient appelés Présidens ,
 » si ce n'est pas un autre ordre de Présidens que
 » l'Edit a eu en vuë ? Je l'avoue , Monsieur ,
 » ces questions sont conçues si énergiquement ,
 » elles m'ont paru si pressantes qu'elles m'ont mis
 » dans l'embarras. Mais qu'elle n'a pas été ma
 » surprise , de les voir se dissiper d'elles-mêmes à
 » l'ouverture de l'Edit ? S'il n'y a pas nombre
 » suffisans de Juges dans les Tribunaux dont il est
 » parlé ci-dessus , il y sera suppléé par des adjoints.
 » Lesdits adjoints seront nommés par les Présidens.
 » Et remontant à ces précédens articles , qui sont
 » les 34 , 35 & 36 du même titre , je trouve
 » qu'il y est parlé de la Cour du Lieutenant &
 » du Petit Conseil. Or l'Edit ayant en vuë ce
 » premier Tribunal qui est présidé par Monsieur
 » le Lieutenant ou par un Auditeur , & celui des
 » Appellations supérieures , ne pouvoit pas dire les
 » Sindics Présidens , sans dire aussi le Lieutenant

» Président, l'Auditeur Président. C'est pourquoi
 » il s'est servi du terme générique de *Présidens*.

Pour bien rendre la pensée de l'anonyme dans son argument, il falloit y ajouter deux mots, & le tourner ainsi ; *Si l'Edit eût entendu que ces Présidens pour le Petit Conseil étoient & ne devoient être que les Sindics, pourquoi l'Edit n'ordonne-t-il pas que les adjoints* POUR LE PETIT CONSEIL *seront nommés par les Sindics Présidens du Tribunal &c.*

Alors l'auteur de la Réponse n'auroit pas crû échaper,, à ces questions conçues si énergiquement, si pressantes, & qui l'ont mis dans l'embarras ; Il n'auroit pas, dis-je, espéré de se sauver à la faveur de cette omission de l'anonyme ou de son Imprimeur, sans répondre du tout au fonds de l'argument.

L'argument en effet est clair & solide. L'Edit veut déterminer par qui, dans les récusations nombreuses, en Petit Conseil, aux Appellations, en Audience, les adjoints devront être nommés ; Il veut que ce soit les *Présidens* qui fassent cette nomination dans ces différens Tribunaux. Ce mot *Président* ne désigne que le premier membre d'un Tribunal. Donc dans le cas de récusation des quatre Sindics, ce mot signifie le premier Conseiller non recusable. L'Edit le suppose évidemment par cela même qu'il ne dit pas le contraire ; Donc c'étoit le lieu où s'il eût voulu exclure les Conseillers de la présidence, il l'auroit dit. Mais il ne l'a pas dit, donc il ne l'a pas voulu. Et par le mot générique de *présidens*, il a entendu pour tous les Tribunaux, le premier membre non recusable, quel

qu'il fût. Il a permis par conséquent aux Conseillers de présider au Petit Conseil quand les quatre Syndics sont recusables.

Ce raisonnement est très bon. Est-ce y répondre que de dire , „ l'Edit ne pouvoit pas dire *les Syndics présidens* , sans dire aussi le Lieutenant président , l'Auditeur président &c. Et quel mal auriez-vous vû à le dire , si c'étoit le moyen d'exprimer une chose très-importante ? Nos Législateurs n'auroient-ils pas sù éviter cette cacophonie , que l'auteur de la Réponse , moins versé qu'eux dans l'art de faire des loix , n'a pas sçû ou n'a pas voulu éviter ici. En disant , par exemple, *Lesdits adjoints seront nommés par les Présidens* , (qui ne pourront être pour le Petit Conseil qu'un Syndic) ils seront nommés *parties ouïes* &c. l'Edit n'eût-il pas été clair ?

Si l'Edit n'a pas employé cette tournure si simple , c'est qu'il n'a pas voulu borner la présidence aux Syndics , & qu'il n'a exigé d'autre qualité pour présider, que celle d'être en Petit Conseil , ainsi que dans les autres tribunaux , le premier membre du tribunal. Il a suivi ici la règle générale qu'on observe dans tous les Corps ; Il a été conforme à lui-même en se conformant à la loi des récusations.

13. *Sophisme*. Rep. aux Lettr. pag. 131. „ Les „ adjoints doivent être nommés par les *Présidens* „ du Tribunal. Lorsque les quatre Syndics seront „ recusés comment connoitra-t-on celui qui devra „ être le Président ? N'est-il pas étonnant „ qu'un Conseiller qui peut être aussi recusable , „ & cependant ne pas penser à se récuser , se crée „ lui-même Président ; & que semblable à ce

„ Cardinal qui s'écria, *Ego sum Papa*, ce Con-
 „ seiller qui n'avoit nulle autorité il y a un quart
 „ d'heure, ait acquis par lui-même, se soit revêtu
 „ de l'emploi le plus éminent de la République ;
 „ & que sans demander le consentement de qui
 „ que ce soit, il prenne en mains les rênes du
 „ Gouvernement, & réünisse dans sa personne le
 „ droit de nommer les représentans du Gouver-
 „ nement même & de conférer à lui & au nou-
 „ veau Conseil de sa nomination toute l'autorité
 „ de l'Etat.

Vites vous jamais, Monsieur, une déclamation plus vaine ?

„ Lorsque les quatre Sindics seront recusés, com-
 „ ment connoitra-t-on celui qui devra être le Pré-
 „ sident ?

Cela ne sera pas si difficile ; car quand tous les Juges recusables auront quitté le Tribunal, on n'aura qu'à ouvrir les yeux & voir entre ceux qui restent quel est celui qui occupe la première place. Ceux qui siègent après lui oseroient-ils y prétendre ?

„ N'est-il pas étonnant qu'un Conseiller qui peut
 „ être aussi recusable, & cependant ne pas penser
 „ à se recuser, se crée lui-même Président ?

Et pourquoi vous plait-il de supposer que ce Conseiller recusable ne pensera point peut-être à se recuser ? La loi des récusations est-elle si obscure ou si compliquée qu'on puisse être embarrassé à savoir dans quel cas il faut descendre du Tribunal ? Ou si ce Conseiller n'y pensoit pas, d'autres n'y penseroient-ils point pour lui ? *Les Juges sont obligés par leur honneur & serment de s'abstenir eux-mêmes de juger sans en être requis*, quand ils sont dans

dans un cas de récusation. (Ed. Civil. T. 3. §. 11.)
 Le Conseiller qui voudroit présider dans un cas de récusation seroit donc renvoyé par le Tribunal même qu'il auroit formé. *Qu'en tout cas où il sembleroit bon au Conseil d'exclurre quelqu'un, que cestui-là aït à s'en départir.* (Ed. Polit. pag. 42.) *Chaque Tribunal décidera souverainement des récusations qui seront proposées, contre un des Juges d'iceux; aucun appel ni recours n'en sera admis.* (Ed. Civ. Tit. 3. §. 14.)

Il vaudroit mieux sans doute se taire que de s'écrier comme fait l'auteur. » Qu'un Conseiller se crée
 „ lui-même Président, acquière par lui-même, se
 „ revête de l'emploi le plus éminent de la Républi-
 „ que, & que sans demander le consentement de
 „ qui que ce soit, il prenne en main les rênes du
 „ Gouvernement! &c.

Prend-on les rênes du Gouvernement quand on préside à un Tribunal particulier? Est-ce avoir la moindre notion de ce que c'est que le Gouvernement? Se crée-t-on soi-même Président, quand on reçoit de la loi sa présidence? Quelqu'éminent que soit un emploi, la loi a le pouvoir d'en revêtir quelqu'un; & celui qu'elle y appelle, n'a pas besoin d'un autre consentement?

L'auteur devroit savoir que le Président est forcé d'accepter la Présidence lorsque la loi la lui dé-
fère. Nul Juge ne pourra se refuser, ou s'abstenir volontairement de juger sans une légitime cause. (Ed. Civil. Tit. 3. §. 12.)

14^e. *Sophisme.* (Rep. aux Lettr. pag. 178.)
 „ Celui qui sans être Syndic préside à un Tribunal
 „ criminel, est, à proprement parler, un Syndic

„ substitué , & le Conseil général seul peut faire
 „ cette substitution. (pag. 180.) Sous quelque nom
 „ que vous désigniez les Présidens de ces Tribu-
 „ naux criminels sans Syndic , ils tiennent la pla-
 „ ce d'un Syndic qui y présideroit , s'il n'étoit pas
 „ reculé , cela est incontestable. Ils le représen-
 „ tent & font sa fonction ; ils sont par conséquent
 „ substitués à un Syndic. Mais l'Edit ayant exclu
 „ tout autre cas de substitution que celui de mort ;
 „ de quel droit le Conseil substitue-t-il aux Syndics
 „ dans les cas de récusation , lui qui au sentiment
 „ même de l'anonyme , n'a le droit de leur substi-
 „ tuer en aucun cas ?

L'Edit qu'il faudroit toujours consulter, quel nom donne-t-il au Conseiller qui demeure à la tête du Petit Conseil quand les quatre Syndics en sont exclus ? Il le nomme *Président*. Devient-il pour cela Syndic ? Non ; car il y auroit alors cinq Syndics , & le *Gouvernement & Estat de cette Ville consiste par quatre Syndics*. (Edit Polit. pag. 1.) Le Syndic substitué dans le cas de mort dont parle (l'Edit p. 8.) est un vrai Syndic ; il devient quatrième Syndic. Nous ne connoissons point dans l'Edit d'autres Syndics substitués.

Le Conseiller *Président* dont parle l'Edit n'est point créé par le Conseil , il ne tient sa place que de la loi seule , & par nos Edits il ne doit être élu ni par le Conseil ni par le Conseil général. Il est donc clair que tout ce raisonnement de l'auteur de la Réponse n'est qu'un jeu de mots puérile.

L E T T R E X X I.

Vous me demandez à présent , Monsieur , ce qu'il faut penser des argumens tirés de la prononciation des sentences criminelles qu'emploie l'auteur de la Réponse , pour établir qu'il ne peut y avoir de Tribunal criminel sans un Syndic qui le préside.

Pour peu que vous y fassiez d'attention , Monsieur , vous verrez bientôt que tous ces argumens n'ont pas même une ombre de raison.

Dès qu'on a démontré par l'Edit de 1713 que le Souverain a établi des Tribunaux criminels présidés par un Conseiller , & qu'il leur a conféré le pouvoir de juger ; il en résulte nécessairement qu'ils ont le pouvoir de minuter leur sentence & de la faire exécuter.

Quant à la manière de prononcer , l'Edit de 1713 l'établit (Tit. 12. §. 19.) *Le Jugement étant rendu , soit contre le criminel qui sera prisonnier , soit contre celui qui aura été contumacé ; le sommaire du procès sera leu devant le Peuple , par l'un des Secrétaires du Conseil , au jour marqué pour l'exécution , après quoi le premier Syndic lui délivrera la sentence , pour en faire aussi lecture ; ce fait , le criminel sera remis au Lieutenant pour la faire exécuter &c. (§. 20.) La même formalité sera observée lorsque les Jugemens seront exécutés en effigie. (§. 22.) La sentence de grace ou de modération de peine sera publiée , avec la même formalité que les autres sentences , afin que le Peuple en sache les motifs.*

Tout ce que l'on peut déduire de-là en suppo-

fant même que les mots de *premier Syndic* doivent être pris à la lettre , & que le premier Syndic ne puisse être représenté par le Président du Tribunal quand les Syndics sont recusés , tout ce , dis-je , qu'on peut déduire de-là , c'est que quels que soient les Juges qui ont composé le Tribunal , ce seroit toujours au premier Syndic à siéger & à délivrer la sentence au Secrétaire d'Etat , & qu'il n'y a point d'autre formalité essentielle à suivre pour la publication d'une sentence criminelle , puisqu'il ne peut rien y avoir d'essentiel dans nôtre Gouvernement , que ce qui est prescrit par la loi ou l'Edit.

Dans cette supposition, le premier Syndic devoit donc toujours siéger & délivrer les sentences , même dans les jugemens criminels où il auroit été refusé & où il n'auroit pas jugé.

En cas d'absence ou de maladie du premier Syndic , *le second & ainsi conséquemment les autres fassent l'office d'icelui.* (Edit pol. pag. 28.)

L'Edit de 1568. avoit déjà réglé les mêmes choses que celui de 1713 , & rien de plus.

Par l'Edit de 1543 , les sentences n'étoient pas luës par un Secrétaire d'Etat , mais par un des Syndics. En cas d'absence de quelques-uns des Syndics , leurs places étoient occupées par les premiers membres du Conseil qui siégeoient sur le Tribunal sans pouvoir prononcer ; de sorte que c'étoit toujours un des Syndics présens qui prononçoit. *Chacun des quatre à son ordre , prononcera les sentences , tellement néanmoins que si plusieurs sentences étoient données dans une assise , qu'il n'y en eut qu'un seul qui les prononçat : que s'il y en avoit l'un ou plusieurs absens , que ceux qui sont*

les premiers assis après eux au Conseil, tiennent leur lieu avec leurs bâtons, toutes fois ne prononceront.

Il paroît par l'acte de 1420. que plus anciennement les Sindics prononçoient les sentences eux-mêmes, & que de plus ils pouvoient subroger à leur place, substituer & commettre une autre ou des autres personnes pour prononcer les mêmes sentences. Hist. de Genève, tom. 2. pag. 155.

Voilà, Monsieur, ce qu'on trouve dans nos Edits & dans notre Histoire sur la prononciation des sentences.

Quant à la manière de les minuter elle n'est ordonnée par aucune loi. Mais on a des sentences originales qui font voir comment on les a minutées dans plusieurs cas particuliers, & en différens tems.

LET TRE XXII.

Nous pouvons à présent, Monsieur, examiner ce que dit l'auteur de la Réponse aux lettres, sur les formalités & la prononciation des sentences, & juger si ce qu'il en dit est conforme à nos loix.

15e. *Sophisme.* (Réponse aux Lettr. pag. 121.)
 „ Le Secrétaire d'Etat, après la lecture du sommaire du procès, s'exprime en ces termes :
 „ Pour ces causes, mesdits très-honorés Seigneurs,
 „ siégeans sur le tribunal de leurs Prédécesseurs,
 „ suivant nos anciennes coutumes, ayant Dieu
 „ & ses saintes Ecritures devant les yeux, &
 „ après avoir invoqué son saint Nom pour rendre
 „ un jugement droit, en disant, au Nom du Pé-

„ *re , du Fils , & du saint Esprit , Amen. Ils*
 „ *ont par leur sentence définitive qu'ils donnent par*
 „ *écrit , condamné ledit &c.* Si ces paroles doi-
 „ vent se prendre à la lettre : (& quelqu'un
 „ pourroit-il s'imaginer que dans une circonstance
 „ si grave , dans ce moment solennel , on se
 „ servit de termes contraires à la vérité , ou éni-
 „ matiques ?) Si , dis-je , ces paroles expriment
 „ la vérité , j'y vois bien clairement 1^o. Que
 „ ceux qui prononcent , *siégent sur le tribunal de*
 „ *leurs prédécesseurs , suivant nos anciennes coutu-*
 „ *mes.* Or qui siégeoit anciennement sur le tri-
 „ bunal pour prononcer des sentences criminel-
 „ les , sinon les Sindics & les Sindics seuls , com-
 „ me on l'a prouvé dans les Représentations ?
 „ Les Rois seuls siégent sur le trône de leurs an-
 „ cêtres , les Sindics seuls sur le tribunal de leurs
 „ Prédécesseurs. J'y vois 2^o. que ceux qui pro-
 „ noncent la sentence prennent la très sainte Tri-
 „ nité à témoin *de rendre un jugement droit.* Mais
 „ des Sindics qui n'auront eû aucune part au
 „ jugement , peuvent-ils prêter ce serment re-
 „ doutable ?

Il n'est pas bien difficile de prouver la fausseté
 de tout ce raisonnement , en prenant même ici
 le mot de *tribunal* , pour la place qu'occupent or-
 dinairement les quatre Sindics quand on lit une
 sentence criminelle publiquement & devant la mai-
 son de Ville.

Cette formule est tirée de quelque sentence qui
 fut prononcée dans un cas où les Sindics n'étoient
 pas recusés. Elle convenoit parfaitement à ce cas.

Dans le cas où les quatre Sindics se trouvent

recusables , cette formule peut ne pas convenir , comme l'auteur de la Réponse cherche à le prouver , & alors on peut la tourner différemment.

L'Edit n'obligeant point le tribunal sans Sindics qu'il a établi par la loi des récusations & par les conséquences nécessaires de cette loi , à se servir de cette formule pour l'énoncé de sa sentence , il le laisse maître d'y faire les changemens convenables , & quand le cas se présentera , ce sera à ce tribunal qui a le droit de juger , à exprimer son jugement d'une manière convenable au cas & aux circonstances.

„ Les Rois seuls siègent sur le trône de leurs
„ ancêtres ; les Sindics seuls sur le tribunal de
„ leurs prédécesseurs.

L'auteur a été séduit par la majesté de sa comparaison ; car c'est un fait que nos Sindics n'ont pas tellement adopté les usages des Rois qu'ils ne s'en soyent quelquefois écartés.

J'ai rapporté l'Edit de 1543. qui veut que dans l'absence des Sindics, les premiers membres du Conseil siègent sur le tribunal ; j'ai parlé encore de l'acte de 1420 , par lequel les Sindics pouvoient *subroger à leur place une autre ou des autres personnes pour prononcer les sentences criminelles.*

Ces personnes étoient-elles assises sur le tribunal de leurs prédécesseurs ? Non , mais sur le tribunal des prédécesseurs de ceux , qui partant pour quelque voyage , (& les Rois voyagent peu) leur avoient remis leur place avec leur bâton. Cependant ces personnes prononçoient , ce qui est bien plus que siéger simplement. Vous serez bien aise de lire ici les termes de l'original. *Dantesque su-*

pra nominati suis & aliorum civium , Burgenſium & incolarum , habitantiumque Gebennenſium nominibus , prædictis Sindicis . . . plenam & liberam poteſtatem . . . ſententias diffinitas & interlocutorias contra criminoſos proferendi , & ad ipſas ſententias proferendas , alium ſeu alios , loco ipſorum ſubſtituendi , ſubrogandi & committendi &c. Hiſt. de Genève , tom. 2. pag. 154. & 155.

L'auteur de la Réponſe connoît donc nos anciennes coutumes à peu près comme il entend nos loix.

2^o. „ Ceux qui prononcent la ſentence , prennent la très ſainte Trinité à témoin *de rendre un Jugement droit*. Mais des Sindics qui n'ont eu aucune part au jugement , pourront-ils prêter ce ferment redoutable.

Toutes les expreſſions de l'auteur ſont ici autant de preuves de la conſuſion de ſes idées.

Aujourd'hui les Sindics ne prononcent plus les ſentences comme ils les prononçoient autrefois , ni même ſelon la forme preſcrite par l'Edit de 1543. Dès 1568. on les a fait prononcer à l'un des Secretaires d'Etat. Ainſi celui qui prononce la ſentence n'a eu aucune part au jugement. Ce n'eſt donc pas ceux qui la prononcent qui prennent la très ſainte Trinité à témoin , *de rendre un jugement droit*. Ce ſont tous ceux qui ont jugé. Des Sindics qui n'ont point jugé ne ſont donc point cenſés faire cette déclaration , que l'auteur confond avec un ferment. Et lorsque le premier Syndic , (à ſuppoſer qu'il ne put être représenté par le Préſident du Tribunal) livreroit lui-même la ſentence au Secrétaire d'Etat , il ne ſeroit point reſ-

ponnable du jugement si la loi des récusations l'avoit empêché de juger ; il ne s'appliqueroit point la déclaration solennelle que font les juges assistans à la prononciation de la sentence.

LET TRE XXIII.

Après avoir examiné la question de droit , il convient , Monsieur , d'examiner la question de fait : Lorsque la loi des récusations a exclus les Syndics d'un Tribunal , les a-t-on jamais remplacés par un Syndic substitué , par un Syndic *ad actum* ?

La loi des récusations , plus étendue à la vérité depuis 1713 , existoit déjà en 1568 ; les Syndics étoient alors recusables comme les Conseillers ; cependant dans les registres du Conseil on ne voit aucun vestige que dans aucun cas on ait fait présumer un Tribunal civil ou criminel par un Syndic substitué , ni même que cette question ait jamais été élevée.

Ce silence est une forte présomption que depuis 1568. on n'a pas crû la présidence d'un Syndic indispensablement nécessaire.

La mort d'un Syndic dans les quatre derniers mois de l'année , les maladies & les infirmités assez fréquentes chez les personnes âgées , l'absence , enfin les récusations quoi qu'alors moins étendues d'un degré , ont dû dans un si long espace de tems avoir privé quelquefois & presque nécessairement les Tribunaux de quatre Syndics.

Tout au moins cette privation a dû être aisée-

ment prévuë. Cependant on ne trouve aucune trace de Syndics substitués ni de propositions sur cet objet pendant près de deux siècles.

Ce fait me paroît établir bien clairement qu'en Conseil comme dans tous les Corps, le Président a toujours été le premier membre du Conseil ; Syndic, ancien Syndic, ou Conseiller ; & qu'on n'y a jamais reconnu d'autre règle par rapport à la présidence.

C'est pour cela qu'on n'a rien statué de particulier à cet égard dans l'Edit de 1713, quoi que cet Edit en étendant la loi des récusations ait augmenté la fréquence des cas où les quatre Syndics pouvoient être recusés.

Les Syndics *ad actum* sont donc une nouveauté dans nôtre Gouvernement.

J'appelle nouveauté dans un Corps, une chose dont on n'y a jamais entendu parler & dont on ne trouve aucune trace dans ses registres.

C'est un fait également certain, que dans les exemples de Tribunaux sans Syndics qui ont précédé le règlement de la Médiation, jamais, ni dans les Conseils, ni parmi les Citoyens il ne s'est élevé aucune question sur la nécessité de la présidence d'un Syndic dans ces Tribunaux ; c'étoit pourtant un tems où tous les yeux étoient bien attentifs, & où l'intention n'étoit pas de laisser introduire des usages contraires aux loix.

Le droit est donc ici confirmé par le fait. Le sens de nos loix sur la présidence du premier Conseiller dans le cas de la récusation des quatre Syndics, n'avoit pas même excité un doute jusqu'à ces dernières années, où il est venu un homme,

qui sans être ni philosophe ni jurisconsulte , a dogmatiquement affirmé que cette loi étoit en contradiction avec une autre loi , & qu'il y voyoit plus clair que ni nous ni nos pères.

L E T T R E X X I V .

Cet auteur cherchant à détruire ce point de fait par les faits contraires qu'il allégué , il convient de les examiner.

16^e. *Sophisme*. (Rep. aux Lettr. pag. 195.)
 „ Des explications l'anonyme passe aux exemples.
 „ (75) L'article 38 du Règlement de l'illustre Mé-
 „ diation auroit dû lui imposer silence sur ce qui
 „ se passa entre les années 1734 & 1738. Le
 „ profond respect que nous portons à ce Régle-
 „ ment salutaire m'engage à ne dire qu'un mot
 „ pour détruire l'argument que l'auteur tire de ces
 „ exemples.

Cette accusation contre l'anonyme d'avoir contrevenu à l'article 38. du Règlement de l'illustre Médiation , est assurément un chef-d'œuvre en fait d'accusations : Relisez Monsieur ce qu'il écrit dans l'endroit que nôtre auteur censure , & vous verrez que l'anonyme ne fait autre chose qu'établir par divers exemples, que dans les années 1734 & suivantes, les Citoyens & les Conseils regardoient également comme conformes aux loix , les Tribunaux présidés par des Conseillers en l'absence des quatre Sindics recusables. Auriez-vous crû qu'un point de procédure pût être *un reproche , un libelle injurieux , & tendre à renouveler les vieilles dissensions* ; sur tout si ce point de procédure n'étoit

entré pour rien dans aucune des contestations de ces tems-là? C'est exactement comme si l'auteur accusoit l'anonyme d'avoir violé la loi de la Médiation pour avoir cités les almanachs de 1734 à 1738.

Sans doute qu'un auteur si scrupuleux, je pourrois dire, si superstitieux sur ce chapitre fera lui-même très réservé. Ce n'est pas tout à fait cela : D'abord il insinue, pour avoir ses coudées un peu franches, que ce Règlement n'est applicable qu'à ce qui s'est passé dans l'intervalle de 1734 à 1738, quoi que ce Règlement sage n'ait point borné son effet à ce court espace de tems, qu'il ait voulu éteindre le souvenir *des vieilles dissensions*, & que par conséquent il s'étende aux troubles de 1707, tout comme aux troubles des quatre années qui ont précédé la Médiation. Voulez vous lire l'article même? *Il est pareillement défendu d'imprimer, ou faire imprimer des libelles injurieux, tant dans cette ville qu'ailleurs, de même que tous les écrits, mémoires & brochures, de quelque nature qu'il puissent être, tendans à renouveler les vieilles dissensions, à peine contre les contrevenans d'être punis suivant l'exigence du cas.* Et pour qu'il n'y eût rien d'équivoque sur l'étendue de l'article de cet Edit, il porte dans son commencement qu'il est fait *pour entretenir désormais l'esprit d'union dans tous les ordres de la République.* (art. 38.)

Vous ignorez peut-être, Monsieur, pourquoi l'auteur de la Réponse s'arroge le droit de borner cet article de la Médiation à l'espace de 1734 à 1738, & pourquoi, contre le sens commun, il entend par ces mots *vieilles dissensions* les seuls

troubles des quatre années qui précédèrent ce Règlement. Je n'en fais pas plus que vous ; tout ce que je puis vous dire , c'est qu'il professe un profond respect pour ce Règlement salutaire qu'il enfreint si formellement ; je vous dis le fait , je ne juge point ses intentions ; peut-être n'a-t-il ramené les *vieilles dissensions* dès 1707 jusques en 1718 que pour entretenir *l'esprit d'union dans tous les ordres de la République.*

S'il vous importoit , Monsieur , d'en juger plus sûrement , vous pourriez consulter les page 171. 221 , 238. 239. 240. 241. 242. 249. 254. 255. de son ouvrage , où éclate son gout vif pour l'union.

Voici cependant qui pourroit faire quelque peine : Cet auteur si délicat sur tout ce qui peut rappeler le souvenir de ce qui s'est passé de 1734 à 1738 , qui fait un crime à l'anonyme d'avoir parlé d'un point de procédure , uniquement parce que la procédure étoit de cette date , a cependant imprimé (page 215) en parlant du Petit Conseil joint au Deux Cent , » Il se fondeoit sur l'Edit » de 1570 pour se maintenir dans son usurpation » du droit des impôts. (page 231.) L'application » arbitraire de l'Edit de 1570 n'affectoit-elle que » peu de particuliers & ne s'aggravoit-elle pas tous » les jours ? Il dit (page 229.) parlant de cette même époque de 1734 à 1738 » qu'il ne fallut » pas moins que la puissance de nos généreux » Alliés pour vaincre l'obstination des Conseils » inférieurs . . . qui mirent la Patrie dans le plus » grand des périls par leur inflexibilité. (Et il ajoute page 255.) » Enfin pour soutenir l'Edit de 1570 ,

» ces Conseils ne craignirent pas d'exposer la Patrie aux horreurs d'une guerre civile.

C'est apparemment distraction chez cet auteur ; car comment avec ce *profond respect* dont il est pénétré pour cette loi de la Médiation qui défend expressément de *rappeller par des invectives ou reproches les troubles passés*, se seroit-il laissé aller à cette injuste & sanglante invective ? Il fait bien que violer audacieusement une loi & la respecter ne sont pas des mots synonymes ?

Mais il nous permettra de croire que ce n'est pas uniquement par respect pour ce Règlement, qu'il ne dit qu'un mot pour détruire l'argument tiré par l'anonyme des exemples de Tribunaux sans Syndics érigés peu avant la Médiation ; & que la raison de son laconisme sur cet article important, pourroit bien être l'impossibilité d'y répondre ; vous allez, Monsieur en juger.

17^e. *Sophisme*. (Réponse aux Lettres page 196.)
 » L'exemple de 1734 est mal choisi. Qu'est-ce
 » que la Bourgeoisie demandoit ? *Un Tribunal*
 » *légal*, nous dit lui-même l'anonyme. Un Tri-
 » bunal *légal* devoit-il être un Tribunal contraire
 » à la loi, comme l'auroit été un Tribunal sans
 » Syndic ?

L'auteur cherche ici à nous faire croire que l'intention de la Bourgeoisie & de ses Députés étoit que le Tribunal demandé fût présidé par un Syndic, & que l'on pensoit alors qu'un Tribunal sans Syndic, étoit un Tribunal contraire à la loi.

Cela, Monsieur, est parfaitement opposé à une vérité notoire, à un fait connu, mais qui malheureusement renverse tout le système de l'auteur de la Réponse.

Qui fait mieux que vous & moi , Monsieur , quels furent les sentimens des Députés de la Bourgeoisie & des Citoyens , sur la nature de ce Tribunal demandé ?

On le demandoit *légal* , conforme à la loi. Mais à quelle loi ? L'auteur voudroit bien persuader que la loi qu'on invoquoit , avoit pour objet de faire présider le Tribunal par un *Sindic ad actum*. Personne ne croyoit alors que nous eussions une loi semblable. Mais la loi dont on réquéroit l'observation , c'étoit celle qui déplait si fort aujourd'hui à nôtre auteur , c'étoit la loi des récusations elle-même.

Lisez , Monsieur , quoique vous le connoissiez mieux que personne , le *Mémoire instructif adressé par la Bourgeoisie de Genève aux Médiateurs* ; vous y trouverez ces paroles remarquables.

„ Le 16. Novembre 1734. le Deux Cent fût
 „ encore assemblé *L'avis a été de renvoyer*
 „ *purement & simplement la matière au Conseil* ,
 „ *en suivant les récusations faites céans &c.* Les
 „ récusations dont il est parlé dans cet avis ne
 „ sont pas conformes à l'Edit , puisqu'on y fai-
 „ soit entrer les cousins issus de germains. L'arti-
 „ cle 8. du titre 3. de nos Edits , de la récusation
 „ des Juges , s'explique ainsi , *Dans les cau-*
 „ *ses criminelles les récusations ci-dessus seront ad-*
 „ *mises , & les enfans des cousins issus de germains*
 „ *qui sont le sixième degré , seront encore recusa-*
 „ *bles , & ceux qui sont de même nom & famille.*

Les Citoyens se plaignent de l'avis du Deux Cent qui vouloit faire rentrer dans le Tribunal les enfans des cousins issus de germains , & ils ne se

plaignent pas de ce qu'on en avoit exclus les quatre Sindics entre lesquels il y en avoit un qu'ils auroient vû présider sans regret ! On ne peut guères imaginer d'aveu plus éclatant de la légalité des Tribunaux sans Sindics , & dans une occasion plus marquée ?

Après cela l'auteur de la Réponse espère-t-il que l'on croira sur sa parole , ce qu'il ajoute , (page 196.)

„ Tous ces exemples ne prouvent donc que
 „ quelques abus manifestes , qui sont autant d'in-
 „ fraction à la loi. Si l'on s'est tû alors , n'y a-t-
 „ on pas été obligé par les circonstances ?

Ce fait est démenti par toute l'histoire bien connue de ce tems-là. Personne n'ignore qu'alors , les Citoyens & Bourgeois n'avoient rien tant à cœur que de se plaindre de tout ce qu'ils pouvoient regarder comme des infractions aux loix. Leur silence sur les Sindics *ad actum* n'étoit donc point un silence de prudence ou de crainte ; il prouve démonstrativement qu'à cet égard l'on étoit content ; on n'avoit point encore imaginé que les Tribunaux sans Sindic fussent une violation de cette loi , *Que les Sindics & Conseil soyent Juges comme d'ancienneté de toutes les causes criminelles*. Aussi ne fit-on point expliquer la loi aux Médiateurs. Les Conseils & la Bourgeoisie étoient d'accord sur le sens qu'on lui donnoit ; & tout ce que dit l'auteur de la Réponse (page 198) ne prouve pas que la Bourgeoisie connût alors les Sindics *ad actum* ; cela prouve seulement que l'auteur ne se pique pas d'exactitude sur les faits qui ruinent son système.

L'auteur

L'auteur de la Réponse nous dit pourtant au commencement de son livre , (pag. 4.) *qu'il ne cherche à séduire personne , & à la fin (pag. 312.) qu'il est pénétré de respect pour les loix Divines & humaines.* Pour les loix divines , je le crois ; Pour les loix humaines , on pourroit en douter ; Ce qu'il y a de certain , c'est que pour apprendre à les respecter il faut apprendre à les connoître.

L E T T R E X X V .

A présent , Monsieur , vous exigez de moi la plus exacte impartialité dans l'examen de ces questions importantes , Quelle est l'autorité du Petit Conseil ? Cette autorité est-elle fondée sur nôtre Constitution ? Le Conseil l'a-t-il par lui-même ou la tire-t-il uniquement des Syndics qui sont à sa tête , & auxquels seuls le Conseil général l'a confiée ?

Pour porter la lumière sur ces questions plus importantes que difficiles , je suivrai la même marche dont j'ai tâché de ne point m'écarter ; je chercherai uniquement dans nos loix la réponse à vos questions.

Si je prouve par nos Edits 1^o. que les Syndics sans le Conseil n'ont pas beaucoup d'autorité. 2^o. Que nos Edits confient directement au Conseil son autorité. 3^o. Que le Conseil sans être présidé par les Syndics a une grande autorité , je crois que je pourrai conclurre avec certitude , que dans le Conseil présidé par les Syndics , l'autorité émane non des Syndics , mais de la loi qui la confie directement au Conseil ; car si elle émanoit directe-

ment des Syndics , le Conseil sans les Syndics n'auroit dans aucun cas de l'autorité.

Anciennement le pouvoir des Syndics étoit fort considérable. Ils recevoient un plein pouvoir général au jour de leur élection. C'est ce qu'on voit dans les franchises de 1387.

§. 23. „ Des Sindiques de la Cité à devoir faire
„ par les Citoyens.

„ Item , que lesdits Citoyens , Bourgeois & Jurés de laditte Cité , puissent ung chacun an
„ constituer , créer , faire & ordonner quatre de
„ leurs Procureurs & Sindiques de laditte Cité ,
„ auxquels ils puissent concéder , & donner toute
„ & pleine puissance par eulx : lesquels quatre
„ esleus ou à devoir eslire , puissent exercer les
„ négoes & nécessités de laditte Cité.

Le Conseil des huit qui étoit alors le Petit Conseil , devoit être entièrement subordonné au pouvoir des Syndics , qui seuls avoient reçu la pleine puissance , & qui faisoient la moitié de ce Petit Conseil , composé des quatre Syndics & des quatre anciens Syndics.

L'acte de 1420 (quoi qu'à cette date le Petit Conseil fût probablement plus nombreux) confère le *plein pouvoir de la Communauté* directement aux quatre Syndics , se réservant seulement qu'ils ne puissent établir d'impôts , ni rien aliéner des droits & possessions de la *Communauté* sans le consentement du *Conseil général* , composé des Citoyens , Bourgeois & Habitans de la Ville , convoqués par le crieur public & au son de la grosse cloche (Hist. de Genève , tom. 2. pag. 155.) Les Syndics pretoient comme aujourd'hui un serment ; il n'étoit

point nécessaire qu'ils fussent réunis pour faire usage de leurs pouvoirs , un seul pouvoit agir avec le pouvoir des quatre. (pag. 160.) Ils avoient même le droit de nommer d'autres personnes à leur place auxquelles par cette nomination ils transféroient leur plein pouvoir , mais ils étoient maîtres de le reprendre au moment qu'ils le trouvoient à propos. (pag. 155)

L'acte de 1420. est le dernier Acte connu par lequel les Sindics ayent reçu un plein pouvoir de cette espèce. Nos pères comprirent sans doute qu'il étoit très dangereux d'abandonner le maniment des affaires à un petit nombre de personnes. On ne voulut pas même dans les affaires majeures le confier au Conseil ordinaire quoique plus nombreux qu'en 1387.

Dans un Conseil général tenu le 24. Fevrier 1457. on établit *un Conseil de cinquante personnes* dont les noms sont rapportés dans le registre ; on leur donna *un plein pouvoir , & tel qu'avoit le Conseil général lui-même , à la réserve que ce nouveau Conseil ne pourroit rien aliéner de ce qui appartenoit à la Communauté , & à condition que les cinquante Elus n'auroient ce pouvoir que pour un an.* Ces cinquante avec les vingt-cinq membres du Conseil ordinaire faisoient un Conseil de septante-cinq personnes ; ça été le germe de l'établissement du Conseil des Deux Cent.

Cet établissement fut confirmé une seconde fois & mieux expliqué dans un autre Conseil général du 2. Fevrier 1484. qui ordonna sans que personne y contredit , *qu'à l'avenir & à perpétuité , dans le tems de l'Élection des Sindics , chaque*

quartier ou dixaine nommeroit ou éliroit deux des plus notables & des plus prudens de la même dixaine , lesquels devroient venir à la maison de Ville toutes les fois qu'ils y seroient appelés , pour traiter des affaires de la Ville conjointement avec le Conseil ordinaire. Que tout ce qu'ils feroient , traiteroient , ou conclurroient , auroit la même force que si le Conseil général lui-même l'avoit fait , traité ou conclu , & devroit être observé à perpétuité. Que cette élection de deux personnes de chaque dixaine seroit pour une année , & qu'au bout de l'année on en éliroit d'autres de la même manière , ou bien l'on confirmeroit les précédens ou parties d'entr'eux , selon que chaque dixaine le trouveroit bon. Qu'ils prêteroiert le serment des Conseillers entre les mains du Conseil ordinaire &c.

Dans l'établissement de ces Conseils auxquels on donnoit les mêmes pleins pouvoirs qu'on avoit donnés dans de plus anciens tems aux Syndics , on ne donnat aux Syndics aucune inspection , aucune autorité particulière dans ces Conseils. Toutes les voix y étoient donc égales & devoient s'y compter ; le premier Syndic y présidoit comme le premier membre du Conseil , mais sans y avoir aucun pouvoir particulier.

Il est impossible de présumer qu'il y ait un Conseil dans lequel un Président ou quelques Présidens puissent faire la loi au reste du corps , ou s'écarter des résolutions prises à la pluralité des suffrages , à moins que ce pouvoir immense ne leur eût été expressément & nommément attribué par le Souverain : Car ce ne seroit plus un Conseil , ce ne seroit qu'une consultation d'experts ; & puisque dans

la formation de nos Conseils, & dès les plus anciens tems, on ne trouve aucune trace d'un pouvoir semblable conféré par le Conseil général aux Sindics; il est clair que jamais ils n'ont eu ce pouvoir.

Il paroît au contraire qu'à mesure qu'on s'approchoit de la liberté, le plein pouvoir qu'avoient les Sindics avant qu'il y eût des Conseils, passât à ces différens Conseils; & ce fut précisément pour partager l'autorité entre un plus grand nombre de personnes, que ces différens Conseils furent établis par le Conseil général.

L E T T R E X X V I.

C'est-là, Monsieur, ce que les anciens titres nous font connoître du pouvoir des Sindics & de celui des Conseils avant la Réformation.

L'Edit de 1543. statuat d'une manière positive & pour la première fois sur le pouvoir *des Seigneurs Sindics* & sur les limites de ce pouvoir.

Il statuat en même tems quelque chose sur le pouvoir du Petit Conseil dans l'article même du pouvoir des Sindics. Il n'étoit guères possible de régler l'un de ces pouvoirs sans parler de l'autre.

Toute la matière du pouvoir des Sindics est rangée dans cet Edit & d'une manière très méthodique sous ces différens titres.

De l'office, charge & puissance des Seigneurs Sindics.

De l'office du premier en spécial.

De l'office des trois autres Seigneurs Sindics.

Ce que peut faire une partie d'entr'eux.

Ce qu'un seul peut faire.

Des matières criminelles.

Selon cet Edit , le pouvoir des Sindics réunis consiste à exécuter les arrêtés du Conseil , à délibérer ensemble sur les matières , à les mettre sur le tapis , à convoquer le Conseil quand ils le trouvent bon , à mettre ordre à tout dans les cas de feu , de tumulte ou d'allarme.

Le pouvoir du premier Syndic en particulier , consiste à faire exécuter les jours où il n'y a point de Conseil les *conclusions* du Conseil du jour précédent , *s'il y en avoit quelque'une* qui n'eût pas été exécutée ; à assembler les autres Sindics en toutes matières qui mériteront consultation sur l'heure. Il reçoit les requêtes pour le Conseil , & donne les réponses que le Conseil y a faites. Il doit mettre en exécution ce qui aura été ordonné par le Conseil.

Deux Sindics ou un Syndic & deux Conseillers , peuvent ouvrir les lettres adressées au Conseil.

Un seul Syndic peut faire emprisonner , *quand quelque plainte viendra* ; Il peut emprisonner encore pour *insolences & dissolutions*.

Dans l'Edit de 1543 le titre *des matières criminelles* suivoit immédiatement ceux que je viens de rapporter qui régient le pouvoir des Sindics ; On regardoit alors les matières criminelles comme leur appartenant directement. Il est bon de transcrire ce titre en entier. *S'ils prennent un criminel , que dedans vingt-quatre heures ils ayent à commander au Lieutenant de le faire répondre sur les charges des quelles il est accusé.*

Après qu'il leur sera remis du Lieutenant , si c'est cas dont le fait se prouve facilement & même qu'il soit déjà prouvé , & qu'il n'y ait point de difficulté , comme de meurtre , de larcin & semblables , que incontinent ils fassent justice & pour le plus long terme , qu'ils ne le tiennent point plus de dix jours.

Si c'est matière difficile à prouver quant au fait , ou qui requière consultation quant à la Sentence , que terme compétent soit donné au Lieutenant pour amener & produire ses témoins , selon le lieu où ils seront , toutes fois qu'il n'y ait plus d'ung mois à ce faire tout au plus , encore qu'il faille évoquer les témoins d'ailleurs ; s'il sont en la Ville ou deux lieux près , qu'il n'y ait que quinze jours.

Si le criminel demande être admis à ses justifications , que le Conseil regarde s'il est de règle ou non.

Que si le Conseil trouve qu'il y doive être admis , qu'on lui donne terme de trente jours.

Les preuves cognues & les deffenses ouïes , au cas qu'elles soient admises , que les Sindiques donnent ordre que le prisonnier soit sentencé dedans douze jours tout au plus tard , encore que la matière requière consultation , autrement qu'ils le fassent au premier jour.

Que les dits Sindiques soient juges de toutes causes criminelles , estans toutes fois accompagnés du Conseil ; & chacun des quatre à son ordre , prononcera les sentences , tellement néantmoins que si plusieurs sentences étoient données en une assise , qu'il n'y en eut qu'ung seul qui les prononça. Que s'il y en avoit l'ung ou plusieurs absents , que ceux qui sont les premiers assés au Conseil , tiennent leur

lieu avec les bastons , toutes fois ne prononceront.

Tel est , Monsieur , & mot pour mot dans l'Edit de 1543. le titre entier des matières criminelles : J'ai crû convenable de l'insérer ici parce qu'il est tout différent du même titre dans l'Edit politique de 1568.

Le titre qui dans l'Edit de 1543 suit immédiatement celui des matières criminelles , est celui *de l'office , charge , devoir & ordre du Conseil.*

Dans ce que nous venons de voir , Monsieur ; il paroît qu'aux termes de l'Edit de 1543. les Syndics jouoient un grand rôle dans les Jugemens criminels. Le titre des matières criminelles étoit annexé à leur office , avant que l'Edit fit aucune mention du Conseil ; puisque le titre *de l'office , charge , devoir & ordre du Conseil* , y suit le titre des matières criminelles.

Les emprisonnemens ne se faisoient que par les Syndics & non par le Conseil. Les Syndics commandoient au Lieutenant de faire répondre le prisonnier. C'étoit eux que l'Edit chargeoit de faire justice. Ils donnent ordre que le prisonnier soit *sentencé dedans douze jours.* Ils sont déclarés *Juges de toutes causes criminelles étant accompagnés du Conseil.* Ils pronorçoient de leur bouche les sentences. & les Conseillers qui pouvoient siéger sur le Tribunal avec le bâton Sindical , à défaut de quelqu'un des Syndics , n'avoient pas cependant le droit de prononcer les sentences , attribué aux Syndics exclusivement aux Conseillers.

Le Corteil général de 1568. délaprouvant sans doute ce pouvoir des Syndics trop grand dans les affaires criminelles , le transféra presque tout entier au Conseil.

Le titre des matières criminelles fut d'abord séparé de celui de la *puissance des Sindics* & mis à la suite des titres qui concernent le Conseil, comme n'appartenant plus aux Sindics, mais au Conseil.

Au lieu que l'Edit de 1543 dit, *Si les Sindics prennent un criminel &c.* celui de 1568. dit, *Si les Sindics ou le Conseil font prendre un criminel &c.* Ce qui confère au Conseil le droit d'emprisonner tel que l'avoient les Sindics.

Au lieu de tous les détails de procédure que l'Edit de 1543 prescrivoit aux Sindics dans les matières criminelles, le Législateur de 1568 proportionnant sa confiance au nombre des Magistrats auxquels il remettoit ses nouveaux pouvoirs, ne leur impose d'autre règle que celle-ci, *qu'ils procèdent à la vuïdange du procès de jour en jour, & le plutôt qu'il leur sera possible, tellement que par négligence le procès ne soit retardé.* Dans l'Edit de 1543 les Juges des causes criminelles étoient les *Sindiques estans toutesfois accompagnés du Conseil* : & dans l'Edit de 1568 ce sont les *Sindics & Conseil*.

Dans l'Edit de 1543 les sentences émanoient donc des Sindics, & delà vient qu'avant 1568 elles commençoient ainsi, *Nous Sindics Juges des causes criminelles de cette Cité.... Après bonne participation de Conseil avec nos Citoyens &c.* Mais l'Edit de 1568. faisant passer au Petit Conseil le pouvoir qu'avoient eu les Sindics en affaires criminelles, fait émaner les sentences non des Sindics, mais du Conseil; & statue que le criminel pourra demander grace au Conseil des Deux Cent, devant lequel sera lû le *Sommaire du Procès*, avec la sentence que le Conseil délibéroit donner sur ice-

lui , pour là être advisé par le Conseil , (des Deux Cent ,) si le cas méritera grace , ou bien s'il modérera la peine de la sentence du Petit Conseil , ou se tiendra à icelle. Le règlement de l'Ill. Méd. (§. 31) dit aussi le Jugement rendu par le Petit Conseil.

Aussi au lieu que dans l'Edit de 1543. la sentence sortoit de la bouche même de l'un des Syndics , l'Edit de 1568 a voulu qu'elle sortit de la bouche du Conseil même. Il ôte aux Syndics ce droit de prononciation pour le donner aux *Secretaires du Conseil.*

L'Edit attribue aux Secretaires la qualité de Secretaires du Conseil , pour qu'on ne les confonde pas avec les Secretaires des Syndics ; & pour ôter toute équivoque , au lieu que dans l'Edit de 1543 l'intitulé de l'office des Secrétaires portoit , *De l'office des Secretaires* : dans l'Edit de 1568 cet intitulé porte , *De l'office des Secrétaires du Conseil.* Le règlement de l'Ill. Méd. (§. 33) dit aussi les *Jugemens prononcés par les différens Conseils.*

Aussi depuis 1568. le nom des Syndics qui paroissoit seul à la tête des procès criminels , n'y parût plus que collectivement avec le Conseil , & ne fut pas même rappelé dans le formule des sentences ; il y est dit seulement ; *Mesdits très honorés Seigneurs , siégeans sur le Tribunal de leurs prédécesseurs suivant nos anciennes coutumes , ayant Dieu & ses saintes Ecritures devant les yeux , & après avoir invoqué son saint Nom pour rendre un jugement droit , en disant , au nom du Père , du Fils , & du St. Esprit , Amen. Ils ont par leur sentence définitive &c.*

Qui sont ceux qui donnent & rendent les sentences criminelles ? C'est le Conseil ; l'Edit porte , *la Sentence que le Conseil délibérait &c.* Qui prononce les sentences ? C'est l'un des Secretaires du Conseil & non des Sindics. Qui sont les *très honorés Seigneurs* de ce Secrétaire , c'est le Conseil & non les Sindics.

La conséquence qui en résulte clairement , c'est que la formule moderne des sentences ne seroit pas exacte , si par *les très honorés Seigneurs siégeans sur le Tribunal* , on entendoit seulement les quatre Sindics. Car elle se trouveroit en opposition avec l'Edit qui fait émaner les sentences non des Sindics mais du Conseil.

Il faut donc entendre par ces *très honorés Seigneurs* tout le Conseil ; & par le mot de Tribunal , il ne faut pas entendre seulement les places élevées qu'occupent les quatre Sindics devant l'Hôtel de Ville , mais encore les places occupées par les membres du Conseil siégeans autour des quatre Sindics.

Ce détail seroit minutieux si rien pouvoit paroître petit aux yeux d'un Citoyen , lorsqu'il est question d'accorder les coutumes avec les loix. On ne soupçonnoit pas sans doute en 1568. qu'au bout de deux siècles , on argumenteroit du mot *Tribunal* , à la création des Sindics *ad actum* dont on n'avoit pas même l'idée. La prévoyance des Législateurs ne va pas jusqu'à deviner que des loix claires pendant deux siècles , cesseront tout à coup de l'être , & que la subtilité de quelques Citoyens leur prêtera un sens différent de celui qu'elles ont eu invariablement pendant un si long espace de tems.

Peut-être, car avec nôtre auteur il faut tout prévoir, peut-être reprochera-t-il au Conseil d'avoir dépouillé en 1568 les Syndics de leurs grands privilèges en matières criminelles. Cet auteur auroit un tort de plus ; On a vû que c'est le Conseil général même, qui voulant faire un changement favorable à la liberté, voulut transférer au Conseil des droits qui l'auroient blessée si quatre personnes seulement les avoient exercés.

L'Edit de 1568 n'a pas fait de changement considérable aux pouvoirs particuliers des Syndics hors du Conseil. Il l'a laissé tel qu'il étoit en 1543.

LE T T R E XXVII.

Vous avez vû, Monsieur, quel étoit anciennement le pouvoir des Syndics, & comment par différentes loix il a été successivement réduit au point où l'a fixé l'Edit de 1568. Dès lors il n'a plus subi de variations.

Plus les tems s'éloignent & plus la puissance des Syndics y est grande ; La raison en est simple ; La Ville étoit moins considérable, les intérêts moins importants, les habitans peu nombreux ; On n'avoit pas à craindre l'abus du pouvoir des Syndics, le Prince sous les yeux duquel ils l'exerçoient l'auroit aisément reprimé ; Mais la Ville aggrandie & devenue indépendante ; ce même pouvoir eût été dangereux ; Par les franchises d'*Ademarus Fabri* en 1387. ils avoient un plein pouvoir général. L'acte de 1420 ne leur attribuoit point le droit d'impôt ni d'aliénation, mais à tout autre égard leur pouvoir n'étoit pas restreint ; c'est depuis ce

tems-là que l'autorité qui auparavant leur étoit confiée, passât aux divers Conseils. Ils conservèrent encore de 1543 à 1568 un grand pouvoir dans les Jugemens criminels, mais on n'avoit pas secoué le joug pour en reprendre un autre ; le Conseil général leur ôta ce pouvoir effrayant dans leurs mains, & le remit au Petit Conseil.

Depuis cette heureuse époque les Syndics n'ont eu que le pouvoir provisionnel, le droit d'emprisonner, le droit de commander dans les cas *d'esclandre public, de feu, de tumulte*, le droit de recevoir les Lettres du Conseil & de les ouvrir, le droit d'en faire exécuter les arrêtés, le droit de le convoquer extraordinairement & de s'assembler eux-mêmes. Le premier Syndic est le Président du Conseil, lui seul a droit, quand il s'y trouve, de proposer les matières & d'imposer silence. Par l'usage les quatre Syndics opinent dans les Conseils les derniers, quoi qu'à cet égard il n'y ait pas de loi.

Cherchons à présent, Monsieur, en suivant toujours nos loix, comme nos seuls guides, la nature & l'étendue des pouvoirs qu'elles ont confiés au Petit Conseil.

On voit que depuis 1387. le Conseil général augmentat les pouvoirs du Petit Conseil, à proportion de ce qu'il diminuat l'autorité des Syndics.

L'accroissement du pouvoir & de la dignité du Petit Conseil est dû principalement à l'Edit de 1568 qui lui confiat sagement les matières criminelles qu'il ôtat aux Syndics.

Chaque Syndic est supérieur à un simple Conseiller ; Mais l'Edit parle-t-il des Syndics & du Con-

feil ? Les expressions qu'il employe annoncent d'abord la supériorité qu'il a voulu lui donner sur eux.

Ainsi l'Edit qui ne veut pas qu'un Syndic couche hors de Ville sans avoir l'aveu d'un autre Syndic s'exprime ainsi , qu'il ne le fasse *sans le faire sçavoir à l'un de ses compagnons* ; Mais si cet aveu doit être donné par le Conseil, c'est une permission que le Syndic en recevra ; *Qu'il ne le fasse sans demander congé au Conseil.* Les trois autres Syndics même ne peuvent accorder à leur Collègue la permission de s'absenter *pour six ou huit jours* , il faut qu'il obtienne ce *congé* du Conseil. Ainsi le premier article du Titre de la *Puissance des Syndics* est fait pour mettre des bornes à cette Puissance. (Ed Polit. p. 26.)

Le Conseil ordonne ; le premier Syndic exécute les ordres du Conseil. *Qu'à la sortie du Conseil il fasse les réponses sur les audiences données, & que le jour même il pourvoye à exécuter ce qui aura été ordonné.* (p. 27.)

Un Syndic peut emprisonner pour insolences , dissolutions , yvrogneries , *Mais qu'il n'ait puissance de faire sortir le prisonnier , avant qu'en avoir fait le rapport en Conseil.* (p. 29.) Il faut que le Syndic lui rende compte des motifs de l'emprisonnement qu'il a ordonné.

La police même intérieure du Conseil pour tout ce qui a quelque importance est confiée , non aux Syndics , mais au Conseil même. *Nul ne sorte sans congé avant que le Conseil soit levé. Celui qui sortira outre le vouloir du Conseil . . . Soit châtié selon l'avis du Conseil.* (pag. 40.)

Le Conseil est souvent nommé *Seigneurie* , com-

me le Représentant ordinaire de la République. C'est ainsi qu'en parlant du Procureur général il est dit. (pag. 56.) *Que des causes qu'il aura mises en avant & esveillées lui-même , dont s'ensuivra composition ou amende pécuniaire qui n'excédera vingt-cinq Escus il ait le quart , mais si elle excède vingt-cinq Escus , que ce soit à la discrétion de la Seigneurie &c. (pag. 54.) Qu'il soit partie pour exiger les amendes au nom de la Seigneurie , & qu'il signifie toutes les semaines au Trésorier ceux qui auront été condamnés afin de les recouvrer.*

L'autorité que l'Edit attribue au Petit Conseil est très considérable.

On n'y trouve pas nommément le pouvoir d'élire les Bourgeois ; Mais de très-anciennes lettres de Bourgeoisie sont données au nom des Sindics & Conseil. †

2°. Il élit les Membres du Deux Cent.

3°. Il nomme à plusieurs petits emplois , d'Enseignes, Lieutenants, Sergents de-bande, Dizeniers, Gouverneurs des Boulevards & leurs Lieutenants. (Ed. Polit. pag. 21.) Guaits & Officiers de la Justice, gardes de Tours & Portiers. (pag. 23.) Commis à la munition (p. 58.)

4°. Il a l'administration ordinaire des finances dont il rend compte & dont il porte les opérations importantes au Deux Cent. Le Trésorier , les

† En 1535. le Deux Cent arrêta que le Conseil ne pourroit sans son aveu faire présent de la Bourgeoisie ; mais en 1555 & 1556. le Deux Cent remit à la discrétion du Conseil la réception des Bourgeois.

membres de la chambre des Comptes ne peuvent être que des membres du Petit Conseil. pag. 25.

5°. C'est à lui que s'adressent les requêtes. Il donne les audiences, Il délibère & le premier Syndic rend les réponses données. (p. 27.)

6°. Il a la première connoissance des affaires étrangères ; Les Syndics peuvent bien ouvrir les Lettres adressantes au Conseil, mais non pas y répondre p. 27. Que les Secretaires tiennent registre des Missives qui s'écriront pour la Seigneurie. (p. 46. 47.)

7°. Il juge des affaires civiles. Que le Petit Conseil hormis ceux qui auront été Juges des premières appellations, soient Juges des suprefmes appellations. (pag. 37.)

8°. Il ne peut rien être porté au Conseil des Deux Cent, qu'auparavant il n'ait été traité & approuvé dans le Conseil des vingt-cinq. Réglem. de l'Ill. Med. (§. 6.) de sorte qu'il a la première connoissance de toutes les affaires.

9°. Le Petit Conseil peut convoquer quand il le juge nécessaire le Soixante & le Deux Cent.

10°. Il a le droit de faire emprisonner, Si les Syndics ou le Conseil font prendre un Criminel &c. (pag. 43.)

11°. Il juge souverainement de toutes les causes criminelles sauf le recours à la grace du Deux Cent. (pag. 44.) Tous ceux qui s'opposeront à l'exécution des jugemens prononcés & rendus en dernier ressort, par les différens Conseils, seront punis capitalemment. (Médiat § 33.) Cet article confirme encore au Conseil le droit des jugemens criminels & celui d'en prononcer les sentences.

12°. Il

120. Il dirige les opérations militaires , & tout ce qui y a rapport. *Qu'il ne soit licite au Capitaine ni Enseigne d'assembler gens ni faire ports d'armes , sans le commandement exprès du Conseil.* (Pag. 49.) Le maître d'Artillerie ne doit se dessaisir des clefs *sans exprès commandement du Conseil.* (page 52.) *Qu'il ne charge ni ne décharge nulle pièce , sinon en cas de nécessité & par commandement de la Seigneurie.* (pag. 53.) Le Syndic de la garde ne peut faire faire à la Garnison aucun mouvement extraordinaire & de conséquence , sans l'avoir communiqué à l'Petit Conseil & en avoir obtenu la permission par écrit. (p. 88.)

139. C'est au Conseil que doivent être portées les Représentations, plaintes , & requisiions des Citoyens & Bourgeois , qui les remettent à Messieurs les Syndics ou au Procureur général , pour les faire parvenir au Conseil qui est chargé de les examiner. (pag. 74. 75.)

140. Le Conseil a encore un grand pouvoir en matière Ecclésiastique : Il juge d'abord de la capacité & de la doctrine de chaque Pasteur en particulier, lors de son éléction. *Que les Ministres élisent , premièrement entr'eux , celui qu'ils estimeront être propre pour servir par ministère avec eux ; y procédant selon l'examen ci-dessus mentionné. Puis, qu'ils le fassent savoir à nostre Petit Conseil, lequel députera quelques uns de sa Compagnie , pour ouïr traiter de l'Ecriture celui dont il s'agit , en l'assemblée des Ministres , pour en faire rapport au Conseil. Que si le Conseil ne s'en contente , il sera procédé à nouvelle éléction.* Ord. Eccl. §. 9. Il juge également des différens qui surviennent

entre les Ministres quant à la doctrine. S'il survient quelque différent en la doctrine entre les Ministres, qu'ils en traitent ensemble pour résoudre de la matière. Si cela ne suffit, qu'ils appellent des Anciens pour aider à appaiser le différent. Finalement, s'ils ne pouvoient y parvenir à l'amiable pour l'obstination d'une des parties; que la cause soit rapportée au Magistrat pour y mettre ordre. §. 18. Le mot de Magistrat signifie dans nos édits le Petit Conseil. (Voyés les articles 88. 89. de l'Ordonn. Eccles.) Aussi le Conseil a-t-il une inspection très particulière sur la doctrine des Ministres & même de chaque Ministre. Afin de conserver bonne police & union de doctrine en tout le corps de l'Eglise de Genève, c'est-à-dire, non seulement en la ville; mais aussi aux paroisses dépendantes d'icelle, que la Seigneurie députe un ou deux du Conseil, & semblablement les Ministres en députent un de ceux de la Ville, qui ayent la charge d'aller une fois en trois ans, pour le moins, visiter chacune Paroisse, pour s'enquérir si tout y est en bon état; Et premièrement quant au Ministre, Assavoir si le Ministre du lieu n'auroit point mis en avant quelque doctrine nouvelle, & répugnante à la Doctrine de l'Evangile. (§. 27. 28.)

15°. Le Conseil a le Jugement des causes matrimoniales. Que toutes causes matrimoniales, concernant la conjonction ou séparation personnelle & non pas les biens, soyent traitées premièrement en Consistoire: & que là s'il se peut faire apaisement amiable, qu'il se fasse au nom de Dieu. S'il est requis de prononcer sentence juridique, que les

parties foyent renvoyées au Conseil , avec déclaration de l'advis du Consistoire , pour en donner la sentence deffinitive (§. 136.)

16°. Le Conseil a le droit d'inspection sur toutes les affaires domestiques & de famille , qui peuvent être du ressort du gouvernement. Que le mari & la femme ayent même habitation & tiennent ménage commun. Et s'il avient que l'un se retirat d'avec l'autre pour vivre à part , ... qu'on l'appelle en Consistoire avec sa partie pour l'induire à faire bon ménage : s'ils n'obéissent , que celui à qui il tiendra soit renvoyé devant le Magistrat pour le contraindre à faire son devoir. (§. 147.) Si un mari ne vit point en paix avec sa femme , mais qu'ils ayent questions & débats ensemble tournans à scandale public , ... qu'on les exhorte , ... & si cela ne profite , alors que la Ste. Cène soit défendue à la partie à laquelle il tiendra , & icelle renvoyée au Conseil pour y pourvoir. (§. 148.) Si on cognoit qu'un mari traite mal sa femme , la batte & la tourmente , ou la menace de lui faire quelque outrage , & qu'il soit connu homme de colère désordonnée , qu'il soit renvoyé devant le Conseil pour lui faire défense expresse de ne la plus maltraiter , sous certaine punition. (§. 149.) Les jeunes gens , autant pour ce qui concerne le mariage qu'autres contrats , sont sous l'autorité de leurs pères & curateurs jusques à l'âge prescrite par les Edits , à moins qu'autrement n'en ait été connu par le Conseil. (Ed. Civ. Tit. 14. §. 2.) Si le mineur désiroit avoir le gouvernement & administration de son bien , le Petit Conseil pourra lui octroyer pour cet effet dispensa
Edict. (Tit. 13. §. 44.)

17°. Le Conseil accorde les gratifications , les privilèges. *Les seuls Citoyens ou Bourgeois , ou ceux qui sur l'avis de la Chambre du Négoce en auront obtenu permission du Conseil , pourront à l'avenir tenir boutique , ou magasin , ou être reçûs au nombre des négocians de cette Ville. (Tit. 16. §. 1.) En Petit Conseil s'il s'agit de gratification , il sera nécessaire qu'il y ait au moins treize Juges. (Tit. 1. §. 36.)*

18°. Le Conseil établit la plûpart des réglemens sur les professions & maitrisés. *Les Citoyens & Bourgeois conserveront les privilèges de leurs professions & maitrisés , suivant les réglemens établis par le Conseil qui y fera les changemens qu'il estimera convenable. (Régl. de l'Ill. Med. §. 37.)*

19°. Chaque Bourgeois & Habitant est sous le serment d'obéissance au Conseil. *Vous promettés & jurés d'obéir à mes très honorés Seigneurs... de ne sortir de la Cité pour aller habiter ailleurs sans licence. Serm. des Bourg. (pag. 62. 63.) Si un homme veut changer d'habitation , ou bien même qu'il soit contraint par nécessité , ayant obtenu congé de la Seigneurie. (Ord. Eccl. §. 155.)*

20°. Enfin nos Edits parlent nommément de l'autorité , de la puissance , du gouvernement du Conseil. *Que toutes les remontrances Ecclésiastiques se fassent en telle sorte que par le Consistoire ne soit en rien derogé à l'autorité de la Seigneurie , ni de la Justice ordinaire : Ainsi que la puissance civile demeure en son entier. (§. 97.) Chaque Pasteur jure de mettre peine , que le peuple s'entretienne en bonne paix & union sous le gouvernement de la Seigneurie. (§. 15.) Aussi non seulement le Petit*

Conseil est-il nommé dans nos Edits *Seigneurie*, mais les membres du Petit Conseil y sont nommés *Seigneurs*. *Avons ordonné que certain jour de la semaine, chacun des Ministres de la Ville à son tour face quelque remontrance aux prisonniers, & qu'il y ait un des Seigneurs du Conseil député pour y assister.* (§. 59.) C'est-ici le Conseil général qui parle.

Cette énumération des divers droits & attributions que nos Edits donnent au Petit Conseil, montre que c'est l'ordre de l'Etat auxquels ils ont confié la partie la plus étendue & tous les détails de l'administration.

Les Syndics ont le pouvoir provisionnel ; à cela près leur autorité est très bornée par nos loix. Comme ils ne composent point un Tribunal, ils ne peuvent se retenir aucune affaire. Elles doivent donc toutes tomber en premier ressort au Conseil, à la reserve des objets minimes qu'en 1529. le Conseil général confia au Lieutenant & aux Auditeurs pour ne pas trop occuper le Conseil. (Hist. de Genève, tom. 1. pag. 201.)

Si vous exceptez les objets soumis par le Règlement de la Médiation au Conseil général, les affaires dont nos Edits & l'usage ont réservés la décision au Deux Cent, & celles dont ce même usage attribue la connoissance au Conseil des Soixante, le reste est porté & terminé dans le Petit Conseil, lequel à forme de l'ordonnance Ecclésiastique connoit encore des cas graves dont le Consistoire à la première connoissance.

Tel est le caractère & l'étendue des pouvoirs que nôtre Constitution a confiés au Petit Conseil.

L E T T R E X X V I I I .

Je ne vous ai parlé , Monsieur , des divers pouvoirs du Conseil qu'en vous en montrant les titres , tous puisés dans nos Edits.

Ces Edits ne démontrent-ils pas à tout homme impartial , que l'autorité du Conseil émane directement des Loix , & qu'elle appartient en propre à ce Corps.

Dans ces Edits nombreux que je n'ai fait que copier , & dans le reste de nos Edits , y a-t-il quelque chose qui autorise ce rêve de l'auteur de la réponse aux Lettres , que l'autorité du Conseil n'est pas propre au Conseil , & qu'elle ne lui est communiquée que par les Syndics auxquels seuls la Constitution l'a confiée ?

Si ce système aussi bizarre que funeste étoit celui de nos loix , n'y seroit-il pas clairement établi comme une maxime fondamentale ? Si elles avoient entendu subordonner le Conseil aux Syndics , auroient-elles confié directement l'autorité au Conseil sans faire mention des Syndics ? Nos Législateurs auroient-ils prescrit au premier Syndic de *faire exécuter ce qui aura été ordonné* par le Conseil , s'ils eussent voulu que les Syndics lui donnassent leurs ordres ?

L'Edit de 1713 , le plus détaillé de nos Edits sur la légalité des Tribunaux civils & criminels , établit que leurs membres ne sont tous que de simples Juges dans le Tribunal , & qu'ils sont tous également recusables.

Cet Edit demande-t-il que dans le jugement d'un procès civil il y ait au moins en Petit Conseil un Syndic ? Non. Il exige seulement *qu'il y ait au moins neuf Juges , à moins que les parties ne consentent expressement d'être jugées par un plus petit nombre.* Cet Edit exige-t-il que pour le jugement d'un procès criminel il y ait en petit Conseil au moins un Syndic ? Non , il dit seulement *qu'il faudra qu'il y ait au moins treize Juges.* Il exige le même nombre de Juges dans les causes *matrimoniales & d'injure* ainsi qu'en matière de *gratifications* , & nulle part il n'exige qu'ils aient pour Président un Syndic.

Donc par l'Edit de 1713. il est clair , que lors que la loi des récusations exclut les quatre Syndics d'un jugement soumis au Petit Conseil , le Petit Conseil subsiste sans Syndic , & qu'il a le même pouvoir de juger des *causes civiles , matrimoniales , d'injure , criminelles , & de gratification* , que s'il étoit présidé par les quatre Syndics.

D'où il suit encore que par nôtre Constitution , l'autorité du Petit Conseil est inhérente au Petit Conseil même & non point aux Syndics ; puisque les quatre Syndics étant recusés , le Petit Conseil conserve toute l'autorité qu'il avoit sous leur présidence.

En cela nôtre législation n'a rien de singulier. Nos Législateurs ont suivi dans la composition des Tribunaux l'usage de tous les Législateurs. Le Président naturel d'un Tribunal est-il absent , malade , ou recusé ? Il est sur le champ remplacé dans ses fonctions par celui qui siégeoit après lui. Le Tribunal n'est jamais suspendu.

Qu'oppose nôtre Auteur à la récusation des Syndics si évidemment prescrite par l'Edit de 1713. & par tout le système de nos Loix ? Il oppose deux loix qui ne prouvent rien. Celle de *l'office des trois autres Syndics. Le premier Syndic absent ou malade , le second & ainsi conséquemment les autres fassent l'office d'icelui.* Sans répéter les preuves déjà alléguées que cette loi ne sauroit empêcher l'effet de la loi de 1713. qui dans les cas de l'exclusion des quatre Syndics charge le plus ancien Conseiller de la Présidence , n'est-il pas clair que cette loi ordonne bien la substitution des quatre Syndics les uns aux autres pour remplacer le premier dans son office , mais qu'elle ne dit pas un mot de la circonstance où les quatre Syndics seront absens , malades , ou recusés ? Elle ne prononce point sur ce cas-là , elle n'y est donc pas applicable. Comment conclurre du silence de cette loi sur le cas où les quatre Syndics sont recusables , qu'elle prescrit alors de faire un Syndic *ad actum* ou de rappeler un Syndic recusé ?

La seconde loi *Que les Syndics & Conseil soyent Juges &c.* dont s'autorise l'Auteur de la Réponse , établit-elle mieux la nécessité de la Présidence d'un Syndic ? N'est-ce pas la loi générale qu'il faut suivre dans les cas ordinaires , mais dont l'effet est suspendu dans le cas où la loi des récusations défend aux quatre Syndics de juger ?

Le Petit Conseil peut donc exister dans l'absence des quatre Syndics , & cela est démontré par nos loix.

Cela n'est pas moins clair par le sens commun.

Le peuple Romain se retira sur le Mont sacré ;

Quatre personnes peuvent prendre ce parti plus aisément que tout un peuple ; supposons que les quatre Sindics mécontents quittassent la Ville , comme Pierre de la Baume notre dernier Evêque la quittat ; ou si vous aimez mieux ; Supposons les avec le Lieutenant empoisonnés dans un repas. L'imprudence d'un seul domestique a souvent causé ce malheur. Croyez-vous , Monsieur , que la République fût anéantie par la mort ou la retraite de ces premiers Magistrats ? Et si alors un sophiste venoit nous dire ; il n'y a plus de Conseil , plus de Deux Cent , plus de Conseil général ; votre République est détruite ; pensez-vous que sur sa parole le premier des anciens Sindics n'osât présider au Petit Conseil , que le Petit Conseil craignit de faire la nomination des Sindics , que le Deux Cent refusât de porter la sienne au Conseil général , & que ce Conseil à son tour ne voulût pas en faire l'élection ?

Les Conseils peuvent donc exister sans Sindics ; a plus forte raison quand des loix positives défendent aux Sindics d'y présider dans un cas particulier.

Ouvrez , Monsieur , l'Edit politique (pag. 39.)
De l'office , charge , devoir , & ordre du Conseil.

Vous y lirez ces deux loix qui obligent tous les membres du Conseil. *Que quatre jours de la semaine le Conseil s'assemble en la maison de Ville , sans être appelé , sinon au son de la cloche , qui se fera incontinent après le Sermon. Le Conseil assemblé , qu'on commence par la prière à Dieu , lui demandant prudence , sagesse , & jugement , pour sagement juger des choses qui se présenteront pour être*

traitées. Et qu'au départir du Conseil on rende grâce à Dieu.

Supposons que les Conseillers assemblés, les quatre Syndics, dont un ou deux peuvent être absens par congé & les autres malades ne s'y trouvent point, que fera le Conseil ?

Il doit siéger ; car une loi claire lui ordonne sans exception *de s'assembler*, & une autre loi claire lui ordonne quand il est *assemblé*, *de juger sainement des choses qui se présenteront pour être traitées* ; & nulle loi ne lui ordonne de se séparer au cas qu'il ne trouve pas un des Syndics à sa tête.

Et pourquoi la loi ne l'ordonne-t-elle pas ? C'est qu'elle ne veut point que les affaires publiques & particulières souffrent de la maladie ou de l'absence des chefs d'un Conseil, qui étant le Conseil ordinaire & devant s'assembler quatre fois la semaine, ne doit pas dépendre de la santé de personnes âgées comme le sont souvent Messieurs les Syndics.

J'avoüerai bien que si vous exceptés des circonstances très extraordinaires comme celles que j'ai supposées, il seroit difficile d'imaginer un Conseil général qui ne fut pas présidé par les Syndics ; Cependant si l'absence des uns & la maladie des autres, les empêchoit de s'y trouver au jour fixé par l'Edit pour l'Election des Syndics ou du Lieutenant, il n'y a pas de doute que cette Election ne dût se faire ; car par cela même que la loi a ordonné que l'Election se feroit au jour qu'elle a marqué, elle a défendu de la suspendre. Il est clair que dans ce cas la loi particulière a dérogé à la règle générale : Le Législateur a jugé que

dans l'absence des Sindics qui ne peut arriver que très rarement , l'ordre général & l'activité du gouvernement ne devoit pas être arrêtée , & que les anciens Sindics conjointement avec les Conseillers devoient prendre en main l'administration des affaires journalières de la République.

Une expérience de deux siècles a prouvé à cet égard la sagesse de nos ancêtres , & de nos loix. Et en cela nos pères n'ont fait que se conformer aux loix & à la sagesse de toutes les nations. Où est le peuple qui ait fait dépendre l'existence de sa constitution de l'existence , ou simplement de la santé de deux ou trois de ses Magistrats ? Quand à Rome une maladie suspendoit pour peu de tems les fonctions des Consuls , le Sénat étoit-il anéanti par l'absence de ses chefs ?

LETTRE XXIX.

Avant que d'aller plus loin , vous voulez Monsieur bien constater si l'auteur de la Réponse a réellement adopté ce système , qui conservant les formes extérieures de nôtre Gouvernement , attaque essentiellement sa Constitution , en réduisant presque tout à l'autorité des Sindics & du Conseil général.

Vous pensez qu'il faut bien se garder de rien prêter là dessus à cet auteur , parce que vous savez qu'avant la Médiation , ce même système étoit en scandale à nos Concitoyens ; & que parfaitement instruit de tout ce qui se passat dans ce tems-là , vous êtes bien sûr qu'un ouvrage fait pour établir ce système auroit paru révoltant.

Ecoutez , Monsieur , l'auteur lui - même ; Je ne ferai que rassembler les sentimens & les principes répandus dans sa Réponse aux Lettres. *Dans nôtre Gouvernement le Peuple nomme ses Ministres. (pag. 117.) Tels sont le Lieutenant & les auditeurs. Tel est le Trésorier. Tel le Procureur général. (pag. 118.) Tels enfin Messieurs les Syndics. Le peuple de Genève ne doit reconnoître pour ses Ministres que ces Magistrats , aux quels seuls il a confié la puissance exécutive (pag. 119.) Les Syndics étant les Chefs du Conseil , on ne peut pas plus concevoir un Conseil sans Syndic qu'un corps humain sans tête (pag. 127.) Le petit Conseil est réduit à l'inaction quand ses Chefs sont absens. C'est des Syndics que tous les Conseils tirent leur autorité , & sans eux ils ne font rien. (pag. 128.) Personne ne peut prendre dans un Conseil la place de Président sans se rendre coupable du crime de Lèze Majesté. (pag. 129.) Les Conseillers d'Etat , n'ont reçu aucune autorité , aucune puissance quelconque (pag. 130.) Ce système est puisé dans des titres des 14 & 15^{me}. siècles , dans les franchises d'Ademarus Fabri , dans un acte de 1420. (pag. 145.) Les Conseillers sont dépendans des Syndics. Il n'est pas difficile de s'en convaincre , en fouillant dans les actes qui établissent le fondement de nôtre Constitution. (pag. 154.) Les Conseillers sont proprement les Conseillers des Syndics , de là dérive l'obéissance entière qu'ils leur doivent. (pag. 158.) De-là tant de choses qui se trouvent dans nos Edits qu'il seroit trop long de rapporter , & qui marquent que sans les Syndics , les Conseils ne font rien du tout. (pag. 159.) Ceci est un Axiome.*

IL N'Y A D'AUTORITÉ DANS LE GOUVERNEMENT QUE CELLE QUE LE CONSEIL GÉNÉRAL CONFIE A SES PRINCIPAUX MAGISTRATS. (pag. 160.) *L'autorité du Conseil n'émane pas de l'Edit , elle émane par conséquent des Sindics (pag. 170.) Les Sindics opinent les derniers dans les Conseils & dans les Tribunaux , parce qu'ils attendent d'avoir l'avis de leurs Conseillers pour se déterminer ; parce que c'est à eux à résumer les avis des Préopinans , & à faire tomber toute proposition contraire à l'Edit que les Seigneurs Sindics ont juré au Peuple de faire observer. (pag. 173.) Les Sindics prêtent leur Serment dans l'Eglise & entre les mains du Conseil souverain (pag. 184.) Ils jurent de maintenir & défendre de tout leur pouvoir , la liberté , Edits , & les droits de la Ville , d'exercer bonne & droite justice , rendans à chacun ce qui lui appartient ; soutenant les bons & punissant les mauvais sans haine ni faveur. Mais les Conseillers jurent seulement de donner bon & fidèle Conseil sur ce qu'ils seront requis , de prononcer en tout droit & équité ce qu'il leur semblera , sans faveur ni haine des parties. Comment les Sindics pourront-ils maintenir & défendre les droits du Peuple dans des Conseils où ils n'assisteront pas ? Quel compte lui rendront-ils de la manière dont la Justice aura été exercée , s'ils n'ont eu aucune part à l'instruction des Procès criminels les plus importans ? (pag. 185.) Les Sindics sont les seuls à qui le Souverain ait confié la direction & le Gouvernement de l'Etat. (pag. 189.) Quand les Représentations ont pour objet des propositions tendantes à quelques changemens pour l'u-*

tilité publique, Messieurs les Syndics sont obligés de les porter au Conseil, qui a le droit de les approuver ou rejeter. Mais s'il s'agit de plaintes au sujet de quelques infractions à la loi, ils peuvent & doivent en ordonner le redressement, parce que l'exécution du serment qu'ils ont prêté au Peuple de maintenir & défendre les loix, ne sauroit dépendre de la volonté du Petit Conseil, qui n'a pas l'autorité de les dispenser de l'exécution de leur serment. Que si, comme dans le cas des Représentations qui nous occupent, ce Conseil refusant d'y satisfaire en ce qui le concerne, la question doit être traitée & approuvée pour être portée au Conseil supérieur, & que le Petit Conseil ne veuille pas l'approuver; alors Messieurs les Syndics, suivant la pratique de divers de leurs devanciers, sont obligés de protester contre cette résolution & d'en rendre compte au premier Conseil général, lequel étant au-dessus de tous les Conseils, peut seul pourvoir d'une manière efficace à ce cas que la loi n'a pas prévu. Les Citoyens & Bourgeois sont déterminés à ne plus recevoir de réponses des Conseils sur celles de leurs Représentations, qu'il n'aient pour objets que des plaintes & le redressement de quelque grief; leur suffisant de requérir de Messieurs les Syndics l'observation des loix, & ne voulant pas la faire dépendre de la volonté du Conseil. (p. 301. 302.)

Voilà, Monsieur, le système complet de l'auteur de la Réponse. Je ne l'attaquerai point maintenant en faisant voir combien il est dangereux en lui-même, & fatal à la véritable liberté. Je me bornerai à faire voir qu'il est diamétralement opposé à nos Edits & à notre constitution; Il n'en

faut pas davantage pour que les Citoyens qui jurent de les observer & garder , & de ne faire ne souffrir être faites aucunes pratiques , machinations ou entreprises contre les Edits & statuts de la République. (Edit. Polit. pag. 62. 63.) rejettent au loin un système qui est la destruction totale de nôtre constitution.

L E T T R E X X X.

Commençons d'abord , Monsieur , par l'examen de cet axiome écrit en si gros caractères (pag. 160. de la Rep. aux Lett.)

18. *Sophisme.* » Axiome. » Il n'y a d'autorité » dans le Gouvernement que celle que le Conseil » général confie à ses principaux Magistrats.

Un axiome est ordinairement une proposition qu'on ne prouve point parce qu'elle est si évidente qu'on n'a pas besoin de la prouver. L'axiome de nôtre auteur est d'un autre genre ; c'est une proposition qu'on ne prouve point & qu'on ne peut prouver , parce qu'elle est évidemment fautive.

Car il est évident qu'il y a deux sortes d'autorité dans nôtre constitution ; Celle qui est confiée par le Conseil général aux principaux Magistrats qu'il élit lui-même , & celle que le même Conseil général en vertu de ses loix confie à divers corps de l'Etat. Ces deux autorités sont également respectables , puisqu'elle coulent de la même source.

On peut même dire qu'il n'y a d'autorité dans le Gouvernement que celle qui dérive des loix ; puisque l'autorité des Magistrats que le Conseil gé-

néral élit lui-même est réglée par ses loix , & que si les loix ne l'avoient pas déterminée , on ne feroit quelle autorité auroient ces Magistrats.

Ainsi le pouvoir que les loix ont confié aux Corps de l'Etat dont le Conseil général n'a pas voulu élire les Membres , n'est pas moins respectable que le pouvoir des Magistrats dont il s'est réservé l'Élection ; puisque ce pouvoir des Corps est l'ouvrage de la loi , c'est-à-dire du Conseil général.

Il ne s'agit donc que de savoir si la loi a effectivement attribué des pouvoirs aux différens Corps de l'Etat qui composent le Gouvernement , & pour cela il ne faut qu'ouvrir l'Edit. *Tous les différens ordres qui composent le Gouvernement de Genève , savoir les quatre Syndics , le Conseil des vingt-cinq , le Conseil des soixante , le Conseil des Deux Cent , & le Conseil général , conserveront chacun leurs droits & attributions particulières En sorte que l'un des susdits ordres ne pourra donner atteinte , ni rien enfreindre au préjudice des Droits & attributions de l'autre.* (Régl. de la Méd. §. 1.) Ces corps composent le Gouvernement , donc ils ont de l'autorité , car gouverner c'est avoir de l'autorité. Cette autorité est-elle , selon l'axiome de l'auteur de la Réponse , celle que le Conseil général confie à ses principaux Magistrats ? Non , c'est celle que l'Edit de 1738 attribue & garantit aux différens ordres de l'Etat , aux Corps eux-mêmes.

L'axiome de l'auteur est donc la violation manifeste de la première loi du règlement de la Médiation ; On le défie de nous montrer dans un
seul

seul endroit de nos Edits , qu'il n'y a d'autorité dans le gouvernement , que celle que le Conseil général confie à ses principaux Magistrats ; Et si ce principe qu'il a inventé , non seulement n'est appuyé sur aucune loi , mais encore est détruit par nôtre Loi fondamentale , pourquoi affirme-t-il sans autre preuve que sa confiance à affirmer , » Dans notre gouvernement , le peuple » nomme ses Ministres. (pag. 117.) Tels sont » le Lieutenant & les Auditeurs. Tel est le Trésorier. Tel le Procureur général. (pag. 118.) » Tels enfin Messieurs les Sindics. Le peuple de » Genève ne doit reconnoître pour ses Ministres » que ces Magistrats auxquels seuls il a confié » la puissance exécutive. (pag. 119.) Si dans tout l'Edit il n'y a pas un seul mot qui insinue que le Peuple de Genève ne doit reconnoître pour ses Ministres , que les seuls Magistrats que l'auteur vient de nommer , comment ose-t-il contredire l'édit , où les Magistrats sont *les Seigneurs du Petit Conseil*. Où le Petit Conseil est appelé *La Seigneurie*. (Ord. Eccl. §. 88. 59.)

19e. *Sophisme*. „ Les Sindics étant les chefs du » Conseil, on ne peut pas plus concevoir un Conseil » sans Sindic , qu'un corps humain sans tête.

L'auteur regarde comme un monstre sans tête un Conseil qui ne ressemble pas au Conseil qu'il a dans sa tête ; c'est forger des monstres pour les combattre. Un Roi est le chef de son Conseil & cependant son Conseil délibère & délibère en son nom quoique souvent le Roi n'y assiste pas ; Un Parlement dans l'absence du premier Président , Les Sénats de Zurich & de Berne siègeans

sans le Bourgue-Maître ou l'Avoyer ne sont point des corps sans tête, mais des corps présidés par une autre tête : Ce qui seroit monstrueux, comme vous l'avez vû, Monsieur, c'est que l'activité des Corps & leur existence légale dépendissent de la présence de leurs chefs.

20^e. *Sophisme.* „ Les Conseillers d'Etat n'ont „ reçu aucune autorité, aucune puissance quel- „ conque (pag. 130.)

De ce que chaque Conseiller pris séparément n'a pas reçu une autorité & une puissance déterminée, suit-il que l'assemblée des Conseillers, le Conseil, n'ait ni autorité ni puissance ? Si je disois, Les Citoyens n'ont aucune autorité, aucune puissance ; Donc le Conseil général n'a ni puissance ni autorité, cela seroit-il bien concluant ? Chaque Conseiller d'Etat n'a pas sans doute le droit des jugemens criminels ; vous le croyez pourtant acquis au Conseil ; Et si vous voulez bien, Monsieur, reprendre l'énumération des pouvoirs que l'Edit lui attribue, vous verrez que le Conseil a ces pouvoirs quoique chaque Conseiller ne les ait pas.

21^e. *Sophisme.* „ Ce système est puisé dans „ des titres des 14. & 15^e. Siècles, dans les „ Franchises d'Ademarus Fabri, dans un acte „ de 1420. (pag. 145.)

En vérité ce n'est pas raisonner ; Les franchises de 1387. & l'acte de 1420. conféroient aux Syndics un plein pouvoir général ; donc aujourd'hui les Syndics doivent avoir le même pouvoir qu'ils avoient alors ; oui, si effectivement nos loix leur ont conservé ce pouvoir, mais si elles l'ont

retiré, direz-vous qu'il subsiste ? En 1387 & en 1420 on a confié un plein pouvoir aux Sindics pour une année, cela est vrai ; mais il est vrai aussi que ce plein pouvoir n'a plus eu d'effet dès que l'on a cessé de le renouveler ; & si, comme on ne peut le nier, dès 1420 on n'a plus accordé aux Sindics de tels pleins pouvoirs, si dès l'année 1457. le Conseil général a remis ses pouvoirs & sa confiance aux Conseils & non pas aux Sindics, prétendra-t-on que lié par les franchises & par l'acte de 1420, il n'en étoit pas le maître ? Et-soutiendra-t-on encore que les loix antérieures abrogent les loix postérieures ?

22^e. *Sophisme.* „ Les Conseillers sont dépendans des Sindics. Il n'est pas difficile de s'en convaincre, en fouillant dans les actes qui établissent le fondement de nôtre constitution. „ (pag. 154.)

C'est la maladie de l'auteur de vouloir chercher le fondement de nôtre constitution dans des actes qui prouvent que nous n'en avons point ; les Conseillers *ont été dépendans des Sindics*, cela est incontestable par les anciens actes dont il parle. Mais le Conseil général trouvant cette dépendance nuisible à l'Etat, l'a abolie par ses Edits ; Cependant fondé sur les franchises & l'acte de 1420, notre auteur veut la faire revivre malgré l'Edit ; car par le serment porté dans l'Edit, chaque Conseiller doit voter contre l'avis des Sindics s'il croit les Sindics dans l'erreur ; un Conseiller jure *de conserver & entretenir le bien, honneur & utilité de la Ville, & de n'y préjudicier nullement pour faveur ou amitié d'aucun ou autre considération char-*

nelle quelconque. (Edit Polit. pag. 11. 12.) Il n'est donc pas vrai que „ les Conseillers soient propre-
 „ ment les Conseillers des Sindics , & que de - là
 „ dérive l'obéissance entière qu'ils leur doivent.
 (pag. 158.) Dans quel endroit l'Edit leur donne-
 t-il cette qualification ? Ils jurent *fidélie à la Ville*,
 (pag. 12.) Ils ne la jurent pas aux Sindics.

23^e. *Sophisme.* » De - là tant d'autres choses
 » qui se trouvent dans nos Edits , qu'il seroit trop
 » long de rapporter , & qui marquent que sans
 » les Sindics , les Conseils ne sont rien du tout.
 » (pag. 159.)

Ce n'est pas parce qu'il seroit trop long de rapporter ces *autres choses* que l'auteur ne les rapporte pas , mais parce que cela seroit trop court , parce qu'il n'y a pas un mot dans l'Edit de ces *autres choses* qui prouvent que sans les Sindics les Conseils ne sont rien ; C'est parce que l'Edit est plein de *choses* qui détruisent ces affirmations de l'auteur , dans lesquelles il voudroit suppléer par le ton décisif aux preuves qui lui manquent ; car par exemple , lorsque dans le cas des récusations l'Edit statue que pour juger en matière civile , il faut qu'il y ait au moins en Petit Conseil *neuf Juges* , & qu'en affaires *criminelles ou causes d'injure , matrimoniales* , ou pour *gratification* il y en ait au moins *treize* , (Ed. Civ. Tit. 1. §. 36.) il est clair que puis que les Sindics sont Juges , l'Edit suppose qu'ils peuvent être recusés ; Et il est clair encore que puisque les Conseillers sont Juges , l'Edit statue que s'il en reste neuf qui ne soient pas recusables , ces neuf ou treize Conseillers devront juger : Je conclus de là que selon nos Edits , les

Conseils sans Sindics sont pourtant quelque chose ; parce qu'enfin on ne sauroit dire que le pouvoir des Juges en *causes matrimoniales & d'injure ; en affaires civiles , criminelles , & de gratification* , ne soit rien ?

24^e. *Sophisme.* „ L'autorité du Conseil n'émane
„ ne pas de l'Edit, elle émane par conséquent des
„ Sindics (pag. 170.)

L'auteur croit toujours que pourvû qu'il affirme il prouve , & que s'il affirme fortement il prouvera contre la loi même ; Reprenez , je vous prie , Monsieur , ma 27^{ème}. lettre où j'ai numérotés les differens pouvoirs que l'Edit attribue directement au Conseil & nullement aux Sindics ; Puis donc que l'Edit ne dit nulle part , quand les Conseils se trouveront sans Sindics ils seront sans autorité , ce qui dans le système de l'auteur auroit été fort aisé & fort nécessaire à dire ; & que d'un autre coté l'Edit confère directement des pouvoirs au Conseil , & enjoint au premier Sindic de faire exécuter ce que le Conseil aura ordonné , je suis fondé à dire que l'autorité du Conseil émane directement de l'Edit.

25^e. *Sophisme.* „ Les Sindics opinent les der-
„ niers dans les Conseils & dans les Tribunaux ,
„ parce qu'ils attendent d'avoir l'avis de leurs
„ Conseillers pour se déterminer (p. 184.)

En lisant ceci , il n'y a point d'étranger qui ne crût qu'en vertu de quelque loi ou de quelque usage bien constant , lors que tous les membres des Conseils ont donné leur avis , les Sindics forment ensuite entr'eux , à leur gré , la décision du Conseil , ou le Jugement du Tribunal ; & cet

étranger en conclurroit que nôtre liberté consiste à nous choisir annuellement quatre maitres absolus ; Il en conclurroit encore que nos loix sont bien idiotes , puisque dans le partage des quatre Sindics , les procès civils & criminels resteroient éternellement indecis.

Mais que diroit cet étranger en aprenant que nôtre auteur dément ici hardiment l'esprit, la lettre de nos loix & l'usage immémorial ; Cet étranger voyant que l'Edit suppose (p. 77.) que tout en Conseil général doit se décider à la pluralité des suffrages , croiroit-il que si l'Edit eut voulu que dans les autres Conseils les Sindics formassent la décision , il ne l'eut pas expressément ordonné ? S'il lisoit dans (l'Art. 35. du Tit. 1^{er}. des Edits civils) que *si dans la Cour du Lieutenant ou aux premières appellations il y avoit égalité de suffrages dans le jugement de quelque procès , le partage sera levé en première instance par le premier Secrétaire , & à son défaut par le second , & aux appellations par le Secrétaire du Tribunal ; & que s'il y a égalité de suffrages par devant les Juges & commis aux visites des immeubles , les dits Juges donneront leur verbal contenant les raisons de part & d'autre , pour le différent être porté & jugé dans le Tribunal supérieur & le partage être ainsi levé.* Si en lisant cette loi , cet étranger aprenoit que l'Edit apelle un Sindic à présider au Tribunal des appellations , & que cependant en cas d'égalité de suffrages , plutôt que d'accorder au Sindic une voix prépondérante , ce même Edit ordonne que le Secrétaire qui dans les jugemens n'a pas droit de voter , lèvera dans ce cas le partage , ne croiroit-

il pas que l'auteur qui affirme que c'est aux Syndics à former les décisions des Tribunaux n'a jamais ouverts nos Edits : Si on mettoit sous les yeux cette autre disposition de l'Edit (p. 65. Art. 4.) *On ne subrogera pas à la place de celui qui pourroit avoir été omis par le grabeau , celui qui avoit après lui le plus de voix &c.* l'étonnement de cet étranger ne diminueroit pas. Si on lui montrait cet article concernant les Conseillers (p. 42.) *Que nul ne soit censuré , d'aucun cas qui n'ait été advisé par la plus grand' part du Conseil* , il ne se persuaderoit pas sans doute que l'Edit eut défendu une simple censure qui n'auroit pas passé à la pluralité des suffrages , pour permettre aux Syndics de faire couper le col à un Conseiller contre la pluralité des voix ; Enfin si on prioit cet étranger de peser ces paroles de l'Edit sur le recours au Deux Cent des jugemens criminels rendus par le Conseil , *pour là être advisé par le Conseil (le Deux Cent) si le cas méritera grace , ou bien s'il modérera la peine de la sentence du Petit Conseil , ou se tiendra à icelle.* (pag. 45.) imagineroit-il que ces paroles signifiaient , la Sentence rendue par les Syndics contre l'avis du Conseil & la Grace faite par les Syndics contre celui du Deux Cent.

26^e. *Sophisme.* , Les Syndics opinent les derniers dans les Conseils , parce que c'est à eux , à résumer les avis des préopinans , & à faire tomber toute proposition contraire à l'Edit que les Seigneurs Syndics ont juré au peuple de faire observer. (pag. 173.)

Voici une autre preuve que l'auteur aime mieux faire des Edits que de lire des nôtres ; *Que nul*

n'ait à proposer de soi-même , mais que celui qui aura à dire quelque chose , en avertisse le premier Syndic , afin qu'icelui le propose. (Edit pol. p. 40.)

Une proposition contraire à l'Edit ne peut donc être portée à l'examen des Conseils malgré les Syndics , puisque le premier Syndic est maître de ne pas l'y porter. C'est donc une supposition absurde que d'imaginer que si les Syndics opinent les derniers , c'est pour faire tomber les propositions contraires à l'Edit ; Ils auroient trop influé dans les délibérations , si avec le droit d'en proposer les objets & d'en régler l'ordre , ils avoient encore opiné les premiers. Et c'est pour balancer cette influence déjà très considérable , qu'ils ne donnent leur avis que lorsque tous les autres membres ont voté.

27^e. *Sophisme.* „ Les Syndics prêtent leur ser-
 „ ment dans l'Eglise & entre les mains du Con-
 „ seil Souverain. (p. 184.) Ils jurent *de mainte-*
 „ *nir & défendre de tout leur pouvoir , la Liber-*
 „ *té , Edits , & les Droits de la Ville , d'exer-*
 „ *cer bonne & droite justice , rendans à chacun ce*
 „ *qui lui appartient , soutenant les bons & punif-*
 „ *sans les mauvais , sans haine ni faveur.* Mais
 „ les Conseillers jurent seulement , *de donner bon*
 „ *& fidèle Conseil sur ce qu'il sera requis , de pro-*
 „ *noncer en tout droit & équité , ce qu'il leur sem-*
 „ *blera , sans faveur ni haine des parties.* Com-
 „ ment les Syndics pourront-ils maintenir & dé-
 „ fendre les droits du Peuple , dans des Conseils
 „ où ils n'assisteront pas ? Quel compte lui ren-
 „ dront-ils de la manière dont la justice aura
 „ été exercée , s'ils n'ont eu aucune part à l'inf-

,, truction des procès criminels les plus importants ? (pag. 185.)

Vous pouvez voir , Monsieur , dans la réponse aux Lettres , (p. 183. 184.) une longue description de la manière dont les Syndics prêtent le serment dans l'Eglise & en Conseil général , d'où l'auteur conclut que la fonction des Syndics est bien supérieure & bien plus importante que celle des Conseillers.

L'auteur de la Réponse qui aime tant remonter aux anciens titres , auroit pû consulter l'Edit de 1543. il y auroit vû , que dans un tems où les Syndics avoient un plus grand pouvoir qu'aujourd'hui , sur-tout dans les affaires criminelles , ils prêtoient non dans l'Eglise , mais à la maison de Ville , non entre les mains du Peuple , mais dans celles des anciens Syndics , le même serment qu'ils prêtent encore , & que celui des Conseillers étoit bien plus solennel , puisqu'il se prêtoit en Conseil ou en Deux Cent. *Que l'élection faite & confirmée par le Peuple , les quatre élus viennent en la maison de Ville , faire serment entre les mains des quatre anciens , pour être mis en possession de l'office.* (Edit de 1543.) *de l'élection des seigneurs Syndics.* L'auteur voudroit-il , qu'en raisonnant comme lui , on en conclut que leur serment étoit bien inférieur à celui des Conseillers , & qu'on le comparât au serment d'un Maçon ou d'une Fripière ?

Celui des Syndics ne leur confère point toute l'autorité que notre auteur voudroit en déduire.

Immédiatement après ce qui regarde la Religion , ils promettent de *s'acquitter fidèlement du devoir de leur office.* L'auteur de la Réponse qui

reproche à l'anonyme de *supprimer hardiment* ce qu'il étoit inutile de rapporter , néglige sans doute sans intention ce premier article du serment des Sindics. S'il ne l'eut pas oublié , il auroit vû que cet article quadroit mal avec l'opposition qu'il a faite , (pag. 130.) de la *puissance* des Sindics avec le *devoir* du Conseil. Il auroit remarqué qu'il en résulteroit clairement que si le Conseil a ses devoirs , les Sindics ont aussi les leurs.

Ils promettent de *maintenir & défendre de tout leur pouvoir la liberté , Edits & les droits de la Ville , de bien administrer ce qu'ils auront entre mains.*

Il est singulier de convertir un engagement en pouvoir ; ils doivent maintenir de tout leur pouvoir la *Liberté , Edits & Droits de la Ville ;* Qui en doute , mais qui doute aussi qu'ils doivent les maintenir avec le pouvoir qu'ils ont , & non avec le pouvoir qu'ils n'ont pas ?

Non-seulement les Sindics , mais tous les membres des Conseils , tous les Bourgeois sont sous ce même serment. Ils ont tous juré de *garder les libertés , franchises , us , coutumes , Edits , statuts & ordonnances de la Cité , de ne faire ne souffrir être faites aucunes pratiques , machinations ou entreprises contre la République , libertés , Edits & statuts d'icelle.* (Edit polit. pag. 62. 63.)

Les Sindics jurent encore , *d'exercer bonne & droite justice , rendans à un chacun ce qui lui appartient , soutenant les bons & punissant les mauvais , sans haine ni faveur.*

Nous avons vû qu'anciennement les Sindics étoient spécialement chargés des affaires criminelles ; que par l'Edit de 1543. ils prononçoient

eux-mêmes les sentences , & qu'elles se minutoient en leur nom ; il falloit donc bien qu'ils jurassent alors *d'exercer bonne & droite justice &c.*

Mais en 1568. le Conseil général ôta aux Sindics cette charge spéciale des affaires criminelles pour la transporter au Conseil ; En 1713. il déterminâ plus précisément encore , que treize Juges en Petit Conseil , (qui pouvoient n'être que de simples Conseillers ,) suffiroient en ce cas pour juger ; cependant on laissa subsister la partie du serment qui étoit relative aux Jugemens criminels telle qu'elle étoit dans l'Edit de 1543 ; parce que les Sindics y promettent seulement *d'exercer bonne & droite justice , de soutenir les bons & punir les mauvais* ; Mais quand y sont-ils obligés ? Il y a apparence que c'est quand la loi leur permet de juger , & non pas lorsqu'elle le leur défend.

Ainsi les Sindics n'ont aucun compte à rendre de la manière dont la justice a été exercée dans ces cas rares de procès criminels auxquels la loi ne leur permet point d'assister.

Mais comme il n'y a point de loi qui recuse les Sindics pour les affaires d'Etat , ils doivent alors assister & par conséquent présider dans les Conseils ; Ils doivent *maintenir & défendre la liberté , Edits & droits de la Ville* conjointement avec les Conseillers , liés par un serment semblable à celui des Sindics , & même dans leur simple qualité de Citoyens.

L'auteur de la Réponse nous dit encore ; » mais » les Conseillers jurent seulement *de donner bon* » *& fidèle conseil sur ce qu'il sera requis , de pro-* » *noncer en tout droit & équité ce qu'il leur sem-*

» blera, sans faveur ni haine des parties.

Il faut que l'auteur ait un vice singulier dans la mémoire ; elle ne lui retrace jamais ce qu'il y a dans nos Edits de contraire à son systême. Il n'a pû sans doute se rappeler que dans l'Edit, le serment des Conseillers renferme bien d'autres engagements ; Ils promettent (Edit polit. pag. 11.) de *maintenir l'honneur & la gloire de Dieu. . . . de conserver & entretenir le bien, honneur & utilité de la Ville de ne solliciter quelqu'un de la Justice pour faire contre son devoir, mais au contraire de rompre & empêcher de tout leur pouvoir telles entreprises* C'est un systême très bien lié que celui de notre auteur. Pour affranchir les Sindics des devoirs des Conseillers, vous avez vû, Monsieur, qu'il vouloit rayer du serment des Sindics la particule & qui les y foumet ; il voudroit effacer ensuite une partie du serment des Conseillers pour les foumettre aux Sindics.

28^e. *Sophisme.* » Les Sindics sont les seuls à qui le Souverain ait confié *la direction & le Gouvernement de l'Etat.* (pag. 189.)

On ne trouvera nulle part dans l'Edit que les Sindics sont les seuls à qui le Souverain ait confié la direction & le Gouvernement de l'Etat. L'Edit n'a point renversé la Constitution qu'il a établie ; Il est vrai que dans un endroit où il n'est point question de régler le pouvoir des Sindics, mais seulement de savoir à qui les Citoyens & Bourgeois devront adresser leurs Représentations, l'Edit de 1707. (p. 75.) porte, que chacun peut *remettre sa proposition par écrit à Messieurs les Sindics, qui ont la direction & le Gouvernement de l'Etat, ce*

qui ne peut signifier autre chose si ce n'est que Messieurs les Syndics sont à la tête du Gouvernement , & qu'ils en ont cette portion qui consiste dans le pouvoir provisionnel , & qui concerne la Police. En effet quand le 1^{er}. article du Règlement de la Médiation parle des *différens ordres qui composent le Gouvernement de Genève* , entend-il que les Syndics ont seuls le Gouvernement de l'Etat ? Quand l'ordonnance Ecclésiastique (§. 15.) parle du *Gouvernement de la Seigneurie* , entend-elle que les Syndics ont seuls la direction & le Gouvernement de l'Etat ? Si l'auteur de la Réponse vouloit bien lire nos Edits , il y verroit (p. 2. de l'Edit. Polit.) ce qu'est ce Gouvernement attribué aux Syndics ; c'est de *conduire & gouverner le Peuple en bonne police*.

Si cet auteur vouloit bien encore lire l'article de l'Edit de 1707. sur lequel il se fonde , il y verroit de même la supériorité du Petit Conseil sur les Syndics très-évidemment supposée. Il y trouveroit quand il y est question du Conseil , *Messieurs du Petit-Conseil* , & quand il y est parlé des Syndics *Messieurs les Syndics* ; Il y trouveroit même ces expressions répétées ; Il avoueroit que bien loin d'attribuer aux Syndics seuls la direction & le Gouvernement de l'Etat , cet Edit a subordonné les Syndics au Conseil ; Il y trouveroit la confirmation de cette remarque que nous avons eu occasion de faire , que le mot de *Messieurs* , ou de *Mes dits très-honorés Seigneurs* dans les sentences criminelles , ne signifie point *Messieurs les Syndics* , mais *Messieurs du Petit Conseil*.

29^e. *Sophisme.* „ Quand les Représentations ont

„ pour objet des propositions tendantes à quel-
 „ ques changemens pour l'utilité publique , Mes-
 „ sieurs les Syndics sont obligés de les porter au
 „ Conseil, qui a le droit de les approuver ou
 „ rejeter. Mais s'il s'agit de plaintes au sujet de
 „ quelque infraction à la loi , ils peuvent & doi-
 „ vent en ordonner le redressement , parce que
 „ l'exécution du serment qu'ils ont prêté au Peu-
 „ ple de *maintenir & défendre les loix* , ne l'au-
 „ roit dépendre de la volonté du Petit Conseil , qui
 „ n'a pas l'autorité de les dispenser de l'exécution
 „ de leur serment. (pag. 301.)

O mes Concitoyens ! avez - vous bien entendu le sens de ces funestes paroles ? de ces paroles méditées & réfléchies , que l'on a soin de faire précéder de celles-ci ; *Expliquons nous puisque l'auteur nous y invite.*

Le projet de renverser nos loix , d'anéantir les Conseils , d'immoler nôtre bonne Constitution . ce triste projet n'est plus dissimulé : Ce n'est pas ici , Monsieur , où je veux vous en développer les malheureuses conséquences : Je suivrai mon plan en vous montrant par l'Edit comment l'auteur de la Réponse aux Lettres se joit tout ouvertement de nos Edits.

„ Quand il s'agit dans les Représentations de
 „ plaintes au sujet de quelque infraction à la loi ,
 „ les Syndics peuvent & doivent en ordonner le
 „ redressement , malgré le Conseil.

N'est-ce pas-là l'entière destruction de l'art. 7. du Règlement de la Médiation , qui consacre l'Edit du 26. May 1707. sur les Représentations ?

Cet Edit permet aux Citoyens de faire des *plain-*

225, & c'est d'après cet Edit seulement que le droit naturel qu'ils en avoient est devenu un droit fondé sur la loi ; mais cet Edit ne règle-t-il pas en même tems la marche que doivent suivre les Citoyens en portant leurs plaintes ? Ne détermine-t-il pas qu'il n'y a qu'une *voie légitime & convenable*, par laquelle chacun d'entre les Citoyens puisse faire parvenir ses plaintes au Conseil ? C'est donc au Conseil que l'Edit ordonne de les adresser. Le droit d'en connoître est donc attribué par l'Edit au Conseil ; & quand malgré une loi si claire & si formelle l'auteur établit, que les Syndics doivent se retenir la connoissance de ces plaintes sans les porter au Conseil, cet auteur ne viole-t-il pas tout-à-la-fois & cette loi & la première loi du Règlement de la Médiation qui statue, que *chacun des différens ordres qui composent le Gouvernement de Genève, les quatre Syndics, le Conseil des vingt-cinq &c. conserveront leurs droits & attributions particulières*. Ne dépouille-t-il pas le Petit-Conseil d'une attribution qui lui appartient incontestablement ?

Pour cacher s'il étoit possible l'infraction qu'il fait à ces loix, l'auteur distingue les *réquisitions* des Citoyens de leurs *plaintes*, il consent que le Conseil connoisse des *propositions tendantes à quelque changement pour l'utilité publique*, c'est-à-dire, des *réquisitions* ; mais s'il s'agit de *plaintes au sujet de quelque infraction à la loi*, Messieurs les Syndics, selon lui, *peuvent & doivent en ordonner le redressement*. L'auteur fait bien que rien n'est si aisé que de changer une loi sous prétexte de la redresser, & que s'il gagnoit ce point il gagneroit

tout ; Mais on le prie de répondre & de répondre cathégoriquement ; Où prend-il cette distinction ? Est-ce dans la loi ? Voyons ; Quand l'Edit statue, *que chacun d'entre les Citoyens puisse faire ses plaintes ou ses réquisitions au Conseil*, a-t-il entendu que le Conseil prononceroit sur les *réquisitions*, & les *Sindics* sur les *plaintes* ? Quand ce même Edit répète que les remontrances du Procureur général sur *les plaintes & les réquisitions que chacun ou plusieurs Citoyens lui peuvent faire, seront examinées le plutôt possible*, a-t-il voulu que le Procureur général fit aux *Sindics* ses remontrances sur les *plaintes*, & au Conseil sur les *réquisitions* des Citoyens ?

C'est donc en exécutant *ce que le Conseil aura ordonné* sur ces plaintes, & non en s'opposant aux résolutions du Conseil, que les *Sindics* rempliront les engagements que l'Edit leur impose.

30^e. *Sophisme*. Que si le Petit Conseil ne trouvant pas une plainte des Citoyens fondée, n'en ordonne pas le redressement, & ne le porte pas au Conseil supérieur, „ alors Messieurs les *Sindics* sont obligés de protester contre cette résolution & d'en rendre compte au premier Conseil général, lequel étant au dessus de tous les Conseils, peut seul pourvoir d'une manière efficace à ce cas que la loi n'a pas prévu. (p. 302.)

Ceci n'est point fardé : L'auteur dévoile une partie des conséquences de son plan de gouvernement ; Ce seroit une assemblée bien tranquille & bien respectable qu'un Conseil Général délibérant contre les résolutions du Conseil & du Deux Cent ; Mais laissons

sons à présent ces conséquences effrayantes , & voyons dans cette proposition de l'auteur combien il y a de loix violées.

L'obligation de Mrs. les Sindics de protester contre la résolution du Conseil ne peut résulter que d'une loi & d'une loi bien positive ; car puisque le devoir de leur office & leur serment les obligent d'exécuter ces résolutions , (Ed. Polit. p.8. & 27.) il faut qu'une loi particulière les en dispense dans ce cas particulier ; Il faudroit donc citer cette loi ; mais elle n'est point dans l'Edit ; car l'Edit qui n'est pas contradictoire , ne peut d'un côté rendre le Conseil supérieur aux Sindics , & de l'autre rendre les Sindics supérieurs au Conseil ; c'est une de ces loix de la composition de nôtre auteur qui anéantit les devoirs des Sindics marqués dans le serment de leur office & de l'Edit politique (p. 27.)

Cette loi émanée du cabinet de l'auteur , ne détruit pas moins les Réglemens de la Médiation , qu'il nous assure être l'objet de son profond respect ; (Rep. aux lettr. p. 195.) Car enfin il n'ignore pas que l'article 5^e. de ce Règlement statué , *que toutes les matières qui seront portées au Conseil général , ne pourront y être proposées , que par les Sindics , Petit & Grand Conseil.* Mais si les matières doivent y être portées par les Sindics Petit & Grand Conseil , elles ne doivent donc pas être portées par les Sindics seuls ; Cette loi leur défend donc expressément de porter quoique ce soit directement au Conseil général ; La protestation dont parle l'auteur , est donc une protestation

contre nos loix les plus saintes ; Et s'il y eut jamais de protestations semblables , ce que cet Auteur infinuë sans le prouver par aucun fait , *cette pratique de divers de leurs devanciers* (Rep. aux lett. p. 203) feroit une pratique pernicieuse , & comme telle , proscrite pour jamais par la loi solennelle de 1738.

Ce que l'auteur ajoute que la protestation des Syndics faite , „ le Conseil général , lequel est au „ dessus de tous les Conseils , pourvoira d'une „ manière efficace à ce que la loi n'a pas prévu , achève le renversement de nôtre constitution.

Le Conseil Général est sans doute au dessus de tous les Conseils ; mais il n'est pas au dessus des loix tant que ces loix ne sont pas changées ; C'est la loi fondamentale de la République , qu'on ne peut y faire aucun changement , que du consentement successif de tous les Conseils. *Il n'est permis ni loisible à personne quelconque d'y contrevenir soit en y adjoustant ou diminuant , sinon qu'il ait esté au préalable proposé & conclu par le Petit , Grand & Conseil général de ceste Cité , suivant l'ordre de nos autres Edits.* (Ordon. Eccl. page 168.) Cette loi a été confirmée à la tête du Règlement de la Médiation , c'est sur cette base que ce règlement repose ; *Tous les différens ordres qui composent le gouvernement de Genève , sçavoir les quatre Syndics , le Conseil des vingt-cinq , le Conseil des soixante , le Conseil des deux cent , & le Conseil général conserveront chacun leurs droits & attributions particulières* *ensorte que l'un des susdits ordres ne pourra donner atteinte , ni rien enfreindre au préjudice des droits & attributs de l'au-*

re. (§. 1.) Ainsi quoique supérieur aux autres Conseils , le Conseil général ne peut reprendre les droits du Deux Cent & du Petit Conseil qu'autant que ces deux Corps lui proposeroient de les reprendre ; il décide souverainement des objets qu'ils y portent , hors de là il ne peut rien résoudre ; Comment pourroit-il statuer sur une proposition des Sindics , sans l'aveu & contre l'approbation des deux Conseils ? A quoi serviroit d'avoir fixé & invariablement limité ces *droits & attributions* , si au moyen d'une protestation & sur les plaintes vraies ou fausses de quelques Citoyens , quatre personnes pouvoient lui proposer de dépouiller les autres Conseils ? Que l'auteur nous montre cette loi qui range au nombre des attributs du Conseil général , celui de *pourvoir efficacement à ces protestations* supposées de Mrs. les Sindics ? Si cette loi n'existe pas , ce droit du Conseil général ne sauroit exister , puisque ses droits sont bornés & limités aux articles spécifiés dans la loi qu'il s'est faite à lui-même. (Art. 3. de l'Edit de 1738.) Cette fausse proposition de l'auteur est donc encore le renversement de la Médiation dont elle viole tout à la fois cinq articles fondamentaux.

Il est donc bien éloigné de ce profond respect dont il se vante pour ce Règlement salutaire ; & en prêtant aux Citoyens & Bourgeois Représentans ces sentimens destructifs de nôtre Constitution , il ne manque pas moins aux égards qu'il leur doit.

Les Citoyens & Bourgeois , dit - il , » sont dé-
» terminés à ne plus recevoir de réponses des Con-

„ feils fur celles de leurs Représentations qui n'au-
 „ ront pour objet que des plaintes & le redref-
 „ semens de quelque grief, leur fuffifans de re-
 „ quérir de Mrs. les Syndics l'obfervation des loix
 „ & ne voulant pas la faire dépendre de la vo-
 „ lonté du Conseil. (p. 301.)

En attribuant ces absurdités dangereuses à ceux qui ne les ont point adoptées, l'auteur efpère leur donner plus de poids ; Mais à qui en imposera-t-il ? Personne n'ignore que dans le nombre de ceux qui se font joints aux Représentans, les uns ont adhéré à un article des Représentations, les autres à un autre article, qu'il n'y en a pas un grand nombre qui les aient embrassées dans leur entier, & qu'il n'y en a point ou presque point qui aient imaginé de ne pas adresser leurs représentations au Conseil : Les Citoyens & Bourgeois se sont lavés publiquement de cette imputation dans leurs Représentations de 7^e. Février dernier, remises en conformité de l'Edit, à Mrs. les Syndics pour les porter au Conseil.

Cette supériorité de pouvoir, que l'auteur voudroit, à quelque prix que ce fût, donner à Mrs. les Syndics sur les Conseils, paroît d'abord un entêtement inconcevable ; Il ne faut qu'ouvrir nos Edits, il ne faut que lire les premières lignes du Règlement de la Médiation, pour voir que dans l'énumération des différens Ordres qui composent nôtre Gouvernement, les Syndics ne sont nommés les premiers, que parce qu'ils composent l'Ordre qui a le moins d'autorité ; *Tous les différens ordres qui composent le Gouvernement de Genève,*

savoir les quatre Sindics , le Conseil des vingt-cinq , le Conseil des Soixante , le Conseil des Deux Cent , & le Conseil général conserveront &c. Dans cette échelle des différens Ordres qui composent nôtre Gouvernement , la gradation va évidemment du moindre pouvoir au plus grand pouvoir ; à moins , qu'en matière d'autorité , l'auteur ne prétende que le Conseil général est celui des Conseils qui en a le moins ; Mais cette supériorité des Sindics étoit nécessaire à l'établissement du Gouvernement favori de nôtre auteur , & les contradictions ne lui courent pas , quand il s'agit de nous mener à cet heureux Gouvernement qui assureroit notre liberté , en livrant nos fortunes , nôtre honneur , nos vies , que dis-je , en abandonnant la République entière à quatre Magistrats , dont l'Election tranquille & toujours exemte de brigues , y donneroit sans doute à chaque Citoyen une influence parfaitement égale.

De-là l'affectation singulière avec laquelle cet auteur cherche à ravalier les Conseillers du Petit Conseil : *Ce sont des gens , (dit-il p. 257.) que le Conseil général ne connoît pas , auxquels il n'a confié aucune autorité.*

Pourquoi blesser à ce point la vérité & la décence ? *Ce sont des gens . . .* L'auteur est sans doute un bien grand Seigneur puisque ces gens-là ne sont pas pour lui des personnes. Le Conseil Général ne les connoît pas. . . Il ne connoît pas ceux qu'il appelle dans ses Edits *les Seigneurs du Petit Conseil* , Ceux dont la place lui a paru assez importante pour fixer le nombre des personnes de même nom & famille , qui pourroient les occuper ,

& pour prescrire au Deux Cent jusqu'au jour auquel il devra en faire l'Élection : (p. 71. 74. de l'Edit de 1707.) Le Conseil général ne leur a point confié d'autorité... Vous avez vû, Monsieur, une liste peut-être imparfaite des pouvoirs attribués par le Conseil général au P. Conseil, à ce Conseil qu'il appelle *la Seigneurie*. . N'ai-je pas eu raison de vous dire que nôtre auteur trouvoit plus court de faire des loix que de s'instruire des nôtres ?

En voulez vous, Monsieur, une autre preuve & sur le même article ? Vous la trouverez (p. 309. de son Ouvrage.) Il regarde comme un abus » l'usage introduit de prendre les armes & » faire la parade aux portes de Rive & de Cornavin pour les simples Conseillers, comme pour » un Seigneur Syndic, ou pour Monsieur le Lieutenant. C'est un hommage qui n'est dû qu'à ceux » qui représentent la Seigneurie, ou qui comme » Monsieur le Lieutenant, sont élevés par le Conseil général à un degré éminent d'autorité. L'auteur fait plus ; Il proteste au nom des Citoyens représentans contre cet abus.

Cet abus si scandaleux est justement un usage spécialement approuvé par le Règlement de la Médiation : Lisez - en, Monsieur, le §. 39. Vous verrez qu'il conserve aux *Conseillers déchargés les honneurs accoutumés des Conseillers* ; Or en 1738. on prenoit les armes aux portes de Rive & de Cornavin pour les Conseillers du Petit Conseil, l'auteur voudra bien convenir du fait ; Cette parade étoit donc un de ces honneurs ac-

coutumés que l'Edit de 1738 accorde à ce titre aux Conseillers déchargés & dont par conséquent il consacre l'usage ; On ne sauroit trop inviter cet auteur à lire nos Edits , Il pourroit peut-être faire une très bonne Législation , mais il est sûr qu'il ne fait pas un mot de la nôtre.

• Ce qu'il a encore ignoré , & que cependant il auroit été à portée de savoir , c'est qu'en 1738. des Citoyens ne protestèrent pas comme lui contre cet abus , mais qu'ils demandèrent aux Médiateurs que l'usage de ces honneurs fût borné à la personne de Mrs. les Sindics & de Mr. le Lieutenant ; en sorte que non seulement l'usage contre lequel cet auteur se soulève a été conservé par le Règlement de la Médiation , mais qu'il l'a été en connoissance de cause.

Ainsi cet Auteur qui ne doute jamais , qui ne prononce que des décisions sans appel , qui prête de méchantes intentions , qui fulmine ses anathèmes contre quiconque a l'insolence de n'être pas de son avis , cet Auteur dans les petites choses comme dans les grandes , ignore sur nos loix , ou affecte d'ignorer ce que les Etrangers en savent ; Vous m'avez paru étonné qu'au mépris de la loi fondamentale de l'Etat rappelée & confirmée dans le premier article du Règlement de la Médiation ; sans respect pour cette foule de loix particulières qui l'accablent sous le poids de leur témoignage , il ait espéré en conservant quelques formes extérieures de notre Gouvernement , d'en détruire l'essence & de le réduire aux quatre Sindics & au Conseil général ; Vous ne revenez point de votre

surprise qu'on ait pû rassembler en si peu de pages tant de raisonnemens & si peu de raison. L'entreprise est mieux conduite que vous ne pensez, & la tâche de cet auteur n'étoit pas facile : Il renversoit nôtre Constitution, * & il falloit avoir l'air de la rétablir. Il détruisoit nôtre liberté, & il vouloit en paroître le plus zélé défenseur. C'est sous les apparences les plus respectables qu'il essaye d'introduire les changemens les plus funestes. Suivez le dans sa marche si vous voulez vous convaincre de son adresse. Les plus mauvaises raisons sont celles qu'il débite avec le plus d'emphase. Est-il embarrassé ? C'est alors qu'il prend le ton dogmatique. Ne fait-il plus que dire ? Il invoque la Patrie & la liberté. *Citoyens... Fuyez ces malheureuses contrées... Le cœur me saigne... Quoi je*

* On peut voir (pag. 108. & suiv. de cet ouvrage) le système de Gouvernement qu'établit cet auteur ; J'en ai rassemblés les membres épars. On voit clairement qu'il ne reconnoit d'autorité que dans les quatre Sindics & le Conseil Général ; Que les Conseils des Vingt-cinq & des Deux-cent ne sont selon lui que les Conseils des Sindics ; Que les Sindics ont droit de s'opposer aux résolutions des Conseils, sous le prétexte de s'opposer aux résolutions contraires aux loix ; Car selon lui encore, c'est aux Sindics à juger de ce qui est conforme ou contraire aux loix, & cela en toute sorte d'affaires, civiles, politiques, criminelles &c. &c. Cependant cet auteur qui prêche ouvertement ce monstrueux système, ne cesse de vanter son attachement à nos loix, son amour pour nôtre constitution, & son profond respect pour le Règlement de la Médiation ; Et bien des gens qui n'examinent pas, croient bonnement qu'il est attaché aux Loix, à la Constitution, & au Règlement de la Médiation,

ne pourrai vivre dans ma chère Patrie , & être libre. . . (p. 85. & 86.) C'est avec ces lieux communs qu'il prétend entraîner ceux qui ne se donnent pas la peine de réfléchir & qui sont plus frappés des mots que des choses. Il ne parle que de *la Majesté du Peuple. . . de la dignité des Citoyens...* Il fait de chacun d'eux un homme d'Etat. Le dernier traité de la République eût été bien mieux fait , s'ils avoient eu le tems de le corriger. Il les enivre pour les égarer.

Pour décrier le Gouvernement & le rendre odieux , il hazarde les faits , il prodigue les imputations. Ce n'est pas des erreurs qu'il reproche au Conseil ; il l'accuse de faire taire la voix de la conscience. (1) Il le charge de sacrifier indécemment les loix à des interprétations qui n'ont pas même de couleur. (2) Il nomme les victimes prétendues de ses jugemens. (3) C'est à elles

(1) Le Petit Conseil agit rarement par ignorance ; s'il donne lieu à des griefs fondés , c'est qu'il le veut bien , (p. 211.)

(2) Et comme si les loix n'étoient que des mots vuides de sens . . . il (le Conseil) leur attribue un sens si différent de celui qui résulte de leurs termes , que tandis qu'elles disent blanc il leur fait prononcer noir. (p. 205. & 206.)

(3) Ne soyez pas étonné qu'on préconise le système de l'auteur : Il servira à couvrir d'un manteau respectable les jugemens rendus depuis l'heureuse époque de la Médiation , contre les Rousseau , les Pictet , les Du-villard. (p. 17. & 18.)

qu'il laisse le soin de prononcer sur sa douceur & sur son équité. (4) Quiconque ose combattre ses malheureux paradoxes devient criminel à ses yeux : Quiconque ose élever une voix modeste en faveur de la Constitution est dégradé par ses jugemens de la qualité de Citoyen. (5) C'est un despote que la résistance irrite , & qui traite comme rebelle aux loix quiconque ne baïsse pas la tête devant ses décisions. Il finit enfin par se peindre avec ses amis comme autant de héros de la liberté & de la vertu; (6)

(4) Laissons à Mr. Rousseau , à Mrs. Gaudi & Binet , à Mrs. Pictet & Duvillard , à Mr. Bardin , & la Dlle. Gerbel , laissons leur le soin de prononcer sur la douceur & l'équité du Gouvernement. (p. 251.)

(5) N'est-il pas bien singulier qu'un auteur qui ne voit point de milieu entre le Petit Conseil & un Juge étranger , ose se décorer de la qualité de Citoyen ? (p. 245.) Et pour faire ce reproche à l'anonyme , il lui fait dire exactement le contraire de ce qu'il a dit.

(6) En général les Citoyens dans l'inaction , sont des personnes riches , adonnées au luxe & à la mollesse , guidés par le désir de se distinguer , penseroient-ils à défendre les droits de la multitude ? Elle ne dispense ni les honneurs ni les distinctions.

Les Représentans AU CONTRAIRE pénétrés de respect pour les loix Divines & humaines , honorants leurs Magistrats par une conséquence nécessaire de leurs principes , bons Citoyens , bons Pères , bons amis , au dessus de tout reproche de la part de leurs supérieurs , n'attendent aucune récompense de leurs Concitoyens , mais la portent en eux mêmes , & dans le délicieux sentiment de faire leur devoir , ils sont tous ou presque tous livrés aux soins pénibles & assidus du commerce , de leurs professions & de leurs familles. (p. 312. 313.)

Il ne craint pas de mettre en opposition la portion des Citoyens qui n'a pas embrassé ses funestes chimères , & d'annoncer à l'Europe entière ce livre qui flétrit le Conseil , & qui met en pièces notre Constitution , comme un ouvrage de la Bourgeoisie que sa modération & sa force ont fait accueillir favorablement du Public. (7)

Vous me demandez , Monsieur , si les yeux se dessilleront enfin , si la vérité percera tous les nuages dont on la couvre , si on ne s'indignera point de cette destruction générale de nos loix & de notre Constitution. Je ne fais : Un assez grand nombre de Citoyens semblent s'être déclarés pour cet ouvrage , & on n'abandonne pas si-tôt son jugement. Il est tems cependant que la lumière se fasse ; Il est tems de prendre en main la défense des loix attaquées , de bons & fidèles Magistrats si indignement défigurés. Heureux nos Concitoyens s'il ne disent pas trop tard ; Pourquoi ne nous sommes nous pas défiés de celui qui nous flattoit pour nous aveugler , & qui nous aveugloit pour nous conduire.

(7) Voyez la gazette d'Amsterdam du premier Mars N^o. 18.

E R R A T A.

Pag. 34. ligne 15. *le répète* lisés *la répète.*

pag. 54. ligne 28. *qu'elle* lisés *qu'il.*

pag. 73. ligne pénult. *de quatre* lisés *des quatre.*

pag. 76. ligne 25. *de l'article de cet Edit,* lisés *de cet article de l'Edit.*

pag. 97. ligne 25. *par Ministère* lisés *au Ministère.*

pag. 133. ligne dernière, *les occuper,* lisés *l'occuper.*



